

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1778

[2009/202127]

29 JANVIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, notamment l'article 4;

Vu l'avis n° 44.896/2/V du Conseil d'Etat, donné le 2 septembre 2008 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme et du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale et définitions***Article 1^{er}.** Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2002/91 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments.**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :1^o installation de chauffage central : l'ensemble d'éléments composés d'au moins un générateur de chaleur installé dans son local de chauffe, pourvu de son dispositif d'apport d'air comburant et d'évacuation des fumées, et dans lequel :

a) la chaleur est distribuée par un système de transport guidé et canalisé vers les différentes parties d'un bâtiment devant être chauffées, et dans lequel le fluide caloporteur est soit de l'eau, soit de la vapeur basse pression, soit de l'huile thermique, ou

b) la chaleur est transmise vers un dispositif de stockage d'eau chaude sanitaire;

2^o chaudière : tout appareil qui, équipé ou non d'un brûleur, permet de brûler des combustibles solides, liquides ou gazeux afin d'utiliser la chaleur générée dans une installation de chauffage central;3^o générateur de chaleur : la chaudière ainsi que, lorsqu'elle doit en être pourvue pour fonctionner, son brûleur ;4^o générateur de chaleur à circuit de combustion étanche (générateur de chaleur étanche ou générateur de type C) : tout générateur de chaleur dont le circuit de combustion - amenée de l'air comburant, combustion même et évacuation des produits de combustion - est complètement isolé du local de chauffe;5^o générateur de chaleur à circuit de combustion non étanche (générateur de chaleur non étanche ou générateur de type B) : tout générateur de chaleur qui reçoit son air comburant du local de chauffe et dont les produits de combustion sont amenés directement à l'extérieur par un conduit d'évacuation;6^o générateur de chaleur de type unit : chaudière munie, de manière indissociable, d'un brûleur atmosphérique ou pulsé réglé par le fabricant;7^o brûleur atmosphérique : le brûleur dans lequel l'air comburant est induit sans auxiliaires mécaniques;8^o brûleur pulsé : le brûleur dans lequel l'air comburant est induit à l'aide d'un ventilateur, et qui est agréé et peut être vendu séparément de la chaudière;9^o brûleur gaz prémix : le brûleur où la totalité de l'air comburant est mélangé au combustible gazeux avant le début de la combustion;10^o local de chauffe : l'espace dans lequel un ou plusieurs générateurs de chaleur sont installés;11^o année de construction : l'année de construction du générateur de chaleur. Cette année est déterminée par l'information mentionnée sur la plaque signalétique. Lorsqu'il n'y a pas de plaque signalétique ou lorsqu'elle est illisible, l'année de construction est définie par déduction des informations sur la facture relative à son installation, sur le rapport de réception ou sur la documentation technique du générateur de chaleur;12^o puissance nominale utile (en kW) : la puissance calorifique maximale fournie au fluide caloporteur du générateur de chaleur, fixée et garantie par le fabricant comme pouvant être fournie en marche continue tout en respectant les rendements utiles annoncés par le fabricant;13^o dossier chauffage central : le dossier établi pour chaque installation de chauffage central et contenant les documents suivants :

a) la note de calcul relative au dimensionnement de l'installation;

b) le rapport de réception lors de la première mise en service d'une nouvelle installation de chauffage central;

c) le cas échéant, le rapport de diagnostic approfondi;

d) les attestations de contrôle;

e) les instructions d'utilisation et d'entretien;

14^o installation de chauffage central existante : toute installation de chauffage central mise en service pour la première fois avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Lorsque la chaudière ou son brûleur est remplacé après l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'installation de chauffage central n'est plus considérée comme existante;15^o contrôleur chauffage : toute personne physique titulaire du certificat en contrôle de chauffage visé à l'article 29, § 1^{er};16^o auditeur agréé : tout auditeur agréé pour la réalisation d'audits énergétiques sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement;17^o propriétaire : le propriétaire de l'installation de chauffage central;18^o utilisateur : le ou les utilisateurs de l'installation de chauffage central;19^o DGARNE : la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;20^o Directeur général : le Directeur général de la DGARNE ou son délégué;

21° fonctionnaires chargés de la surveillance : les agents désignés, sur base de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement, pour rechercher et constater les infractions à la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

22° code de bonne pratique : un ensemble de règles écrites accessibles au public et relatives à la construction, l'installation, le raccordement, l'utilisation et l'entretien d'installations de chauffage central, y compris les normes de produit appropriées et les règles généralement acceptées de bonne connaissance du métier dans les catégories professionnelles concernées.

Font en tous cas partie du code de bonne pratique, dans l'ordre hiérarchique suivant :

- a) les dispositions appropriées des lois belges et décrets wallons, et de leurs arrêtés d'exécution;
- b) les normes belges et européennes appropriées;
- c) les règles, publiées par les fédérations professionnelles en matière de chauffage et de combustibles et les distributeurs de générateurs de chaleur.

En cas de contradiction entre différentes règles visées au point c, la DGARNE effectue l'arbitrage.

CHAPITRE II. — *Placement des installations de chauffage central*

Art. 3. Toute entreprise effectuant le placement d'installations de chauffage central alimentées en combustibles liquides ou combustibles gazeux dispose d'au moins un technicien agréé, conformément à l'annexe I^{re}.

Elle transmet à la DGARNE le nom et les numéros de certificat des techniciens agréés qu'elle emploie, en remplissant le formulaire disponible sur le site Internet de la DGARNE.

Le formulaire est envoyé par voie électronique ou, à défaut, par pli ordinaire ou remis contre récépissé. Elle communique également, dans le mois, selon les mêmes modalités, toute modification relative aux techniciens agréés qu'elle emploie.

Art. 4. § 1^{er}. Le local de chauffe, en ce compris les systèmes d'amenée et de sortie d'air et d'évacuation des gaz de combustion, contenu dans un bâtiment dont le dossier de demande de permis d'urbanisme initial a été introduit après le jour d'entrée en vigueur du présent arrêté répond selon les cas :

- 1° à la norme NBN B 61-001 : Chaufferies et cheminées, 1^{re} édition, octobre 1986, ou à sa dernière révision;
- 2° à la norme NBN B 61-002 : Chaudières de chauffage central dont la puissance nominale est inférieure à 70 kW - Prescriptions concernant leur espace d'installation, leur amenée d'air et leur évacuation de fumée, ou à sa dernière révision;
- 3° à la norme NBN D 51-003 : Installations intérieures alimentées en gaz naturel et placement des appareils d'utilisation - Dispositions générales, 4^e édition, juillet 2004, ou à sa dernière révision;
- 4° à la norme NBN D 51-004 : Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air distribué par canalisations - Installations particulières, janvier 1992, ou à sa dernière révision;
- 5° à la norme NBN D 51-006 : Installations intérieures alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression maximale de service de 5 bar et placement des appareils d'utilisation - Dispositions générales, 2005, ou à sa dernière révision.

§ 2. Le local de chauffe, en ce compris les systèmes d'amenée et de sortie d'air et d'évacuation des gaz de combustion, contenu dans un bâtiment dont le dossier de demande de permis d'urbanisme initial a été introduit avant ou le jour d'entrée en vigueur du présent arrêté répond aux prescriptions arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

§ 3. Toute installation de chauffage central est équipée d'orifices de mesure réalisés conformément aux dispositions arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Art. 5. Lors de l'installation d'un ou plusieurs générateurs de chaleur alimenté en combustible liquide ou en combustible gazeux, la somme des puissances nominales réglées des générateurs de chaleur installés dans un même local de chauffe n'excède pas la puissance définie à l'aide d'une méthode arrêtée par le Ministre de l'Energie.

Art. 6. Après le placement d'une installation de chauffage central alimentée en combustible liquide ou gazeux, le technicien agréé conformément à l'annexe I^{re}, qui a effectué la première mise en service de cette installation en application de l'article 9, § 1^{er}, 2^o, établit une note de calcul relative à la mise en œuvre de la méthode visée à l'article 5. Cette note, accompagnée des instructions d'utilisation et d'entretien des éléments constituant l'installation de chauffage central, est remise au propriétaire de ladite installation, si celui-ci n'en a pas lui-même effectué le placement.

CHAPITRE III. — *Interventions sur des installations de chauffage central*

Art. 7. Toute intervention sur la partie combustion d'un générateur de chaleur alimenté en combustible liquide ou gazeux, ne peut être effectuée que par un technicien agréé conformément à l'annexe I^{re}.

CHAPITRE IV. — *Utilisation des installations de chauffage central*

Section 1^{re}. — Disposition générale

Art. 8. § 1^{er}. Est réputée en bon état de fonctionnement une installation de chauffage central qui répond aux critères définis à l'annexe II.

§ 2. Les générateurs de chaleur équipés de brûleurs pouvant être alimentés à l'aide de différents combustibles répondent aux critères définis pour chacun des combustibles pouvant être utilisés.

Section 2. — Obligations du propriétaire et de l'utilisateur de l'installation de chauffage central

Art. 9. § 1^{er}. Afin de s'assurer du bon état de fonctionnement de l'installation de chauffage central, le propriétaire de l'installation :

1° fait installer un générateur de chaleur alimenté en combustibles liquides ou gazeux par un technicien agréé conformément à l'annexe I^{re}.

Par dérogation, l'installation peut être effectuée par des personnes n'ayant pas la qualité de technicien agréé à la condition que ce travail soit effectué sous le contrôle et la responsabilité d'un tel technicien;

2° fait réaliser la première mise en service d'un générateur alimenté en combustibles liquides ou gazeux par un technicien agréé conformément à l'annexe I^{re};

3° fait réaliser une réception d'un générateur de chaleur alimenté en combustibles liquides ou gazeux conformément aux dispositions de l'article 11, § 1^{er}, et ce :

a) lors de la première mise en service lorsque le technicien effectuant cette opération effectue également la réception;

b) au plus tard quinze jours après la première mise en service lorsque le propriétaire fait réaliser la réception par une tierce personne. Dans ce cas, le technicien agréé ayant effectué la première mise en service remet au propriétaire de l'installation une attestation de réception provisoire dont le modèle est défini par la DGARNE et contenant au minimum les éléments suivants :

— le nom et le numéro de certificat du technicien ayant effectué la mise en service;

— une déclaration attestant du fait que l'installation a été réalisée dans le respect des dispositions du présent arrêté;

4° si la puissance nominale installée est supérieure à 20 kW et si le fluide caloporteur est de l'eau, fait réaliser un diagnostic approfondi conformément aux dispositions de l'article 12, § 1^{er}, dans un délai de deux ans après que la chaudière ou le brûleur a atteint l'âge de quinze ans, compté à partir de la date d'installation ou, à défaut, de l'année de construction du générateur de chaleur, conformément à l'article 2, 9°. Dans l'hypothèse où le local de chauffe contient plusieurs générateurs de chaleur, le diagnostic approfondi porte sur l'ensemble de l'installation de chauffage central et le délai précité de quinze ans est à compter à partir de la date d'installation ou, à défaut, de l'année de construction de la chaudière ou du brûleur le plus ancien.

§ 2. Pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation de chauffage central, le propriétaire conserve les originaux des documents suivants :

1° la note de calcul visée à l'article 6;

2° le rapport de réception visé à l'article 11, § 3;

3° le cas échéant, en cas de dérogation aux normes visées à l'article 4, § 1^{er}, la note visée à l'article 62, § 1^{er}, alinéa 2;

4° le rapport de diagnostic approfondi visé à l'article 12, § 4, 1°.

Lorsqu'il n'est pas l'utilisateur de l'installation de chauffage central, le propriétaire fournit à l'utilisateur une copie des documents visés à l'alinéa 1^{er}.

Lorsqu'une installation de chauffage central permet la fourniture de chaleur à plusieurs utilisateurs, le dossier de chauffage central est remis à la personne qui a la responsabilité de la gestion technique de l'installation de chauffage.

En cas de changement d'utilisateur, le propriétaire remet au nouvel utilisateur le dossier de chauffage central.

Les documents visés à l'alinéa 1^{er} sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 10. L'utilisateur de l'installation de chauffage central :

1° utilise exclusivement le combustible pour lequel l'installation a été construite et réglée;

2° veille à maintenir l'installation dans un état de fonctionnement tel que l'impact de son utilisation sur l'environnement et le risque encouru par les personnes soit aussi faible que possible;

3° respecte les instructions d'utilisation et d'entretien des fabricants des éléments constituant l'installation de chauffage central;

4° fait réaliser les contrôles périodiques conformément aux dispositions de l'article 13;

5° conserve le dossier chauffage central et le tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance;

6° remet au propriétaire le dossier de chauffage central dès qu'il cesse d'en être l'utilisateur;

7° fournit sans délai au propriétaire l'attestation d'entretien et de vérification périodique à la demande de celui-ci.

CHAPITRE V. — Réception, diagnostic approfondi et contrôles des installations de chauffage central

Section 1^{re}. — Procédure de réception

Art. 11. § 1^{er}. La réception visée à l'article 9, § 1^{er}, 3°, est effectuée conformément aux dispositions de l'annexe III.

§ 2. Le personnel effectuant la réception visée au § 1^{er} répond aux conditions suivantes :

1° disposer de l'agrément visé à l'annexe I^{re};

2° lorsque la puissance nominale utile de la chaudière ou de l'ensemble des chaudières raccordées au même réseau hydraulique est supérieure ou égale à 400 kW, travailler pour le compte d'un organisme de contrôle accrédité conformément aux conditions définies à l'article 16.

§ 3. Le technicien agréé ayant effectué la réception visée au § 1^{er} remet un rapport de réception au propriétaire et en conserve durant un minimum de quatre années un duplicata à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Ce rapport est conforme au modèle arrêté par le Ministre de l'Environnement et contient au minimum les informations collectées conformément aux modalités définies à l'annexe III.

Au rapport de réception transmis au propriétaire sont joints les tickets générés par les équipements de mesure utilisés, tels que visés à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 1°.

§ 4. Un générateur de chaleur ne peut être mis en service ou maintenu en service que si le rapport de réception est favorable.

Si le générateur est déclaré non conforme, il ne peut être remis en service qu'au terme d'une nouvelle réception

Dans des logements d'habitation, par dérogation à l'alinéa 2, un générateur de chaleur dont le rapport de réception conclut à sa non conformité peut être maintenu en service, une seule fois, et pendant une période de maximum trois mois comprise entre septembre et avril, sauf si son fonctionnement risque de porter un préjudice à la sécurité des personnes.

Section 2. — Diagnostic approfondi

Art. 12. § 1^{er}. Le diagnostic approfondi visé à l'article 9, § 1^{er}, 4^o, est effectué à l'aide d'une méthode et d'un outil de calcul ou logiciel fournis par le Ministre de l'Energie, selon un phasage qu'il détermine.

§ 2. Le personnel effectuant le diagnostic visé au § 1^{er} dispose d'une des reconnaissances suivantes :

1^o un certificat d'aptitude en diagnostic approfondi :

a) de type I pour les installations de chauffage central alimentées en combustibles liquides ou gazeux équipées d'un seul générateur de chaleur, dont la puissance nominale utile est inférieure ou égale à 100 kW;

b) de type II dans les autres cas;

2^o un agrément en tant qu'auditeur pour la réalisation d'audits énergétiques sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement.

Le personnel ne disposant que de l'agrément visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, ne peut cependant effectuer que des diagnostics correspondant au type I.

Le Ministre de l'Energie peut arrêter des exigences complémentaires à celles définies au premier alinéa.

Le Ministre de l'Energie arrête les conditions de reconnaissance des certificats ou autres documents équivalents obtenus en Région flamande, en Région Bruxelles-Capitale ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

§ 3. L'inspection d'une installation de chauffage central ayant une puissance nominale utile inférieure ou égale à 100 kW et ayant au moins treize ans, compté à partir de l'année de la construction, est acceptée comme diagnostic approfondi lorsqu'elle est effectuée dans le cadre d'une procédure d'audit énergétique effectuée par un auditeur tel que visé à l'article 12, § 2, 2^o.

§ 4. La personne ayant effectué le diagnostic visé au § 1^{er} :

1^o remet au propriétaire un rapport de diagnostic approfondi, dont le contenu est arrêté par le Ministre de l'Energie et en conserve un duplicata à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance pendant au moins deux ans;

2^o fournit au propriétaire des conseils sur le remplacement des générateurs de chaleur, sur d'autres modifications possibles du système de chauffage et sur les solutions alternatives envisageables, permettant une réduction des consommations énergétiques;

3^o informe le propriétaire des mesures d'aide existantes de l'autorité ou de tiers en vue de l'amélioration ou du remplacement d'installations de chauffage central peu performantes.

Section 3. — Contrôles périodiques

Art. 13. § 1^{er}. Le contrôle périodique visé à l'article 10, 4^o, est effectué selon les modalités décrites à l'annexe IV et aux fréquences minimales suivantes :

Type de combustible	Fréquence de contrôle
Solides	Annuelle
Liquides	Tous les deux ans
Gazeux	Tous les quatre ans

En outre, un contrôle est effectué après chaque intervention à la partie combustion du générateur de chaleur.

§ 2. Les dates auxquelles les contrôles doivent être effectués sont à calculer à partir de la date de première mise en service du générateur de chaleur.

Les contrôles doivent au plus tard être réalisés dans les trois mois suivant celles-ci.

§ 3. Les contrôles sont réalisés :

1^o soit par du personnel disposant de la qualification et, lorsqu'il est requis, de l'agrément visés à l'annexe I^{re};

2^o soit pour les combustibles liquides ou gazeux, par des contrôleurs chauffage.

§ 4. La personne ayant effectué le contrôle transmet à l'utilisateur l'attestation de contrôle conforme au modèle arrêté par le Ministre de l'Environnement et contenant au minimum les informations collectées selon les modalités définies à l'annexe IV, à la personne disposant du dossier chauffage central de l'installation de chauffage central, et en conserve un duplicata à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Sur l'attestation de contrôle transmise à l'utilisateur sont agrafés les tickets générés par les équipements de mesure utilisés, tels que visés à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o.

L'utilisateur et la personne ayant effectuée le contrôle conservent les deux dernières attestations.

§ 5. Si, au terme du contrôle, l'installation de chauffage central est déclarée non conforme, le propriétaire ou l'utilisateur, selon cas, fait réparer ou adapter les éléments de ladite installation étant à l'origine de la non conformité dans les cinq mois.

Au terme de ce délai, un nouveau contrôle est effectué. Si l'installation est à nouveau déclarée non conforme, elle est mise à l'arrêt et ne peut être remise en fonctionnement qu'au terme d'un nouveau contrôle concluant à la conformité de l'installation.

Dans des logements d'habitation, par dérogation à l'alinéa 2, une installation de chauffage central déclarée non conforme au terme du contrôle périodique peut être maintenue en service, une seule fois et pendant une période de maximum trois mois comprise entre les mois de septembre et avril, sauf si le fonctionnement de l'installation risque de porter un préjudice à la sécurité des personnes.

Section 4. — Equipements de mesure

Art. 14. § 1^{er}. Les équipements de mesure utilisés lors de l'exécution de la réception, le diagnostic approfondi ou les contrôles visés aux articles 11, 12 et 13 répondent, pour ce qui concerne la mesure des gaz ou paramètres suivants : CO, O₂, CO₂, températures, pressions, aux exigences techniques du tableau 1 de la norme NBN EN 50379-1 : Spécification pour les appareils électriques portatifs conçus pour mesurer les paramètres des gaz de combustion dans les conduits d'évacuation des appareils de chauffage. Partie 1: Prescriptions générales et méthodes d'essai, 1^{re} édition, 2004, ou de sa dernière révision.

En outre, ces équipements sont conçus de manière à :

1^o pouvoir générer des tickets sur lesquels figurent les résultats des mesures effectuées, ainsi que la date et l'heure à laquelle elles ont été effectuées;

2° permettre le raccordement simultané de deux sondes de températures afin de pouvoir mesurer simultanément la température des gaz de combustion et de l'air comburant dans le cas de générateurs étanches.

§ 2. Le bon état de fonctionnement et l'étanchéité sont contrôlés par le technicien avant chaque mesure et calibré (mise à zéro) suivant les prescriptions du fabricant.

§ 3. Les équipements de mesure sont contrôlés et étalonnés avant la première utilisation et au minimum une fois tous les deux ans conformément à des normes reconnues internationalement ou, à défaut, selon les indications fournies par le fabricant de ceux-ci.

Lors du contrôle et de l'étalonnage, une attestation de bon fonctionnement de l'appareil est fournie et un autocollant est appliqué sur l'équipement. Cet autocollant mentionne la date du dernier contrôle/étalonnage ainsi que la date du prochain contrôle/étalonnage. Une copie de l'attestation de bon fonctionnement accompagne l'équipement concerné.

Les certificats de contrôle et d'étalonnage des équipements de mesure sont tenus à disposition des fonctionnaires chargés de la surveillance.

Section 5. — Registre des actes de réception, de diagnostic approfondi et de contrôle périodique et transmission de données à l'administration

Art. 15. § 1^{er}. Le personnel ayant effectué la réception, le diagnostic approfondi et les contrôles périodiques visés aux articles 11, 12 et 13 tient à jour un registre chronologique de ces actes, qu'il conserve durant quatre années.

§ 2. Le personnel visé au § 1^{er} transmet dans les cinq jours ouvrables, sur simple demande du directeur général ou du fonctionnaire chargé de la surveillance, une copie d'un des documents suivants :

- le registre visé au § 1^{er};
- tout rapport de réception qu'il a établi;
- tout rapport de diagnostic approfondi qu'il a établi;
- toute attestation de contrôle qu'il a établi.

§ 3. Dans le respect des principes définis à l'annexe V, le Ministre de l'Environnement peut arrêter les informations complémentaires à celles visées aux §§ 1^{er} et 2, ainsi que leurs modalités de transmission, que le personnel ayant effectué la réception, le diagnostic approfondi et les contrôles périodiques visés aux articles 11, 12 et 13 sont tenus de transmettre au Directeur général.

Section 6. — Contrôle du travail des techniciens agréés et des auditeurs agréés par un organisme de contrôle accrédité désigné

Art. 16. § 1^{er}. Le directeur général peut, à tout moment, soumettre une installation de chauffage réceptionnée, contrôlée ou soumise à un diagnostic approfondi en application du présent arrêté à un contrôle par un organisme de contrôle accrédité désigné conformément aux dispositions applicables en matière de marchés publics.

Le contrôle porte sur la conformité des interventions effectuées par le personnel disposant de l'agrément visé à l'annexe I^{re}, le personnel visé à l'article 12, § 2, le contrôleur chauffage visé à l'article 13, § 3, 2° par rapport aux exigences fixées dans le présent arrêté.

§ 2. Pour être désigné en application du § 1^{er}, l'organisme de contrôle accrédité remplit les conditions suivantes :

1° être :

a) accrédité comme organisme de contrôle du type A sur la base des critères de la NBN - EN ISO/IEC 17020 : Critères généraux pour le fonctionnement de différents types d'organismes procédant à l'inspection (ISO/IEC 17020 : 1998), 1^{re} édition, novembre 2004, ou de sa dernière révision, pour les activités prévues au présent arrêté, conformément au système d'accréditation instauré en application de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité, ou

b) accrédité par une organisation équivalente à celle délivrant les accréditations dans le cadre du système visé au point a, imposant des critères offrant les mêmes garanties que le système d'accréditation visé au point a;

2° disposer, parmi son personnel, de contrôleurs titulaires d'un certificat d'aptitude en combustibles liquides et/ou gazeux, correspondant au type d'installation à visiter, et, le cas échéant, disposant du certificat d'aptitude en diagnostic approfondi correspondant au type d'installation à visiter.

La désignation est effectuée pour une période de trois ans maximum. Elle est renouvelable.

Art. 17. Lors de chaque contrôle, l'organisme visé à l'article 16 fournit un rapport de contrôle au Directeur général et :

1° au propriétaire, lorsque l'intervention faisant l'objet du contrôle est une réception visée à l'article 11 ou un diagnostic approfondi visé à l'article 12;

2° à l'utilisateur, lorsque l'intervention faisant l'objet du contrôle est un contrôle périodique visé à l'article 13.

S'il résulte du contrôle que la personne contrôlée a exécuté de façon non réglementaire sa mission, un nouveau contrôle en présence de l'organisme accrédité et de la personne contrôlée peut être organisé à la demande de celle-ci. Dans ce cas, l'organisme accrédité en informe le directeur général par lettre recommandée au plus tard huit jours ouvrables avant ce nouveau contrôle. Le directeur général ou le fonctionnaire chargé de la surveillance peut y assister. Si le nouveau contrôle confirme les conclusions initiales formulées par l'organisme accrédité, ses frais sont à la charge de la personne contrôlée.

Art. 18. La rétribution du service rendu par l'organisme désigné en application de l'article 16 est effectuée dans la limite des crédits disponibles au sein du Fonds pour la Protection de l'Environnement.

CHAPITRE VI. — *Agrément des techniciens en combustibles liquides et des techniciens en combustibles gazeux**Section 1^{re}. — Conditions d'agrément*

Art. 19. Pour être agréée, toute personne répond aux conditions suivantes :

1° pour l'agrément comme technicien en combustibles liquides, être titulaire d'un certificat valable d'aptitude en combustibles liquides;

2° pour l'agrément comme technicien en combustibles gazeux :

a) de type GI : être titulaire d'un certificat valable d'aptitude en combustibles gazeux de type GI délivré conformément au chapitre VI;

b) de type GII : être titulaire d'un certificat valable d'aptitude en combustibles gazeux de type GII délivré conformément au chapitre VI;

3° disposer du matériel dûment entretenu nécessaire aux contrôles relatifs au bon état de fonctionnement des installations;

4° exercer, en qualité d'indépendant ou de salarié, au sein d'une entreprise enregistrée auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises;

5° lorsqu'il a une responsabilité dans la gestion de l'entreprise, exercer au sein d'une entreprise qui est en ordre d'accès à la profession, lorsque celui-ci est requis.

Section 2. — Procédure d'octroi de l'agrément

Art. 20. § 1^{er}. La demande d'agrément est envoyée ou remise contre récépissé au directeur général.

Elle est introduite au moyen d'un formulaire mis à disposition sur le site Internet de la DGARNE.

§ 2. Le directeur général envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour de réception de celle-ci.

La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis.

§ 3. Si la demande est incomplète, le directeur général indique par lettre au demandeur les renseignements ou documents manquants. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de la lettre pour fournir au directeur général, par lettre ou par remise contre récépissé, les renseignements ou les documents manquants. Dans les trente jours suivant la réception des compléments, le directeur général envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande.

§ 4. Le directeur général envoie sa décision d'octroi ou de refus d'agrément par lettre recommandée à la poste au demandeur dans un délai de soixante jours à dater du jour de réception de la demande d'agrément.

Section 3. — Recours

Art. 21. Un recours contre les décisions visées à l'article 20, § 4, peut être introduit par le demandeur auprès du Ministre de l'Environnement. Le recours est envoyé par lettre remis contre récépissé au directeur général dans les vingt jours suivant la réception de la décision querellée. Il est introduit au moyen d'un formulaire dont le modèle est mis à disposition sur le site Internet de la DGARNE.

Le Ministre de l'Environnement envoie sa décision par lettre au requérant dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception du recours.

Section 4. — Droit de dossier

Art. 22. § 1^{er}. Un droit de dossier, dont le produit est intégralement versé au Fonds pour la Protection de l'Environnement est levé à charge du technicien en combustibles liquides ou du technicien en combustibles gazeux de niveau GI en raison de l'introduction d'une demande introduite en application de l'article 20, § 1^{er}.

Le droit de dossier est fixé à 150 euros. Il est dû à la date d'introduction de la demande d'agrément.

Une copie du récépissé du versement ou de l'avis de débit de virement du droit de dossier est jointe à la demande d'agrément.

§ 2. Le droit de dossier visé au § 1^{er} n'est pas dû par le technicien disposant d'un agrément valable en combustibles liquides lorsqu'il demande un agrément portant sur les combustibles gazeux, et inversement. Dans ces cas, une copie de la décision du directeur général visée à l'article 20, § 4 est jointe à la nouvelle demande d'agrément.

§ 3. Au premier janvier de chaque année, le montant visé au paragraphe 2, alinéa 2, est adapté aux variations de l'indice des prix à la consommation de l'année écoulée. Le montant est multiplié par un coefficient obtenu en effectuant le rapport de l'indice des prix à la consommation d'application pendant le mois de janvier en cours sur celui d'application pendant le mois de janvier de l'année précédente. Le montant ainsi obtenu est ramené à l'unité inférieure.

Section 5. — Durée, modification et prolongation de l'agrément

Art. 23. L'agrément est accordé pour une durée limitée à la date d'échéance du certificat pertinent d'aptitude.

Art. 24. Les articles 19 à 22 sont applicables à la demande de renouvellement de l'agrément.

Le formulaire de demande est accompagné du certificat de formation continuée visé à l'article 38, *mutatis mutandis*

Art. 25. Le technicien agréé informe la DGARNE dans le mois par lettre recommandée de toute modification ayant trait à son agrément.

Section 6. — Suspension et retrait de l'agrément

Art. 26. Le directeur général peut suspendre ou retirer l'agrément lorsque le technicien agréé :

1° contrevient aux dispositions du présent arrêté;

2° fait obstacle au contrôle de ses activités par les agents chargés de la surveillance.

Art. 27. § 1^{er}. Lorsque le directeur général a l'intention de suspendre ou de retirer l'agrément, il en informe, par lettre recommandée, le technicien concerné et, le cas échéant, l'entreprise qui l'emploie. La proposition de suspension ou de retrait indique les motifs les justifiant.

Le technicien agréé dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de suspension ou de retrait pour transmettre ses observations écrites au directeur général.

Il est également entendu à sa demande.

§ 2. Le directeur général statue dans un délai de trente jours à compter :

1° soit de la réception des observations visées au § 1^{er}, alinéa 2, ou, à défaut, de l'écoulement du délai de trente jours visé à ce même alinéa;

2° soit, lorsqu'elle a lieu, de l'audition visée au § 1^{er}, alinéa 3;

La décision est envoyée par lettre recommandée au technicien agréé concerné, ainsi qu'à son éventuel employeur.

§ 3. En cas de retrait d'agrément, le technicien est tenu de restituer à la DGARNE l'original ainsi que les éventuelles copies certifiées conformes dudit agrément endéans les quatorze jours qui suivent l'envoi de la décision.

§ 4. Le directeur général peut, en cas d'urgence spécialement motivée, suspendre immédiatement l'agrément.

Art. 28. Un recours contre les décisions de suspension ou de retrait d'agrément peut être introduit par le technicien agréé concernée auprès du Ministre de l'Environnement. Le recours est envoyé par lettre recommandée ou remis contre récépissé au directeur général dans les vingt jours suivant la réception de la décision querellée. Il est introduit au moyen d'un formulaire dont le modèle est mis à disposition sur le site Internet de la DGARNE.

La décision du Ministre de l'Environnement est notifiée au requérant par lettre recommandée à la poste dans un délai de soixante jours à dater de la réception du recours.

Sauf dans l'hypothèse visée à l'article 27, § 4, le recours est suspensif.

CHAPITRE VII. — *Certificat d'aptitude en combustibles liquides,
certificat d'aptitude en combustibles gazeux et certificat d'aptitude en diagnostic approfondi,
certificat d'aptitude en contrôle de chauffage*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 29. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application des articles 41 et 44, le certificat d'aptitude en matière de combustibles liquides, le certificat d'aptitude en matière de combustibles gazeux, le certificat d'aptitude en matière de diagnostic approfondi et le certificat d'aptitude en contrôle de chauffage sont délivrés par des centres de certification reconnus par le directeur général.

§ 2. Le certificat d'aptitude en matière de combustibles liquides ou gazeux sanctionne la réussite d'un examen conformément aux dispositions de l'annexe VI.

Le certificat d'aptitude en matière de diagnostic approfondi sanctionne la réussite d'un examen, faisant suite à une formation appropriée, dont le contenu et la durée sont arrêtés par le Ministre de l'Energie.

Le certificat d'aptitude en contrôle de chauffage sanctionne la réussite d'un examen, faisant suite à une formation en "contrôle de chauffage", dont le contenu et la durée sont arrêtés par le Ministre de l'Environnement.

Section 2. — Reconnaissance des centres de certification

Art. 30. Pour être reconnu, le centre de certification répond aux conditions suivantes :

1° a) pour la reconnaissance comme centre de certification en combustibles gazeux GI ou GII (ou en combustibles liquides) : organiser la formation combustibles gazeux de type GI ou GII (ou combustibles liquides) visée à l'annexe VI, conformément aux modalités qui y sont définies, avec épreuves y afférentes.

Le Ministre de l'Environnement peut arrêter des modalités de procédure complémentaires à celles prévues à l'annexe VI, C;

b) pour la reconnaissance comme centre de certification en diagnostic approfondi de type I/II : être reconnu comme centre de certification en combustibles liquides ou combustibles gazeux et organiser la formation en "diagnostic approfondi" de type I/II, avec épreuves y afférentes;

c) pour la reconnaissance comme centre de certification en contrôle de chauffage : être reconnu comme centre de certification en combustibles liquides ou gazeux et organiser la formation en "contrôle de chauffage", avec épreuves y afférentes;

2° disposer du personnel enseignant conformément aux dispositions de l'annexe VII, A;

3° constituer un jury d'examen conformément aux dispositions de l'annexe VII, B;

4° a) pour la reconnaissance comme centre de certification en combustibles liquides ou gazeux GI ou GII, disposer d'une infrastructure technique conformément aux dispositions de l'annexe VII, C;

b) pour la reconnaissance comme centre de certification en diagnostic approfondi, disposer, le cas échéant, de l'infrastructure technique arrêtée par le Ministre de l'Energie.

Art. 31. § 1^{er}. La demande de reconnaissance est introduite par lettre ou remise contre récépissé au directeur général, au moyen d'un formulaire dont le modèle est mis à disposition sur le site Internet de la DGARNE.

§ 2. Le directeur général envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour de réception de la demande.

La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis.

§ 3. Si la demande est incomplète, le directeur général indique par lettre au demandeur les renseignements ou documents manquants. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de la lettre pour fournir au directeur général, par lettre ou par remise contre récépissé, les renseignements ou les documents demandés. Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, le directeur général envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande.

§ 4. La demande est irrecevable :

1° si elle a été introduite en violation du § 1^{er};

2° si elle est jugée incomplète à deux reprises;

3° si le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé au § 3.

Si la demande est irrecevable, le directeur général indique au demandeur les motifs de l'irrecevabilité.

§ 5. Le directeur général envoie sa décision d'octroi ou de refus de reconnaissance par lettre recommandée à la poste au demandeur dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où il a envoyé sa décision attestant le caractère complet et recevable de la demande. Si la reconnaissance est accordée, un numéro de reconnaissance est attribué au centre de certification.

Art. 32. La reconnaissance du centre de certification est accordée pour une période de cinq ans.

Art. 33. Un recours contre les décisions visées à l'article 31, § 5, peut être introduit par le demandeur auprès du Ministre de l'Environnement. Le recours est envoyé par lettre ou remis contre récépissé au directeur général dans les vingt jours suivant la réception de la décision querellée. Il est introduit au moyen d'un formulaire dont le modèle est mis à disposition sur le site Internet de la DGARNE.

Le Ministre de l'Environnement envoie sa décision par lettre recommandée à la poste au requérant dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception du recours.

Art. 34. § 1^{er}. Le directeur général peut suspendre ou retirer la reconnaissance lorsque le centre de certification :

1° contrevient aux dispositions du présent arrêté;

2° fait obstacle au contrôle de ses activités par les agents chargés de la surveillance.

§ 2. Lorsque le directeur général a l'intention de suspendre ou de retirer la reconnaissance, il en informe, par lettre recommandée, le responsable du centre de certification concerné. La proposition de suspension ou de retrait indique les motifs les justifiant.

Le responsable du centre de certification dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de suspension ou de retrait pour transmettre ses observations écrites au directeur général.

Le responsable du centre de certification est également entendu à sa demande.

§ 3. Le directeur général statue dans un délai de trente jour à compter :

1° soit de la réception des observations visées au § 2, alinéa 2, ou, à défaut, de l'écoulement du délai de trente jours;

2° soit de l'audition visée au § 2, alinéa 3.

La décision est envoyée par lettre recommandée au responsable du centre de certification.

§ 4. En cas de retrait, le responsable du centre de certification est tenu de restituer à la DGARNE l'original et toutes les copies certifiées conformes de la reconnaissance endéans les quatorze jours qui suivent l'envoi de la décision.

Art. 35. Un recours contre les décisions de suspension ou de retrait de la reconnaissance peut être introduit par le centre de certification auprès du Ministre de l'Environnement. Le recours est envoyé par lettre ou remis contre récépissé au directeur général dans les vingt jours suivant la réception de la décision querellée. Il est introduit au moyen d'un formulaire dont le modèle est mis à disposition sur le site Internet de la DGARNE.

La décision du Ministre de l'Environnement est notifiée au requérant par lettre recommandée à la poste dans un délai de soixante jours à dater de la réception du recours.

Art. 36. Le centre de certification reconnu communique, dans le mois, par lettre recommandée transmise au directeur général, toute modification le concernant et relatives aux données figurant dans le formulaire visé à l'article 31, § 1^{er}.

Section 3. — Formations, examens et délivrance des certificats

Art. 37. Le centre de certification communique à la DGARNE, au moins quinze jours ouvrables avant le début des cours et examens, les dates prévues pour ceux-ci.

Le directeur général ou le fonctionnaire chargé de la surveillance peut assister à l'examen.

Afin de garantir le bon déroulement de celui-ci, il peut à tout moment vérifier la conformité de l'infrastructure technique visée à l'article 30, 4°. Le centre de certification lui fournit tout renseignement ou document qu'il souhaite recevoir.

Art. 38. Dans les quinze jours ouvrables suivant l'examen, le centre de certification remet aux candidats ayant réussi l'examen le certificat correspondant.

Le certificat est établi conformément au modèle mis à disposition sur le site Internet de la DGARNE.

Le certificat est valable pour une période de cinq ans à compter du jour où l'examen a été réussi.

En cas de renouvellement, la date d'échéance du certificat est fixée à cinq ans à compter de la date d'échéance du certificat faisant l'objet du renouvellement.

Art. 39. § 1^{er}. Dans les trente jours ouvrables suivant l'examen, un rapport sur la session d'examen est transmis à la DGARNE. Ce rapport contient au moins les éléments suivants :

1° la liste des membres du jury ayant assisté aux examens;

2° le taux de participation aux cours de chaque candidat ayant présenté l'examen;

3° la liste des candidats ayant reçu le certificat d'aptitude en matière de combustibles liquides, le certificat d'aptitude en matière de combustibles gazeux (en précisant le type), le certificat d'aptitude en contrôle de chauffage ou le certificat d'aptitude en matière de diagnostic approfondi (en précisant le type);

4° les pourcentages obtenus par les différents candidats aux différentes parties de l'examen.

Le rapport est signé par le responsable du jury ayant assisté aux examens.

§ 2. Au rapport est joint une copie ou un duplicata des certificats délivrés.

Art. 40. Afin de couvrir les frais occasionnés par l'organisation de la formation et des examens, le centre de certification peut percevoir un droit d'inscription auprès des candidats.

Le Ministre de l'Environnement peut fixer le montant maximal du droit d'inscription.

Section 4. — Titres et diplômes donnant droit à l'octroi d'un certificat d'aptitude en combustibles liquides, d'un certificat d'aptitude en combustibles gazeux, d'un certificat d'aptitude en diagnostic approfondi

Art. 41. Donne droit à l'octroi d'un certificat d'aptitude combustibles liquides, d'un certificat d'aptitude en combustibles gazeux ou d'un certificat d'aptitude en diagnostic approfondi l'obtention d'un titre ou d'un diplôme délivré par les établissements d'enseignement ou les centres de formation reconnus par le directeur général et sanctionnant la réussite d'une formation dans les matières :

1° définies à l'annexe VII, C, pour ce qui concerne les combustibles liquides et gazeux;

2° arrêtées par le Ministre de l'Energie conformément à l'article 29, § 2, alinéa 2, pour ce qui concerne le diagnostic approfondi.

Art. 42. Pour être reconnus, les établissements d'enseignement ou les centres de formation doivent disposer d'une infrastructure technique conformément aux dispositions de l'article 30, 4°.

Art. 43. Les articles 31 à 36 sont applicables, mutatis mutandis, à la reconnaissance des établissements d'enseignement ou des centres de formation.

Art. 44. Le certificat correspondant à la formation est délivré par l'établissement d'enseignement ou le centre de formation reconnu, concomitamment à la délivrance du titre ou diplôme visé à l'article 41 ou, le cas échéant, d'une attestation provisoire de réussite.

Il est établi conformément au modèle mis à disposition sur le site Internet de la DGARNE.

Une copie en est transmise sans délai au directeur général.

Art. 45. Le directeur général ou le fonctionnaire chargé de la surveillance peut à tout moment vérifier la conformité de l'infrastructure technique visée à l'article 42. Le centre d'examen ou le centre de formation lui fournit tout renseignement ou tout document qu'il souhaite avoir.

Section 5. — Programme de perfectionnement

Art. 46. § 1^{er}. Tous les cinq ans à compter de la délivrance du certificat visé aux articles 38 et 44, le technicien agréé, en vue du renouvellement de son certificat, suit une formation, avec épreuve y afférente, portant sur les matières visées à l'article 47, alinéa 2.

La durée de la formation est de minimum

1° huit heures pour le renouvellement du certificat d'aptitude en combustibles liquides;

2° six heures pour le renouvellement du certificat d'aptitude en combustibles gazeux de type G1 ;

3° deux heures pour le renouvellement du certificat d'aptitude en combustibles gazeux de type G2.

La formation est suivie par le technicien agréé au plus tôt un an avant la date d'échéance du certificat et au plus tard un mois avant cette échéance.

§ 2. Le directeur général peut dispenser de la formation visée au § 1^{er} le technicien agréé qui a suivi une formation similaire en Région flamande, en Région de Bruxelles-Capitale ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

Art. 47. La formation visée à l'article 46, § 1^{er} est délivrée par le centre de certification reconnu conformément aux articles 31, § 5, ou 43 pour la matière correspondant à la formation.

Son contenu, ainsi que les modalités relatives à l'épreuve y afférente sont arrêtés par le Ministre de l'Environnement sur base de l'évolution :

1° des législations en relation avec la certification correspondante;

2° des techniques et pratiques en relation avec le certificat correspondant susceptibles des contribuer à la réduction des émissions et des consommations énergétiques provenant des installations de chauffage central;

Art. 48. Les articles 37 à 40 sont applicables, mutatis mutandis, à la formation visée à l'article 46, § 1^{er}.

Section 6. — Renouvellement du certificat en diagnostic approfondi et du certificat en contrôle de chauffage

Art. 49. § 1^{er}. Le Ministre de l'Energie définit les modalités de renouvellement du certificat en diagnostic approfondi.

§ 2. Le Ministre de l'Environnement définit les modalités de renouvellement du certificat en contrôle de chauffage.

Section 7. — Subventionnement des centres de certification

Art. 50. Dans la limite des crédits disponibles, le Ministre de l'Environnement peut octroyer des subventions aux centres de certification en combustibles liquides et en combustibles gazeux reconnus en application de l'article 31, § 5.

Art. 51. Pour pouvoir bénéficier de la subvention, les centres de certification satisfont aux conditions suivantes :

1° respecter le montant maximum tel que fixé dans le tableau suivant :

	Montant maximum réclamé par le centre de certification lui permettant de bénéficier de la subvention		
	Formation	Examen	Formation + examen
L	a	b	a + b
GI	c	d	c + d
GII	e	f	e + f

2° ne bénéficier d'aucun subside par un autre pouvoir public pour les activités faisant l'objet de la demande de subvention.

Les valeurs de a, b, c, d, e et f sont arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Art. 52. La subvention est octroyée par candidat ayant présenté l'ensemble des examens et ayant participé au minimum aux 2/3 des cours de la formation correspondante, lorsque celui-ci s'y est inscrit.

Art. 53. Par candidat, et par type de certificat, la subvention peut être octroyée une seule fois, sauf en cas de renouvellement de ce certificat.

Art. 54. La subvention, pour l'examen seul ou l'examen précédé de la formation y afférente, correspond aux montants suivants :

	Montant de la subvention par élève se présentant à un examen	
	Examen seul	Formation + examen
L	a * k	(a + b) * k
GI	c * k	(c + d) * k
GII	e * k	(e + f) * k

Le taux de subventionnement (k) par rapport au montant maximum réclamé par le centre de certification lui permettant de bénéficier de la subvention est déterminé par le Ministre de l'Environnement.

Art. 55. La demande de subvention est effectuée à posteriori, lors de la transmission à la DGARNE du rapport de session d'examen visé à l'article 39, § 1^{er}.

Lors d'une demande de subvention pour la formation et l'examen y afférent, le centre de certification joint au rapport de session visé à l'article 39, § 1^{er}, la liste de présence au cours signée par les candidats pour lesquels le subsidie est demandé et une déclaration, datée et signée, certifiant que le centre ne demande aucun subsidie pour les activités faisant l'objet de la demande à un autre pouvoir public.

Art. 56. Au premier janvier de chaque année, les montants visés aux articles 51 et 54 sont adaptés aux variations de l'indice des prix à la consommation de l'année écoulée.

Ces montants sont multipliés par un coefficient obtenu en effectuant le rapport de l'indice des prix à la consommation d'application pendant le mois de janvier en cours sur celui d'application pendant le mois de janvier de l'année précédente. Les montants ainsi obtenus sont ramenés à l'unité inférieure.

Section 8. — De la suspension et du retrait du certificat d'aptitude en diagnostic approfondi et du certificat d'aptitude en contrôle de chauffage

Art. 57. Le directeur général peut suspendre ou retirer le certificat d'aptitude en diagnostic approfondi et le certificat d'aptitude en contrôle de chauffage lorsque le technicien contrevient aux dispositions du présent arrêté.

Art. 58. § 1^{er}. Lorsque le directeur général a l'intention de suspendre ou de retirer le certificat visé à l'article 57, il en informe, par lettre recommandée, le technicien. La proposition de suspension ou de retrait indique les motifs les justifiant.

Le technicien dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de suspension ou de retrait pour transmettre ses observations écrites au directeur général.

Le technicien est également entendu à sa demande.

§ 2. Le directeur général statue dans un délai de trente jours à compter :

- 1° soit de la réception des observations visées au § 1^{er}, alinéa 2, ou, à défaut, de l'écoulement du délai de trente jours;
- 2° soit, lorsqu'elle a lieu, de l'audition visée au § 1^{er}, alinéa 3.

La décision est envoyée par lettre recommandée au technicien et à son éventuel employeur.

§ 3. En cas de retrait, le technicien est tenu de restituer à la DGARNE l'original ainsi que les éventuelles copies certifiées conformes du certificat endéans les quatorze jours qui suivent l'envoi de la décision.

§ 4. Le directeur général peut, en cas d'urgence spécialement motivée, suspendre immédiatement le certificat.

Art. 59. Un recours contre les décisions de suspension ou de retrait du certificat visé à l'article 57 peut être introduit par le technicien auprès du Ministre. Le recours est envoyé par lettre recommandée ou remis contre récépissé au directeur général dans les vingt jours suivant la réception de la décision querellée. Il est introduit au moyen d'un formulaire dont le modèle est mis à la disposition sur le site de la DGARNE.

La décision du Ministre de l'environnement est notifiée au requérant par lettre recommandée à la poste dans un délai de soixante jours à dater de la réception du recours.

Sauf dans l'hypothèse visée à l'article 58, § 4, le recours est suspensif.

CHAPITRE VIII. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 60. L'arrêté royal du 6 janvier 1978 tendant à prévenir la pollution atmosphérique lors du chauffage de bâtiments à l'aide de combustibles solides ou liquides est abrogé.

Art. 61. L'arrêté royal du 12 avril 1979 organisant l'octroi des subventions aux établissements chargés de la délivrance du certificat d'aptitude et de formation permanente au contrôle de combustion et à l'entretien des installations de chauffage alimentées en combustible liquide est abrogé à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté par lequel le Ministre de l'Environnement détermine les valeurs visées aux articles 51 et 54.

Art. 62. § 1^{er}. Aussi longtemps que le Ministre de l'Environnement n'a pas arrêté les prescriptions visées à l'article 4, § 2, le local de chauffe, en ce compris les systèmes d'amenée et de sortie d'air et d'évacuation des gaz de combustion, contenu dans un bâtiment dont le dossier de demande de permis d'urbanisme a été introduit avant ou le jour d'entrée en vigueur du présent arrêté doit satisfaire aux dispositions du code de bonne pratique qui lui était applicable au moment du placement de l'installation de chauffage central ou auxquelles il a été soumis par la suite.

§ 2. Lorsqu'il arrête les dispositions visées à l'article 4, § 3, le Ministre de l'Environnement peut prévoir, pour les installations de chauffage central existantes, une dérogation à l'obligation d'équiper celles-ci d'orifices de mesures. Dans ce cas, ces installations sont dispensées de l'obligation de respect des critères visés à l'article 8 et de contrôle visé à l'article 10, 4^o.

Art. 63. Le personnel effectuant la réception visée à l'article 9, § 1^{er}, 3^o, ne doit répondre, jusqu'au 1^{er} janvier 2013, qu'à la condition visée à l'article 11, § 2, 1^o.

Art. 64. § 1^{er}. Les attestations d'une installation de chauffage central existante, délivrées, avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, en application de l'arrêté royal du 6 janvier 1978 tendant à prévenir la pollution atmosphérique lors du chauffage de bâtiments à l'aide de combustibles solides ou liquides, restent valables :

- 1° deux ans après la date de leur délivrance s'il s'agit d'une installation alimentée en combustibles liquides;
- 2° un an après la date de leur délivrance s'il s'agit d'une installation alimentée en combustibles solides.

§ 2. Par dérogation à l'article 13, § 2, alinéa 1^{er}, la date à laquelle le premier contrôle visé à l'article 10, 4^o, doit être effectué sur une installation de chauffage central existante alimentée en combustibles liquides ou en combustibles solides doit être calculée à partir de la date d'échéance de validité de l'attestation, telle que définie au § 1^{er}. Les obligations mentionnées dans le présent arrêté s'appliquent à cette installation de chauffage central à partir de la date de ce premier contrôle.

Art. 65. Par dérogation à l'article 13, § 2, alinéa 1^{er}, une installation de chauffage central existante, alimentée en combustibles gazeux, subit un premier contrôle, visé à l'article 10, 4^o, au plus tard quatre ans après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les obligations mentionnées dans le présent arrêté s'appliquent à cette installation de chauffage central à partir de la date de ce premier contrôle.

Art. 66. Le technicien qui, en application de l'arrêté royal du 6 janvier 1978 tendant à prévenir la pollution atmosphérique lors du chauffage de bâtiments à l'aide de combustibles solides ou liquides, a été agréé en tant que technicien compétent est agréé en tant que technicien en combustibles liquides jusqu'à l'expiration ou retrait de son agrément.

Art. 67. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 29, § 1^{er}, et sans préjudice du § 4 du présent article, toute personne qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, effectue l'installation ou l'entretien de générateurs de chaleur alimentés en combustibles gazeux, en qualité d'indépendant ou de salarié d'une entreprise enregistrée auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises, est considérée comme disposant des certificats en combustible gazeux de type GI et GII.

§ 2. Les personnes visées au § 1^{er} introduisent leur demande d'agrément conformément à l'article 20, § 1^{er}, entre le 1^{er} janvier 2010 et le 30 juin 2010.

§ 3. Toute personne visée au § 1^{er} est considérée comme agréée GI et GII jusqu'à la date de la décision prise par le directeur général en application de l'article 20, § 4.

§ 4. Le directeur général communique aux techniciens agréés, par lettre recommandée à la poste, le délai endéans lequel ils doivent obtenir le certificat en combustible gazeux de type GI et, le cas échéant, GII, visé à l'article 29.

A défaut de l'obtention du certificat endéans ce délai, l'équivalence provisoire visée au § 1^{er} devient caduque.

Art. 68. Les centres de formation qui, en application de l'arrêté royal du 6 janvier 1978 tendant à prévenir la pollution atmosphérique lors du chauffage de bâtiments à l'aide de combustibles solides ou liquides, ont été reconnus en vue de la délivrance du certificat d'aptitude et de formation permanente au contrôle de combustion et à l'entretien des installations alimentés en combustibles liquides, sont reconnus en tant que centre de certification en vue de la délivrance du certificat d'aptitude en matière de combustibles liquides de type L pendant les dix-huit mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

A défaut de la détermination du contenu et de la durée minimale des formations en combustibles liquides visée à l'article 30, 1^o, *a.*, la durée et le contenu des formations dispensées par les centres de formations reconnus en vue de la délivrance du certificat d'aptitude et de formation permanente au contrôle de combustion et à l'entretien des installations alimentés en combustibles liquides, en application de l'arrêté royal du 6 janvier 1978 tendant à prévenir la pollution atmosphérique lors du chauffage de bâtiments à l'aide de combustibles solides ou liquides restent inchangés. En cas de réussite des examens, le centre de formation fournit au technicien le certificat visé à l'article 38.

A défaut de la détermination des valeurs visées aux articles 51 et 54, le Ministre de l'Environnement peut octroyer des subventions à ces centres, sur base des modalités définies dans l'arrêté royal du 12 avril 1979 organisant l'octroi des subventions aux établissements chargés de la délivrance du certificat d'aptitude et de formation permanente au contrôle de combustion et à l'entretien des installations de chauffage alimentées en combustible liquide.

Art. 69. L'article 3 entre en vigueur trois ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'article 4, § 2, est applicable à la date du premier contrôle qui doit être réalisée conformément à l'article 10, 4^o.

L'article 5 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011 et n'est pas applicable aux installations de chauffage central existantes.

L'article 9, § 1^{er}, 1^o à 3^o, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Les articles 13, § 4, alinéa 2, et 14 entrent en vigueur deux ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 70. Le Ministre de l'Environnement et le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe I^{re}. — Personnel habilité pour effectuer certaines interventions

(Conformément à l'article 3, à l'article 7, à l'article 9, § 1^{er}, 1^o et 2^o, à l'article 13, § 3)

Type de combustible	Type de générateur de chaleur	Technicien habilité
Liquide	Tout type	Technicien agréé en combustibles liquides
Gazeux	De type unit	Technicien agréé en combustibles gazeux de niveau GI ou GII
	Equipé d'un brûleur pulsé	Technicien agréé en combustibles gazeux de niveau GII
Solide	Tout type	Technicien spécialisé en combustibles solides

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe II. — Critères de bon fonctionnement d'une installation de chauffage central

A. Installations alimentées par des combustibles liquides ou gazeux.

I: Critères de performance :

Critères pour les générateurs de chaleur alimentés par des combustibles liquides.

1° Aucune trace de combustible, ni de fumerons, ni d'agglutinats n'est visible sur le papier-filtre utilisé pour déterminer l'indice de noircissement des gaz de combustion¹.

2° L'indice de noircissement des gaz de combustion, la teneur en dioxyde de carbone (CO₂) des gaz de combustion, la teneur en monoxyde de carbone (CO) des gaz de combustion, le rendement de combustion et la teneur en oxygène (O₂) dans les gaz de combustion satisfont aux exigences mentionnées dans le tableau suivant :

Indice de noircissement (Bacharach)	Teneur en CO ₂ (%)	Teneur en CO (mg/kWh)	Teneur en O ₂ (%)	Rendement de combustion (%) ²
≤ 1	≥ 12	≤ 155	≤ 4,4	≥ 90

En dérogation aux prescriptions ci-dessus, les générateurs de chaleur en exploitation et construits avant le 1^{er} janvier 1998 peuvent, pendant une période transitoire de huit ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, satisfaire aux exigences suivantes :

Date de construction du générateur de chaleur	Indice de fumée	Teneur en CO ₂ (%)	Teneur en CO (mg/kWh)	Teneur en O ₂ (%)	Rendement de combustion (%)
Jusqu'au 31/12/1987 ou inconnue	≤ 2	≥ 10	≤ 155	Néant	≥ 85
Du 01/01/1988 au 31/12/1997 inclus	≤ 1	≥ 11	≤ 155	Néant	≥ 88

Exigences pour les générateurs de chaleur alimentés par des combustibles gazeux.

La température des gaz de combustion, la teneur en monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion et le rendement de combustion satisfont aux exigences mentionnées dans les tableaux ci-dessous. Néanmoins, si il s'agit d'une alimentation en propane ou en butane, les exigences relatives au CO doivent être augmentées de 15 mg/kWh.

1. Pour les générateurs de chaleur de type unit

Type de générateur de chaleur	Température nette des gaz de combustion (°C)	Teneur en CO (mg/kWh)	Rendement de combustion (%)
Equipé d'un brûleur autre que prémix	≤ 200	≤ 150	≥ 88
Equipé d'un brûleur prémix	≤ 180	≤ 110	≥ 90

En dérogation aux prescriptions ci-dessus, les générateurs de chaleur en exploitation et construits avant le 1^{er} janvier 2007 peuvent, pendant une période transitoire de huit ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, satisfaire aux exigences suivantes :

Date de construction du générateur de chaleur équipé d'un brûleur autre que prémix	Température nette des gaz de combustion (°C) ³	Teneur en CO (mg/kWh)	Rendement de combustion (%)
Jusqu'au 31/12/1987 ou inconnue	≤ 300	≤ 300	≥ 82
Du 01/01/1988 au 31/12/1997 inclus	≤ 250	≤ 200	≥ 86
Du 01/01/1998 au 31/12/2006 inclus	≤ 200	≤ 200	≥ 88

Date de construction du générateur de chaleur équipé d'un brûleur prémix	Température nette des gaz de combustion (°C) ³	Teneur en CO (mg/kWh)	Rendement de combustion (%)
Jusqu'au 31/12/1987 ou inconnue	≤ 250	≤ 270	≥ 84
Du 01/01/1988 au 31/12/1997 inclus	≤ 200	≤ 150	≥ 88
Du 01/01/1998 au 31/12/2006 inclus	≤ 180	≤ 150	≥ 90

2. Pour les générateurs de chaleur équipés d'un brûleur pulsé :

Température nette des gaz de combustion (°C) ³	Teneur en CO (mg/kWh)	Rendement de combustion (%)	Teneur en CO ₂ (%)
≤ 200	≤ 110	≥ 90	≥ 8,5

En dérogation aux prescriptions ci-dessus, les générateurs de chaleur en exploitation et construits avant le 1^{er} janvier 1998 peuvent, pendant une période transitoire de huit ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, satisfaire aux exigences suivantes :

Date de construction du générateur de chaleur équipé d'un brûleur à gaz pulsé	Température nette des gaz de combustion (°C) ³	Teneur en CO (mg/kWh)	Rendement de combustion (%)	Teneur en CO ₂ (%)
Jusqu'au 31/12/1987 ou inconnue	≤ 250	≤ 270	≥ 85	≥ 6,5
Du 01/01/1988 au 31/12/1997 inclus	≤ 220	≤ 150	≥ 88	≥ 7,5

Calcul des teneurs en monoxyde de carbone (CO) et du rendement de combustion.

a) Teneur en monoxyde de carbone

La valeur limite en CO est exprimée en masse par unité d'énergie (mg/kWh) sur base du PCI du combustible et une teneur en oxygène (O₂) de 0 %.

A l'aide de l'appareil de mesure, la teneur en CO est mesurée à une teneur spécifique en oxygène de γ %, et est exprimée soit en ppm, soit directement en mg/kWh.

1. lorsque l'appareil fournit une teneur en CO exprimée en ppm, à une teneur spécifique en oxygène de γ %, il faut exprimer cette teneur en mg/kWh par application de la formule suivante :

$$[\text{CO}]_{\gamma\% \text{ O}_2} (\text{mg/kWh}) = \alpha * [\text{CO}]_{\gamma\% \text{ O}_2} (\text{ppm})$$

avec

γ = taux d'oxygène mesuré dans les gaz de combustion (%/volume).

[CO] γ % O₂ = teneur en CO mesurée lors du fonctionnement du brûleur, pour un taux d'O₂ de γ.

α = facteur dépendant du combustible utilisé (mg/kWh).

	Gasoil	Gaz naturel (G20)	Gaz naturel (G25)	Butane (G30)	Propane (G31)
α	1,101	1,074	1,095	1,091	1,083

2. le résultat obtenu par application de la formule précédente, à une teneur spécifique en oxygène de γ % (ou la teneur en CO lue sur l'appareil lorsque celui-ci exprime directement la teneur en CO en mg/kWh), est ramené à une teneur en oxygène de 0 % par application de la formule suivante :

$$[\text{CO}]_{0\% \text{ O}_2} (\text{mg/kWh}) = 21 / (21 - \% \text{ O}_2) \times [\text{CO}]_{\gamma\% \text{ O}_2} (\text{mg/kWh})^4$$

avec

γ = taux d'oxygène mesuré dans les gaz de combustion (%/volume).

[CO]_{0% O₂} = teneur en CO pour un taux d'oxygène (O₂) de référence de 0 %.

[CO] γ % O₂ = teneur en CO mesurée lors du fonctionnement du brûleur, pour un taux d'O₂ de γ.

b) Rendement de combustion

Le rendement de combustion (η_c) est calculé par application de la formule suivante :

$$\eta_c = 100 - [(t_g - t_a) * (A2 / (21 - \% \text{ O}_2) + B)]$$

avec

% CO₂ = taux de CO₂ mesuré dans les gaz de combustion (%/volume);

% O₂ = taux d'oxygène mesuré dans les gaz de combustion (%/volume);

t_g = température des gaz de combustion;

t_a = température de l'air comburant, qui est soit la température mesurée dans le local de chauffe d'un générateur de chaleur non étanche (type B) ou la température mesurée dans le conduit d'amenée d'air comburant d'un générateur de chaleur étanche (type C);

A2 et B des paramètres dépendant du combustible :

Combustible	A2	B
Gaz naturel	0,65	0,009
Propane	0,63	0,008
Gasoil	0,68	0,007

II : Ventilation et aération du local de chauffe

Le local de chauffe, en ce compris les systèmes d'amenée et de sortie d'air et d'évacuation des gaz de combustion, sont en conformité avec les dispositions de l'article 4.

B. Installations alimentées par des combustibles solides

Une installation de chauffage central alimentée par des combustibles solides est considérée comme étant en bon état de fonctionnement, lorsque :

1. elle n'émet que très rarement et brièvement de la fumée;
2. l'évacuation des gaz de combustion s'effectue correctement;
3. le local de chauffe, en ce compris les systèmes d'amenée et de sortie d'air et d'évacuation des gaz de combustion, sont en conformité avec les dispositions de l'article 4.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

-
- ¹ Se traduit par un jaunissement du papier filtre, ou le dépôt de particules noirâtres.
 - ² Rendement de combustion : énergie consommée au niveau du brûleur du générateur de chaleur diminuée de l'énergie emportée par les gaz de combustion, rapportée à l'énergie consommée au niveau de ce brûleur.
 - ³ Température nette des gaz de combustion : température des gaz de combustion diminuée de celle de l'air comburant.
 - ⁴ Exemple d'application des formules précédentes pour un générateur de chaleur alimenté au gasoil :
Valeur de CO mesurée lors de la combustion : 100ppm.
Taux d'oxygène mesuré lors de la combustion : 4,4 %.
 $[CO]_{4,4\% O_2} = 1,101 * 100 = 110,1 \text{ mg CO/kWh}$.
 $[CO]_{0\% O_2} = 21/(21 - 4,4) * 110,1 = 21/16,6 * 110,1 = 127,3 \text{ mg CO/kWh}$.

Annexe III. — Modalités de réception d'une installation de chauffage central

La réception d'une installation de chauffage central, visée à l'article 9, § 1^{er}, 3^o comprend au minimum :

1. L'examen de l'état général du générateur de chaleur, notamment le bon raccordement entre le brûleur et la chaudière si cela s'applique.
2. Le contrôle de l'adéquation entre la chaudière et le brûleur pulsé ainsi que la puissance réglée de ce dernier.
3. La présence des orifices destinés à la mesure des gaz de combustion, réalisés conformément aux dispositions arrêtées par le Ministre de l'Environnement conformément à l'article 4, § 3.
4. La vérification du conduit d'évacuation des gaz de combustion.
⇒ Vérification du raccordement entre la cheminée et le générateur de chaleur.
⇒ Pour les générateurs de chaleur non étanches (type B⁵), à moins que le générateur soit prévu de telle sorte que l'évacuation de gaz soit effectuée en surpression, vérification de la vacuité du conduit d'évacuation des gaz de combustion. La dépression doit être conforme à la valeur minimale prescrite par le fabricant du générateur de chaleur. A défaut, celle-ci doit être d'au minimum 5 Pa en fonctionnement. Cette vérification se fait dans les circonstances normales de fonctionnement, c'est à dire à une température minimale de 60 °C (thermomètre de chaudière), dans un local de chauffe fermé, et, si d'application, avec le capot de brûleur ou de protection installé
⇒ Vérification de l'absence de présomption de formation de condensation dans le conduit d'évacuation des gaz de combustion (à moins que le générateur soit conçu à cet effet).
5. Le contrôle de la conformité :
— de la cheminée au générateur de chaleur auquel elle est raccordée;
— de l'aération du local de chauffe;
— de l'amenée d'air comburant,
conformément aux dispositions de l'article 4.
6. L'examen du bon état de fonctionnement de l'installation de chauffage central par mise en œuvre des essais de contrôle relatifs au bon état de fonctionnement décrits à l'annexe IV.
7. Le contrôle de la présence d'instructions d'utilisation et d'entretien des éléments constituant l'installation de chauffage central.
8. La vérification de la présence et de la validité de la note de calcul fournie par le technicien agréé, relative la puissance calorifique nominale réglée, visée à l'article 6.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

⁵ B11, B11_{BS}, B11_{CS}.

Annexe IV. — Contrôle périodique d'une installation de chauffage central**A. Installations alimentées par des combustibles liquides ou gazeux****1. Paramètres mesurés.**

Dans le cas visé à l'article 62, § 2, où le générateur de chaleur est dispensé de l'obligation d'être équipé d'orifices de mesure, les mesures prévues ne sont pas imposées. Dans ce cas, le technicien agréé le mentionne sur l'attestation de contrôle.

Les principaux paramètres devant être déterminés par mesure ou calcul sont :

a. La détermination l'indice de noircissement des gaz de combustion, par mesure (uniquement pour les générateurs alimentés à l'aide de combustibles liquides);

b. la détermination de la teneur en oxygène (O_2 , %/vol) dans les gaz de combustion, par mesure;

c. la détermination de la température des gaz de combustion, par mesure;

d. la détermination de la teneur en dioxyde de carbone (CO_2 , %/vol) dans les gaz de combustion, par mesure ou par calcul (effectué sur base de la teneur en O_2 mesurée et des caractéristiques du combustible);

e. la détermination de la teneur en monoxyde de carbone ($mgCO/kWh$)₀ % O_2 dans les gaz de combustion, par mesure, conformément aux dispositions de l'annexe II⁶;

f. la détermination du rendement de combustion, par calcul, sur base du taux d'oxygène mesuré dans les gaz de combustion, de la température des gaz de combustion et de la température de l'air comburant⁷, conformément aux dispositions de l'annexe II.

2. Exécution des mesures.

Afin de permettre la mesure des paramètres des gaz de combustion, la sonde de mesure ou de prélèvement d'échantillon est introduite dans le flux principal par les orifices de mesure réalisés conformément à la méthodologie arrêtée par le Ministre de l'Environnement conformément à l'article 4, § 3.

Lors de la mesure, toutes les dispositions nécessaires sont prises afin d'éviter l'entrée d'air parasite induisant une dilution de l'effluent, comme par exemple via la fermeture du régulateur de tirage le cas échéant.

En fonction du type de brûleur, une ou plusieurs séries de prélèvements sont effectuées après un éventuel entretien et/ou que les réglages nécessaires aient été effectués. Elles sont réalisées selon les modalités suivantes :

a. Pour les brûleurs "tout ou rien" : une série de mesures pendant la période de fonctionnement continu du brûleur.

b. Pour les brûleurs à plusieurs allures : une série de mesures à chaque allure. Dans le cas où le brûleur ne peut pas être maintenu pendant un temps suffisamment long sur la première allure pour permettre la mesure, le technicien agréé le mentionne dans le rapport de combustion et effectue uniquement la mesure à la puissance calorifique nominale du brûleur.

c. Pour les brûleurs à plusieurs allures de fonctionnement du type "modulant" :

* lorsque leur puissance calorifique nominale est inférieure à 1 MW : une mesure à la puissance calorifique nominale;

* lorsque leur puissance calorifique nominale est supérieure ou égale à 1 MW : une série de mesures à la puissance inférieure réglée, une deuxième série à la puissance nominale réglée et trois prélèvements à puissance intermédiaires à respectivement 75 % , 50 % et 25 % de la plage de travail du brûleur.

Ces séries de mesures se font dans les circonstances normales de fonctionnement, c'est à dire à une température minimale de 60 °C (thermomètre de chaudière), dans un local de chauffe fermé, et, si d'application, avec le capot de brûleur ou de protection installé.

Le technicien agréé est libre de procéder à tant de mesures qu'il estime être nécessaires et utiles afin de réaliser la mise au point du brûleur (lorsque cela est possible), et ainsi le régler de façon optimale.

Pour les générateurs alimentés en combustibles liquides, l'indice de noircissement du gaz de combustion est déterminé avant tout autre paramètre.

Si le technicien agréé ne réussit pas à régler le générateur de chaleur afin que l'indice de noircissement maximal autorisé soit respecté, il n'est pas nécessaire de mesurer les autres paramètres. Le générateur de chaleur est alors déclaré non conforme.

Après avoir réalisé toutes les mesures nécessaires, les orifices de mesure sont soigneusement obturés.

Mesure de l'indice de noircissement (combustible liquide).

Après avoir testé le bon fonctionnement du dispositif de prélèvement (en particulier l'étanchéité de la pompe et du tube d'aspiration), l'extrémité du tube de prélèvement est introduit dans le flux des gaz de combustion par l'orifice réalisés conformément à la méthodologie arrêtée par le Ministre de l'Environnement conformément à l'article 4, § 3. Afin d'aspirer le volume exacte de gaz de combustion au travers du papier-filtre, dix coups complets de pompe calibrée à cet effet sont effectués.

La longueur de l'ensemble tuyau - tube de prélèvement est aussi faible que possible.

Le modèle de pompe manuelle, visé ci-dessus, peut être remplacé par une version électromécanique permettant l'aspiration d'un volume correspondant de gaz de combustion au travers du papier-filtre.

Une méthode optoélectronique équivalente de détermination de l'indice de noircissement de fumée peut également être utilisée.

Mesure de la température de l'air comburant (température ambiante)

La température de l'air comburant alimentant des générateurs de chaleur non étanches (type B) est mesurée à proximité immédiate du générateur de chaleur, à une hauteur approximative de 1,5 mètre.

La température de l'air comburant alimentant des générateurs de chaleur étanches (type C) est mesurée par introduction de la sonde de température dans l'orifice prévu à cet effet.

Mesure de la température des gaz de combustion, de leur teneur en O_2 , en CO, en CO_2 , et du tirage de la cheminée

La sonde de l'appareil de mesure est introduite dans le flux principal des gaz de combustion par l'orifice prévu à cet effet.

3. Résultat du contrôle périodique.

Le contrôle périodique est considéré comme étant positif et l'installation est déclarée étant en bon état de fonctionnement lorsque les critères spécifiés à l'annexe II.A. sont respectés.

B. Installations alimentées par des combustibles solides

Le contrôle périodique est considéré comme étant positif et l'installation est déclarée étant en bon état de fonctionnement lorsque les critères spécifiés à l'annexe II.B. sont respectés.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

⁶ Teneur exprimée en masse par unité d'énergie (mg/kWh) sur base du PCI du combustible et une teneur en oxygène (O₂) de 0 %.

⁷ Température du local de chauffe dans le cas d'une chaudière non étanche (type B) ou température mesurée dans le conduit d'amenée de l'air comburant dans le cas d'une chaudière étanche type C).

Annexe V. — Principes généraux relatifs à la transmission de données à l'administration

A. Notification des installations

Lors de la première intervention d'un technicien agréé sur les installations de chauffage central, le technicien collecte les informations définies par le Ministre de l'Environnement en concertation avec les secteurs concernés, permettant la constitution d'un cadastre des installations de chauffage central. Ces informations sont transmises à la DGRNE selon une fréquence définie par le Ministre de l'Environnement. La DGRNE ou le technicien attribue à chaque installation un numéro d'identification unique, transmis au propriétaire et/ou à l'utilisateur, selon les modalités définies par le Ministre de l'Environnement.

B. Transmission de données lors de la réception des installations visées à l'article 11 et du contrôle visé à l'article 13

Le Ministre de l'Environnement détermine, en concertation avec les secteurs concernés, les données figurant sur le rapport de réception visé à l'article 11, § 3, et l'attestation de contrôle visée à l'article 11, § 4 à transmettre à la DGRNE. Il détermine également les modalités de transmission de ces données. Au minimum le résultat final de la réception ou du contrôle périodique (installation déclarée conforme ou non) est transmis.

C. Transmission de données lors du diagnostic approfondi visé à l'article 12.

Le Ministre de l'Environnement détermine, en concertation avec le Ministre de l'Energie et les secteurs concernés, les données figurant sur le rapport du diagnostic approfondi visé à l'article 12, § 4 à transmettre à la DGRNE. Il détermine également les modalités de transmission de ces données.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe VI. — Formation et examen en vue de l'obtention des certificats en combustibles liquides et gazeux

A. Dispositions préliminaires

1° Un technicien peut se présenter à l'examen portant sur le module GII si il dispose d'un certificat valide portant sur le module GI.

2° Le centre d'examen peut dispenser les candidats de présenter l'examen portant sur certaines matières si ils disposent d'un certificat valide ou de tout autre document en tenant lieu permettant d'attester du fait qu'il dispose des connaissances et des compétences relatives à ces matières. L'équivalence du certificat ou du document en tenant lieu est attestée par le directeur général.

Le candidat fournit une copie du certificat valide ou autre document permettant d'attester de leur compétence au centre de certification dans lequel il souhaite s'inscrire. Cette copie doit être pourvue de la date de délivrance du certificat ou du document permettant d'attester de ses compétences. A défaut de cette date, une déclaration écrite de l'instance ayant délivré le certificat ou le document en tenant lieu peuvent être joints à la demande. Le centre de certification vérifie si le certificat ou le document obtenu répond ou ne répond pas aux conditions fixées à l'alinéa précédent.

3° Lorsqu'il s'agit d'un examen ayant pour objet le renouvellement du certificat, le candidat se présente à l'épreuve en possession de ses équipements de mesure, accompagnés de leur certificat de maintenance et d'étalonnage. Les candidats qui se présentent sans ses équipements ou avec des équipements ne fonctionnant pas correctement, ou avec des équipements qui ne sont pas en règle de certificat de maintenance et d'étalonnage ne sont pas admis à l'épreuve.

B. Matières de formation et d'examen

I.1.1.1.2 Technicien agréé en combustibles liquides et technicien agréé en combustibles gazeux de type GI :

	<i>Technicien agréé en combustibles liquides</i>	<i>Technicien agréé en combustibles gazeux de type GI</i>
<i>I.1.1.1.2.1 Contenu réglementaire</i>	Réglementation relative aux installations de chauffage central, dont les dispositions relatives aux responsabilités du technicien agréé et aux systèmes de production de chaleur central	
<i>Contenu relatif à l'acte de réception</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Raccordement entre le brûleur et la chaudière • Adéquation entre la chaudière et le brûleur pulsé ainsi que la puissance réglée • Orifices destinés à la mesure des gaz de combustion • Vérification de la cheminée • Contrôle de la conformité de la cheminée à la chaudière à laquelle elle est raccordée, de l'aération du local de chauffe et de l'amenée d'air comburant • Méthode de calcul de puissance de la chaudière • Manuel d'instruction d'entretien et d'utilisation 	
<i>I.1.1.1.2.2 Contenu technique</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Eléments relatifs aux combustibles et à la combustion dans les générateurs de chaleur - Placement des générateurs, amènee d'air et évacuation des gaz de combustion - Technologie, installation, entretien, contrôle, sécurité des générateurs de chaleur - Notions d'utilisation rationnelle d'énergie (URE) en matière d'installations de chauffage central 	<ul style="list-style-type: none"> - Eléments relatifs aux combustibles et à la combustion dans les générateurs de chaleur - Placement des générateurs, amènee d'air et évacuation des gaz de combustion - Alimentation des générateurs de chaleur en combustible - Technologie, installation, entretien, contrôle, sécurité des générateurs de chaleur à brûleur non pulsé. - Notions d'utilisation rationnelle d'énergie (URE) en matière d'installations de chauffage central

I.1.1.1.3 Technicien agréé en combustibles gazeux de type GII :

Contenu relatif à l'acte de réception : Eléments spécifiques portant sur la réception des générateurs de chaleur à brûleur pulsé.

Contenu technique : Technologie, installation, contrôle, entretien, sécurité des générateurs de chaleur à brûleur pulsé.

C. Modalités relatives à l'examen.

	Epreuve théorique	Epreuve pratique
Contenu réglementaire	L/GI	
Contenu relatif à l'acte de réception	L/GI/GII	L/GI/GII
Contenu technique	L/GI/GII	L/GI/GII

Le centre de certification respecte les modalités d'examen suivantes :

Chaque partie est cotée à part.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe VII. — Conditions de reconnaissance des centres de certification**A. Personnel enseignant**

Chaque membre du personnel enseignant est titulaire du certificat d'aptitude approprié, correspondant à la formation dans laquelle il enseigne. Cette disposition n'est applicable que six mois après que le second centre de certification du niveau requis a été reconnu.

Le personnel est placé sous la direction d'un ingénieur civil, d'un ingénieur industriel ou d'un ingénieur technique, ou d'une personne qui peut apporter la preuve d'au minimum trois années d'expérience dans la formation et l'examen et technique de chauffage et dix années d'expérience dans le secteur du chauffage

B. Jury d'examen

Le centre d'examen doit constituer un jury d'examen en respectant les conditions suivantes :

— le jury est composé d'au moins trois spécialistes en technique de chauffage sous la présidence d'un ingénieur de grade civil, industriel ou technicien, ou d'une personne qui peut apporter la preuve d'un minimum de trois années d'expérience dans la formation et l'examen en technique de chauffage et dix années d'expérience dans le secteur du chauffage;

— au moins un des membres du jury est étranger au centre de certification et est actif dans le secteur du chauffage;

— au moins trois membres du jury détiennent un certificat d'aptitude approprié, correspondant à la matière sur laquelle il examine. Cette disposition n'est applicable que six mois après que le second centre de certification du niveau requis a été reconnu.

C. Infrastructure technique

Pour l'organisation des formations et des examens, le centre de certification doit au moins disposer de l'équipement technique suivant :

C.1. Pour les centres de certification en combustibles liquides

1. des combinaisons chaudière-brûleur, représentatives du marché, offrant suffisamment de variation et ayant entre autre les caractéristiques suivantes :

a) différents marques et types, dont au moins un générateur est à condensation et un modèle est du type étanche (type C);

b) différentes années de construction;

c) différentes puissances de générateurs de chaleur et différents débits de brûleur;

d) des brûleurs avec ou sans préchauffe de combustible;

e) possibilité d'alimentation du brûleur par un système à conduit unique ou à double conduit;

Le nombre de combinaisons (ensemble chaudière brûleur) est proportionné au nombre de participants, de telle sorte qu'au moins une combinaison soit disponible par groupe de trois participants.

Au moins un générateur est à deux allures et au moins un générateur est du type modulant.

2. Cheminée équipée d'un dispositif permettant d'en régler son tirage (extracteur à vitesse variable)

3. des panneaux synoptiques relatifs aux techniques de régulation, y compris d'une régulation dépendant des conditions atmosphériques;

4. un panneau synoptique simulant le fonctionnement du brûleur;

5. un banc d'essai pour gicleurs offrant la possibilité de remplacer les gicleurs et de régler la pression de combustible;

6. un banc d'essai pour transformateurs et allumage;

7. un banc d'essai pour pompes combustibles liquides;

8. un panneau de simulation ou la version didactique d'une installation complète de chauffage central avec chaudière/brûleur, thermostat, installation pour eau chaude sanitaire, chauffage d'espaces, thermostat d'ambiance, sonde extérieure, vanne motorisée à trois et/ou quatre voies;

9. des coupes de chaudières et de brûleurs;

10. des coupes de pompes combustibles liquides;

11. des coupes de gicleurs;

12. au moins un analyseur électronique de gaz de combustion par trois élèves.

C.2. Pour les centres de certification en combustibles gazeux

1. une collection d'appareils à gaz représentative du marché actuel :

a) un générateur de chaleur atmosphérique au sol avec sécurité par thermocouple;

b) un générateur de chaleur atmosphérique au sol avec sécurité à ionisation;

c) un générateur de chaleur atmosphérique mural avec sécurité par thermocouple;

d) un générateur de chaleur atmosphérique mural avec sécurité à ionisation;

e) un générateur de chaleur à brûleur pulsé (uniquement pour les centres de certification GII);

Au moins un des générateurs de chaleur visés en a, b, c, d, e est du type étanche (type C), au moins un est équipé d'un brûleur à prémélange, au moins un générateur est à condensation.

Au moins un générateur est à deux allures, au moins un générateur est du type modulant.

1. des panneaux synoptiques relatifs aux techniques de régulation, y compris d'une régulation dépendant des conditions atmosphériques;

2. un panneau synoptique simulant le fonctionnement du brûleur;

3. un panneau synoptique portant sur les éléments composant le rampe à gaz;

4. composants d'une rampe à gaz (composée d'appareils non monoblocs);

5. des analyseurs électroniques permettant le contrôle de la combustion : au moins un analyseur par trois élèves;

6. des appareils de mesure de la pression : manomètres à gaz;

7. un appareil de contrôle de l'étanchéité des conduits de gaz;

8. un panneau de simulation ou la version didactique d'une installation complète de chauffage central avec chaudière/brûleur, thermostat, installation pour eau chaude sanitaire, chauffage d'espaces, thermostat d'ambiance, sonde extérieure, vanne motorisée à trois et/ou quatre voies;

9. des coupes de chaudières et de brûleurs.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1778

[2009/202127]

29. JANUAR 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des am 2. September 2008 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 44.896/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus und des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen und Definitionen

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass dient der teilweisen Umsetzung der Richtlinie 2002/91/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2002 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Zentralheizungsanlage: die Gesamtheit von Elementen, darunter mindestens ein Wärmeerzeuger, der in einem Heizraum untergebracht ist und über eine Vorrichtung für die Zufuhr von Verbrennungsluft und für die Ableitung des Rauches verfügt, und worin:

a) die Wärme über ein geführtes und kanalisiertes wärmetransportierendes System, das Wasser, Niederdruckdampf oder Thermoöl als Wärmeträger verwendet, zu den verschiedenen zu heizenden Teilen des Gebäudes geleitet wird, oder

b) die Wärme zu einer Vorrichtung zur Speicherung von Brauchwarmwasser geleitet wird;

2° Heizkessel: jedes Gerät mit oder ohne Brenner, das der Verbrennung fester, flüssiger oder gasförmiger Brennstoffe dient, um die dabei erzeugte Wärme zur Nutzung in einer Zentralheizungsanlage bereitzustellen;

3° Wärmeerzeuger: der Heizkessel sowie sein Brenner, wenn er damit versehen sein muss, um zu funktionieren;

4° Wärmeerzeuger mit geschlossenem Verbrennungskreis (geschlossener Wärmeerzeuger oder Wärmeerzeuger vom Typ C): Wärmeerzeuger, dessen Verbrennungskreis - Zufuhr der Verbrennungsluft, Verbrennung und Ableitung der Verbrennungsprodukte - vom Heizraum vollständig abgetrennt ist;

5° Wärmeerzeuger mit offenem Verbrennungskreis (offener Wärmeerzeuger oder Wärmeerzeuger vom Typ B): Wärmeerzeuger, der seine Verbrennungsluft aus dem Heizraum bezieht und dessen Verbrennungsprodukte über ein Abzugsrohr direkt nach draußen geleitet werden;

6° Wärmeerzeuger vom Typ "Unit": Heizkessel, der mit einem von ihm untrennbaren atmosphärischen Brenner oder Pulsbrenner, der vom Hersteller eingestellt wird, versehen ist;

7° atmosphärischer Brenner: der Brenner, in den die Verbrennungsluft ohne mechanische Hilfsmittel eingeführt wird;

8° Pulsbrenner: Brenner, in den die Verbrennungsluft mittels eines Lüfters eingeführt wird, und der zugelassen ist und getrennt vom Heizkessel verkauft werden kann;

9° Vormischgasbrenner: Brenner, in dem die gesamte Verbrennungsluft mit dem gasförmigen Brennstoff vor dem Beginn der Verbrennung gemischt wird;

10° Heizraum: der Raum, in dem ein oder mehrere Wärmeerzeuger aufgestellt sind;

11° Baujahr: das Baujahr des Wärmeerzeugers. Es wird anhand der Angabe auf dem Typenschild bestimmt. Ist kein Typenschild vorhanden oder ist dieses unleserlich, so wird das Baujahr aus den Informationen abgeleitet, die in der Rechnung für die Einrichtung, in dem Abnahmebericht oder in den technischen Unterlagen enthalten sind.

12° Nennwärmeleistung (in kW): die vom Hersteller festgelegte und im Dauerbetrieb unter Beachtung des vom Hersteller angegebenen Wirkungsgrades als einhaltbar garantierte maximale Wärmeleistung, die dem Wärmeträger des Wärmeerzeugers zugeführt wird;

13° Unterlagen zur Zentralheizungsanlage: Unterlagen, die für jede Zentralheizungsanlage angelegt werden, und zu denen folgende Dokumente gehören:

a) das Bemessungsblatt der Anlage;

b) der Abnahmebericht bei der ersten Inbetriebnahme einer neuen Zentralheizungsanlage;

c) gegebenenfalls der Bericht zur eingehenden Diagnose;

d) die Kontrollbescheinigungen;

e) die Gebrauchs- und Wartungsanweisungen;

14° bestehende Zentralheizungsanlage: jede Zentralheizungsanlage, die zum ersten Male vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in Betrieb genommen worden ist; bei Austausch des Heizkessels oder des zugehörigen Brenners nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses wird die Zentralheizungsanlage nicht mehr als bestehend erachtet;

15° Heizungskontrolleur: jede natürliche Person, die über den in Artikel 29 § 1 genannten Heizungskontrollschein verfügt;

16° zugelassener Energie-Auditor: jeder für die Durchführung von Energieaudits auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens zugelassene Auditor;

17° Eigentümer: der Eigentümer der Zentralheizungsanlage;

18° Nutzer: der oder die Nutzer der Zentralheizungsanlage;

19° DGARNE: die "Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement" (operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt) des öffentlichen Dienstes der Wallonie;

20° Generaldirektor: der Generaldirektor der DGARNE oder sein Beauftragter;

21° mit der Überwachung beauftragte Beamte: die Bediensteten, die auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind, bestimmt werden, um die Verstöße gegen das Gesetz vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung zu ermitteln und festzustellen;

22° Regeln der guten fachlichen Praxis: Sammlung schriftlicher, öffentlich zugänglicher Vorschriften zu Bau, Aufstellung, Anschluss, Nutzung und Wartung von Zentralheizungsanlagen, darunter die geeigneten Produktnormen und die allgemein anerkannten Vorschriften für gute Fachkenntnis in den betreffenden Berufsgruppen.

Zu den Regeln der guten fachlichen Praxis gehören in jedem Fall:

a) die entsprechenden Bestimmungen der belgischen Gesetze und wallonischen Dekrete und ihrer Durchführungs-
erlasse;

b) die entsprechenden belgischen und europäischen Normen;

c) die von den Berufsverbänden in den Bereichen Heizungswesen und Brennstoffe und von den Vertreibern von Wärmeerzeugern veröffentlichten Vorschriften.

Bei widersprüchlichen Bestimmungen zwischen verschiedenen in Punkt c) genannten Vorschriften entscheidet die DGARNE.

KAPITEL II — Aufstellung von Zentralheizungsanlagen

Art. 3 - Jedes Unternehmen, das mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen befeuerte Zentralheizungsanlagen aufstellt, verfügt mindestens über einen gemäß Anlage I zugelassenen Techniker.

Das Unternehmen teilt der DGARNE den Namen und die Bescheinigungsnummern der von ihm beschäftigten zugelassenen Techniker mit; dazu füllt es das auf der Website der DGARNE verfügbare Formular aus.

Das Formular wird elektronisch oder, wenn dies nicht möglich ist, durch gewöhnlichen Brief versandt oder gegen Empfangsbestätigung ausgehändigt. Das Unternehmen teilt ebenfalls innerhalb eines Monats jede Änderung in Bezug auf die von ihm beschäftigten zugelassenen Techniker gemäß denselben Modalitäten mit.

Art. 4 - § 1 - Der Heizraum, einschließlich der Systeme zur Luftzufuhr und -abfuhr und zur Ableitung der Verbrennungsgase, der sich in einem Gebäude befindet, dessen anfängliche Akte zur Beantragung einer Städtebaugenehmigung nach dem Tag des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses eingereicht worden ist, genügt je nach Fall:

1° der Norm NBN B 61-001: *Chaufferies et cheminées* (Heizungsräume und Schornsteine), 1. Auflage, Oktober 1986, oder ihrer letzten überarbeiteten Fassung;

2° der Norm NBN B 61-002: *Chaudières de chauffage central dont la puissance nominale est inférieure à 70 kW - Prescriptions concernant leur espace d'installation, leur amenée d'air et leur évacuation de fumée* (Heizkessel für Zentralheizungsanlagen mit einer Nennleistung unter 70kW - Vorschriften für den Aufstellungsort, die Luftzufuhr und die Rauchableitung), oder ihrer letzten überarbeiteten Fassung;

3° der Norm NBN D 51-003: *"Installations intérieures alimentées en gaz naturel et placement des appareils d'utilisation - Dispositions générales"* (Erdgasbefeuerte Hausinstallationen und Aufstellung der Verbrauchergeräte - Allgemeine Bestimmungen), 4. Auflage, Juli 2004 oder ihrer letzten überarbeiteten Fassung;

4° der Norm NBN D 51-004: *"Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air distribué par canalisations - Installations particulières"* (Anlagen, die mit brennbarem Gas, das leichter als Luft ist, und über Rohrleitungen verteilt wird, befeuert werden - Besondere Anlagen), Januar 1992, oder ihrer letzten überarbeiteten Fassung;

5° der Norm NBN D 51-006: *"Installations intérieures alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression maximale de service de 5 bar et placement des appareils d'utilisation - Dispositions générales"* (Butan- oder Propangasbefeuerte Hausinstallationen mit einem maximalen Betriebsdruck von 5 bar und Aufstellung der Verbrauchergeräte - Allgemeine Bestimmungen), 2005 oder ihrer letzten überarbeiteten Fassung.

§ 2 - Der Heizraum, einschließlich der Systeme zur Luftzufuhr und -abfuhr und zur Ableitung der Verbrennungsgase, der sich in einem Gebäude befindet, dessen anfängliche Akte zur Beantragung einer Städtebaugenehmigung vor dem bzw. an dem Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereicht worden ist, genügt den vom Umweltminister festgesetzten Vorschriften.

§ 3 - Jede Zentralheizungsanlage verfügt über Messöffnungen, deren Ausführung den vom Umweltminister festgesetzten Bestimmungen entspricht.

Art. 5 - Bei der Aufstellung eines oder mehrerer mit flüssigem oder gasförmigem Brennstoff befeuerten Wärmeerzeuger überschreitet die Summe der geregelten Nennleistungen der in demselben Heizraum aufgestellten Wärmeerzeuger nicht die mittels einer vom Energieminister festgesetzten Methode bestimmte Leistung.

Art. 6 - Nach der Aufstellung einer mit flüssigem oder gasförmigem Brennstoff befeuerten Zentralheizungsanlage erstellt der gemäß Anlage I zugelassene Techniker, der die erste Inbetriebsetzung dieser Anlage in Anwendung des Artikels 9 § 1 2° vorgenommen hat, ein Berechnungsblatt für die Umsetzung der in Artikel 5 genannten Methode. Dieses Berechnungsblatt, dem die Gebrauchs- und Wartungsanweisungen der die Zentralheizungsanlage bildenden Elemente beigefügt werden, wird dem Eigentümer der Anlage übergeben, wenn dieser die Aufstellung nicht selbst vorgenommen hat.

KAPITEL III — Arbeiten an Zentralheizungsanlagen

Art. 7 - Arbeiten an der Verbrennungsanlage eines mit flüssigem oder gasförmigem Brennstoff befeuerten Wärmerzeugers dürfen nur von einem gemäß Anlage I zugelassenen Techniker durchgeführt werden.

KAPITEL IV — Nutzung der Zentralheizungsanlagen

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmung

Art. 8 - § 1 - Eine Zentralheizungsanlage gilt als funktionstüchtig, wenn sie die Kriterien gemäß Anlage II erfüllt.

§ 2 - Die mit Brennern, die mit verschiedenen Brennstoffen befeuert werden können, versehenen Wärmerzeuger müssen den für jeden der Brennstoffe, die verwendet werden können, bestimmten Kriterien genügen.

Abschnitt 2 — Verpflichtungen des Eigentümers oder des Nutzers der Zentralheizungsanlage

Art. 9 - § 1 - Um die Funktionstüchtigkeit der Zentralheizungsanlage sicherzustellen, lässt der Eigentümer der Anlage:

1° einen mit flüssigem oder gasförmigem Brennstoff befeuerten Wärmerzeuger von einem gemäß Anlage I zugelassenen Techniker einrichten.

In Abweichung davon kann die Einrichtung von Personen durchgeführt werden, die nicht die Eigenschaft als zugelassener Techniker besitzen, unter der Bedingung, dass diese Arbeit unter der Kontrolle und der Verantwortung eines zugelassenen Technikers stattfindet.

2° die erste Inbetriebsetzung eines mit flüssigem oder gasförmigem Brennstoff befeuerten Wärmerzeugers von einem gemäß Anlage I zugelassenen Techniker durchführen;

3° eine Abnahme eines mit flüssigem oder gasförmigem Brennstoff befeuerten Wärmerzeugers gemäß den Bestimmungen von Artikel 11 § 1 vornehmen, und dies:

a) bei der ersten Inbetriebsetzung, wenn der diese Arbeit durchführende Techniker ebenfalls die Abnahme vornimmt;

b) spätestens fünfzehn Tage nach der ersten Inbetriebsetzung, wenn der Eigentümer die Abnahme von einer Drittperson durchführen lässt. In diesem Fall übermittelt der zugelassene Techniker, der die erste Inbetriebsetzung vorgenommen hat, dem Eigentümer der Anlage eine provisorische Abnahmebescheinigung, die auf einer von der DGARNE bestimmten Vorlage beruht und mindestens folgende Elemente enthält:

— den Namen und die Bescheinigungsnummer des Technikers, der die Inbetriebsetzung durchgeführt hat;

— eine Bescheinigung, dass die Einrichtung unter Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses durchgeführt wurde;

4° wenn die installierte Nennwärmeleistung über 20 kW beträgt und wenn die Wärmeträgerflüssigkeit Wasser ist, eine eingehende Diagnose gemäß den Bestimmungen von Artikel 12 § 1 innerhalb einer Frist von zwei Jahren, nachdem der Heizkessel oder der Brenner fünfzehn Jahre alt geworden ist, durchführen; Grundlage für die Altersbestimmung ist das Einrichtungsdatum oder, falls unbekannt, dem Baujahr des Wärmeerzeugers gemäß Artikel 2 9°. Falls der Heizraum mehrere Wärmerzeuger enthält, betrifft die eingehende Diagnose die gesamte Zentralheizungsanlage und wird die vorerwähnte Frist von fünfzehn Jahren ab dem Einrichtungsdatum oder, falls unbekannt, ab dem Baujahr des ältesten Heizkessels oder Brenners gerechnet.

§ 2 - Während der ganzen Betriebsdauer der Zentralheizungsanlage bewahrt der Eigentümer die Originale der folgenden Dokumente auf:

1° das in Artikel 6 genannte Berechnungsblatt;

2° den in Artikel 11 § 3 genannten Abnahmebericht;

3° gegebenenfalls bei einer Abweichung von den in Artikel 4 § 1 genannten Normen, den in Artikel 62 § 1 Absatz 2 genannten Vermerk;

4° den in Artikel 12 § 4 1° erwähnten Bericht zur eingehenden Diagnose.

Wenn er die Zentralheizungsanlage nicht selbst nutzt, übermittelt der Eigentümer dem Nutzer eine Kopie der in Absatz 1 erwähnten Dokumente.

Wenn eine Zentralheizungsanlage die Wärme für mehrere Nutzer bereitstellt, werden die Unterlagen zur Zentralheizungsanlage der Person übergeben, die die technische Verantwortung für die Heizungsanlage trägt.

Bei einem Nutzerwechsel händigt der Eigentümer dem neuen Nutzer die Unterlagen zur Zentralheizung aus.

Die in Absatz 1 genannten Dokumente werden dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

Art. 10 - Der Nutzer der Zentralheizungsanlage

1° verwendet ausschließlich den Brennstoff, für den die Anlage gebaut und eingestellt worden ist;

2° sorgt dafür, dass die Anlage stets funktionstüchtig ist, so dass die Auswirkungen ihrer Nutzung auf die Umwelt und die Gefährdung von Personen so gering wie möglich sind;

3° beachtet die Gebrauchs- und Wartungsanweisungen der Hersteller der die Zentralheizungsanlage bildenden Elemente;

4° lässt die regelmäßigen Kontrollen gemäß den Bestimmungen von Artikel 13 durchführen;

5° bewahrt die Unterlagen zur Zentralheizung auf und hält sie für den mit der Überwachung beauftragten Beamten bereit;

6° händigt dem Eigentümer die Unterlagen zur Zentralheizung aus, sobald er deren Nutzer nicht mehr ist;

7° übermittelt dem Eigentümer fristlos auf Verlangen die Bescheinigung über die regelmäßige Wartung und Überprüfung.

KAPITEL V — *Abnahme, eingehende Diagnose und Kontrollen der Zentralheizungsanlagen**Abschnitt 1 — Abnahmeverfahren*

Art. 11 - § 1 - Die in Artikel 9 § 1 3° genannte Abnahme wird gemäß den Bestimmungen der Anlage III vorgenommen.

§ 2 - Das die in § 1 genannte Abnahme durchführende Personal genügt den folgenden Bedingungen:

1° über die in der Anlage I genannte Zulassung verfügen;

2° wenn die Nennwärmeleistung des Heizkessels oder der Gesamtheit der an dasselbe Wasserverteilungsnetz angeschlossenen Heizkessel wenigstens 400 kW beträgt, für Rechnung einer gemäß den in Artikel 16 bestimmten Bedingungen akkreditierten Kontrollstelle arbeiten.

§ 3 - Der zugelassene Techniker, der die in § 1 genannte Abnahme vorgenommen hat, händigt dem Eigentümer einen Abnahmebericht aus und hält für den mit der Überwachung beauftragten Beamten eine Kopie davon während mindestens vier Jahren bereit.

Dieser Bericht entspricht der von dem Umweltminister festgesetzten Vorlage und enthält mindestens die gemäß den in der Anlage III bestimmten Modalitäten zusammengetragenen Informationen.

Dem dem Eigentümer übermittelten Abnahmebericht werden die durch die verwendeten Messinstrumente erzeugten Belege, so wie in Artikel 14 § 1 Absatz 2, 1° erwähnt, beigelegt.

§ 4 - Ein Wärmerzeuger darf nur dann in Betrieb gesetzt oder gehalten werden, wenn der Abnahmebericht positiv ist.

Wenn der Generator für nicht vorgabengemäß erklärt wird, darf er nur nach einer neuen Abnahme wieder in Betrieb gesetzt werden.

In Wohnunterkünften kann eine Zentralheizungsanlage, die laut Abnahmebericht nicht vorgabengemäß ist, abweichend von Absatz 2 einmalig und während eines Zeitraums von maximal drei Monaten zwischen September und April in Betrieb gehalten werden, es sei denn, der Betrieb der Anlage stellt eine Gefährdung der Personensicherheit dar.

Abschnitt 2 — Eingehende Diagnose

Art. 12 - § 1 - Die in Artikel 9 § 1 4° genannte eingehende Diagnose wird mittels einer Methode und eines Berechnungswerkzeugs oder einer Berechnungssoftware, die vom Energieminister bereitgestellt werden, und gemäß einer von ihm bestimmten Phasenplanung vorgenommen.

§ 2 - Das die in § 1 genannte Diagnose vornehmende Personal verfügt über eine der folgenden Bescheinigungen:

1° einen Befähigungsnachweis für die Durchführung von eingehenden Diagnosen:

a) vom Typ I für die mit flüssigem oder gasförmigem Brennstoff befeuerten Zentralheizungsanlagen, die mit einem einzigen Wärmerzeuger ausgerüstet sind und deren Nennwärmeleistung 100 kW nicht überschreitet;

b) vom Typ II in den anderen Fällen;

2° eine Zulassung als Auditor für die Durchführung von Energieaudits auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens.

Das Personal, das nur über die in Absatz 1 2° genannte Zulassung verfügt, darf jedoch nur Diagnosen vom Typ I durchführen.

Der Energieminister kann zusätzlich zu den im ersten Absatz bestimmten Anforderungen weitere Anforderungen festsetzen.

Der Energieminister setzt die Bedingungen für die Anerkennung der in der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt oder in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union erhaltenen gleichwertigen Befähigungsnachweise oder anderen Dokumente fest.

§ 3 - Die Überprüfung einer Zentralheizungsanlage mit einer Nennwärmeleistung bis höchstens 100 kW, die mindestens dreizehn Jahre ab dem Baujahr alt ist, gilt als eingehende Diagnose, wenn sie im Rahmen eines Energieauditverfahrens vorgenommen wird, das von einem in Artikel 12, § 2, 2° genannten Auditor durchgeführt wird.

§ 4 - Die Person, die die in § 1 genannte Diagnose durchgeführt hat:

1° händigt dem Eigentümer einen eingehenden Diagnosebericht aus, dessen Inhalt vom Energieminister festgesetzt wird, und hält für den mit der Überwachung beauftragten Beamten eine Kopie davon während mindestens zwei Jahren bereit;

2° berät den Eigentümer hinsichtlich des Austauschs der Wärmerzeuger, sonstiger Veränderungen am Heizungssystem und hinsichtlich Alternativlösungen zur Reduzierung des Energieverbrauchs;

3° informiert den Eigentümer über bestehende Maßnahmen von Seiten der Behörde oder von Dritten zur Verbesserung oder zum Austausch von Zentralheizungsanlagen mit schlechter Leistungsfähigkeit.

Abschnitt 3 — Regelmäßige Kontrollen

Art. 13 - § 1 - Die in Artikel 10, 4° genannte regelmäßige Kontrolle wird gemäß den in der Anlage IV beschriebenen Modalitäten und nach den folgenden minimalen Zeitabschnitten vorgenommen:

Brennstofftyp	Häufigkeit der Kontrolle
Feste Brennstoffe	jährlich
Flüssige Brennstoffe	alle zwei Jahre
Gasförmige Brennstoffe	alle vier Jahre

Außerdem wird eine Kontrolle nach jeder Durchführung von Arbeiten an der Verbrennungsanlage des Wärmerzeugers vorgenommen.

§ 2 - Die Kontrolltermine müssen ausgehend von dem Datum der ersten Inbetriebsetzung des Wärmerzeugers berechnet werden.

Die Kontrollen müssen jeweils spätestens innerhalb von drei Monaten nach diesen Daten erfolgen.

§ 3 - Die Kontrollen werden:

- 1° entweder durch entsprechend qualifiziertes und, falls erforderlich, gemäß der Anlage I zugelassenes Personal,
- 2° oder bei flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen durch Heizungskontrolleure vorgenommen.

§ 4 - Die Person, die die Kontrolle durchgeführt hat, übermittelt dem Nutzer bzw. der Person, die über die Unterlagen zur Zentralheizungsanlage verfügt, die mit der vom Umweltminister festgesetzten Vorlage übereinstimmende Kontrollbescheinigung, die mindestens die gemäß den in der Anlage IV bestimmten Modalitäten eingeholten Informationen enthält, und hält für den mit der Überwachung beauftragten Beamten eine Kopie davon bereit.

An der dem Nutzer übermittelten Kontrollbescheinigung werden die durch die verwendeten Messinstrumente erzeugten Belege, so wie in Artikel 14 § 1 Absatz 2 1° genannt, geheftet.

Der Nutzer und die Person, die die Kontrolle vorgenommen hat, behalten jeweils die letzten beiden Bescheinigungen.

§ 5. Wird die Zentralheizungsanlage nach der Kontrolle für nicht vorgabengemäß erklärt, so muss der Eigentümer oder der Nutzer, je nach dem Fall, die nicht vorgabengemäßen Teile der Anlage innerhalb von fünf Monaten reparieren oder anpassen lassen.

Nach Ablauf dieser Frist wird eine neue Kontrolle vorgenommen. Wird die Anlage erneut für nicht vorgabengemäß erklärt, so wird sie außer Betrieb gesetzt und darf erst nach einer neuen Kontrolle wieder in Betrieb gesetzt werden, sofern sie bei dieser für vorgabengemäß erklärt wurde.

In den Wohnunterkünften kann in Abweichung von Absatz 2 eine Zentralheizungsanlage, die nach der regelmäßigen Kontrolle für nicht vorgabengemäß erklärt worden ist, in Betrieb bleiben; dies nur einmal und während eines Zeitraums von maximal drei Monaten zwischen September und April, außer wenn der Betrieb der Anlage eine Gefährdung der Personensicherheit darstellt.

Abschnitt 4 — Messinstrumente

Art. 14 - § 1 - Die bei den in den Artikeln 11, 12, und 13 beschriebenen Abnahmen, eingehenden Diagnosen oder Kontrollen verwendeten Messinstrumente erfüllen die technischen Anforderungen gemäß Tabelle 1 in der Norm NBN EN 50379-1: Spécification pour les appareils électriques portatifs conçus pour mesurer les paramètres des gaz de combustion dans les conduits d'évacuation des appareils de chauffage (Spezifikationen für tragbare elektrische Geräte zur Messung der Parameter von Verbrennungsgasen in den Abzugsrohren von Heizgeräten) oder der letzten überarbeiteten Fassung im Hinblick auf die Messung folgender Gase und Parameter: CO, O₂, CO₂, Temperaturen, Drücke.

Außerdem sind diese Messinstrumente so geschaffen, dass

1° sie Belege erzeugen können, auf denen die Ergebnisse der vorgenommenen Messungen sowie das Datum und die Uhrzeit, zu der sie vorgenommen worden sind, stehen;

2° sie den simultanen Anschluss von zwei Temperaturfühlern ermöglichen, um die Temperatur der Verbrennungsgase und der Verbrennungsluft im Falle von Wärmeerzeugern mit geschlossenem Verbrennungskreis gleichzeitig messen zu können.

§ 2 - Die Funktionstüchtigkeit und die Dichtheit werden vom Techniker vor jeder Messung kontrolliert; die Instrumente werden ebenfalls gemäß den Vorschriften des Herstellers kalibriert (Rückstellung).

§ 3 - Die Messinstrumente werden vor der ersten Nutzung und wenigstens einmal alle zwei Jahre gemäß international anerkannten Normen oder in Ermangelung davon gemäß den von deren Herstellern mitgeteilten Angaben kontrolliert und geeicht.

Bei der Kontrolle und der Eichung wird eine Bescheinigung über die Funktionstüchtigkeit des Instruments ausgestellt und wird ein Aufkleber am Instrument angebracht. Auf diesem Aufkleber stehen das Datum der letzten Kontrolle/Eichung sowie das Datum der folgenden Kontrolle/Eichung. Eine Kopie der Bescheinigung über die Funktionstüchtigkeit bleibt bei dem betroffenen Instrument.

Die Bescheinigungen über die Kontrolle und Eichung der Messinstrumente werden den mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

Abschnitt 5 — Register der Handlungen in Sachen Abnahme, eingehende Diagnosen und regelmäßige Kontrollen und Übermittlung der Daten an die Verwaltung

Art. 15 - § 1 - Das Personal, das die in den Artikeln 11, 12 und 13 genannten Abnahmen, eingehenden Diagnosen und regelmäßigen Kontrollen vorgenommen hat, führt ein chronologisches Register dieser Handlungen, das vier Jahre lang aufbewahrt wird.

§ 2 - Das in § 1 genannte Personal übermittelt innerhalb von fünf Werktagen auf einfachen Antrag des Generaldirektors oder des mit der Überwachung beauftragten Beamten eine Kopie eines der folgenden Dokumente:

- das in § 1 genannte Register,
- jeder von ihm erstellte Abnahmebericht,
- jeder von ihm erstellte Bericht bezüglich einer eingehenden Diagnose,
- jede von ihm erstellte Kontrollbescheinigung.

§ 3 - Unter Beachtung der in der Anlage V bestimmten Grundsätze kann der Umweltminister die Informationen, die zusätzlich zu denjenigen, die in den §§ 1 und 2 erwähnt werden, und die vom Personal, das die Abnahme, die eingehende Diagnose und die in den Artikeln 11, 12 und 13 durchgeführt hat, dem Generaldirektor übermittelt werden müssen, sowie deren Übermittlungsmodalitäten festsetzen.

Abschnitt 6 — Kontrolle der Arbeit der zugelassenen Techniker und der zugelassenen Energie-Auditoren durch eine benannte zugelassene Kontrollstelle

Art. 16 - § 1 - Der Generaldirektor kann eine Anlage, bei der im Einklang mit dem vorliegenden Erlass eine Abnahme, Kontrolle oder eingehende Diagnose erfolgt ist, jederzeit von einer akkreditierten Kontrollstelle kontrollieren lassen, die er gemäß den Bestimmungen für öffentliche Aufträge benannt hat.

Die Kontrolle betrifft die Übereinstimmung der Arbeiten, die vom Personal, das über die in der Anlage I genannte Zulassung verfügt, vom in Artikel 12 § 2 genannten Personal, oder vom in Artikel 13 § 3 2° genannten Heizungskontrolleur durchgeführt wurden, mit den im vorliegenden Erlass festgesetzten Anforderungen.

§ 2 - Um in Anwendung von § 1 benannt zu werden, muss die akkreditierte Kontrollstelle folgenden Bedingungen genügen:

1°

a) als Kontrollstelle vom Typ A auf der Grundlage der NBN - EN ISO/IEC 17020: "Critères généraux pour le fonctionnement de différents types d'organismes procédant à l'inspection (ISO/IEC 17020: 1998)" (Allgemeine Kriterien für die Arbeitsweise der verschiedenen Inspektionseinrichtungen (ISO/IEC 17020: 1998)), 1. Auflage, November 2004 oder ihrer letzten überarbeiteten Fassung, für die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Tätigkeiten zugelassen sein, dies gemäß dem in Anwendung des Gesetzes vom 20. Juli 1990 über die Akkreditierung der Bescheinigungs- und Prüfstellen eingeführten Akkreditierungssystems, oder;

b) durch eine Organisation akkreditiert sein, die den im Rahmen des unter a genannten Systems akkreditierenden Kontrollstellen gleichwertig ist und Kriterien verwendet, die dieselben Garantien bieten wie das unter a genannte Akkreditierungssystem;

2° unter seinem Personal über Kontrolleure verfügen, die Inhaber eines Befähigungsnachweises für flüssige und/oder gasförmige Brennstoffe, das dem zu kontrollierenden Anlagentyp entspricht, sind und die gegebenenfalls über den dem zu kontrollierenden Anlagentyp entsprechenden Befähigungsnachweis für eingehende Diagnosen verfügen.

Die Benennung gilt für einen Zeitraum von höchstens drei Jahren. Sie ist erneuerbar.

Art. 17 - Bei jeder Kontrolle übermittelt die in Artikel 16 genannte Stelle einen Bericht an den Generaldirektor und 1° an den Eigentümer, wenn die Arbeit, die Gegenstand der Kontrolle ist, eine in Artikel 11 genannte Abnahme oder eine in Artikel 12 genannte eingehende Diagnose ist;

2° an den Nutzer, wenn die Arbeit, die Gegenstand der Kontrolle ist, eine in Artikel 13 genannte regelmäßige Kontrolle ist.

Wenn sich aus der Kontrolle ergibt, dass die kontrollierte Person ihre Aufgabe auf nicht vorschriftsmäßige Art ausgeführt hat, kann eine neue Kontrolle in Anwesenheit der akkreditierten Stelle und der kontrollierten Person auf deren Antrag organisiert werden. In diesem Fall teilt die akkreditierte Stelle dies dem Generaldirektor per Einschreiben spätestens acht Werktage vor dieser neuen Kontrolle mit. Der Generaldirektor oder der mit der Überwachung beauftragte Beamte kann der Kontrolle beiwohnen. Wenn die neue Kontrolle die ersten, durch die akkreditierte Stelle erörterten Schlussfolgerungen bestätigt, gehen die Kosten zu Lasten der kontrollierten Person.

Art. 18 - Die Entlohnung für den durch die in Anwendung von Artikel 16 benannte Einrichtung geleisteten Dienst erfolgt innerhalb der Grenzen der im Fonds für den Umweltschutz verfügbaren Mittel.

KAPITEL VI — Zulassung der Techniker für flüssige Brennstoffe und der Techniker für gasförmige Brennstoffe

Abschnitt 1 — Zulassungsbedingungen

Art. 19 - Um zugelassen zu werden, muss jede Person folgende Bedingungen erfüllen:

1° für die Zulassung als Techniker für flüssige Brennstoffe, Inhaber eines gültigen Befähigungsnachweises für flüssige Brennstoffe sein;

2° für die Zulassung als Techniker für gasförmige Brennstoffe:

a) vom Typ GI: Inhaber eines gültigen Befähigungsnachweises für gasförmige Brennstoffe vom Typ GI sein, der gemäß Kapitel VI ausgestellt worden ist;

b) vom Typ GII: Inhaber eines gültigen Befähigungsnachweises für gasförmige Brennstoffe vom Typ GII sein, der gemäß Kapitel VI ausgestellt worden ist;

3° über das für die Kontrolle der Funktionstüchtigkeit der Anlagen erforderliche, ordnungsgemäß gewartete Material verfügen;

4° als Selbstständiger oder Angestellter in einem bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen (Banque-Carrefour des Entreprises) registrierten Unternehmen tätig sein;

5° wenn sie eine Verantwortung in der Führung des Unternehmens hat, in einem Unternehmen, das über eine Berufszulassung verfügt, arbeiten, wenn diese erforderlich ist.

Abschnitt 2 — Verfahren zur Gewährung der Zulassung

Art. 20 - § 1 - Der Antrag auf Zulassung wird dem Generaldirektor zugeschickt oder gegen eine Empfangsbestätigung ausgehändigt.

Er wird mittels eines Formulars, das auf der Website der DGARNE steht, eingereicht.

§ 2 - Innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags übermittelt der Generaldirektor dem Antragsteller seinen Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags.

Der Antrag gilt als unvollständig, wenn erforderliche Auskünfte bzw. Dokumente fehlen.

§ 3 - Wenn der Antrag unvollständig ist, teilt der Generaldirektor dem Antragsteller brieflich mit, welche Auskünfte oder Unterlagen fehlen. Der Antragsteller verfügt dann über dreißig Tage ab dem Eingang des Briefes, um dem Generaldirektor die fehlenden Auskünfte oder Dokumente brieflich zukommen zu lassen oder sie ihm gegen Empfangsbestätigung auszuhändigen. Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der ergänzenden Unterlagen übermittelt der Generaldirektor dem Antragsteller seinen Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags.

§ 4 - Der Generaldirektor stellt dem Antragsteller seinen Beschluss über die Gewährung bzw. Ablehnung der Zulassung per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Tag des Eingangs des Antrags auf Zulassung zu.

Abschnitt 3 — Einspruch

Art. 21 - Ein Einspruch gegen die in Artikel 20 § 4 genannten Beschlüsse kann vom Antragsteller beim Umweltminister eingereicht werden. Der Einspruch wird dem Generaldirektor innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang des angefochtenen Beschlusses brieflich zugeschickt oder gegen eine Empfangsbestätigung ausgehändigt. Er wird mittels eines Formulars, dessen Vorlage auf der Website der DGARNE steht, eingereicht.

Der Umweltminister stellt dem Antragsteller seinen Beschluss brieflich innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs zu.

Abschnitt 1 — Bearbeitungsgebühr

Art. 22 - § 1 - Eine Bearbeitungsgebühr, deren Ertrag vollständig dem Fonds für den Umweltschutz überwiesen wird, wird zu Lasten des Technikers für flüssige Brennstoffe oder des Technikers für gasförmige Brennstoffe der Stufe GI, die einen in Anwendung von Artikel 20 § 1 genannten Antrag einreichen, erhoben.

Die Bearbeitungsgebühr beträgt 150 Euro. Sie ist am Tag des Einreichens des Antrags auf Zulassung zahlbar.

Eine Kopie der Quittung der Zahlung oder der Lastschriftanzeige der Überweisung der Bearbeitungsgebühr wird dem Antrag auf Zulassung beigefügt.

§ 2 - Die in § 1 genannte Bearbeitungsgebühr ist vom Techniker, der bereits über eine gültige Zulassung für flüssige Brennstoffe verfügt, und eine Zulassung für gasförmige Brennstoffe beantragt, nicht zu zahlen, und umgekehrt. In diesen Fällen wird eine Kopie des in Artikel 20 § 4 genannten Beschlusses des Generaldirektors dem neuen Antrag auf Zulassung beigefügt.

§ 3 - Am ersten Januar eines jeden Jahres wird der in § 2 Absatz 2 genannte Betrag den Schwankungen des Index der Verbraucherpreise des abgelaufenen Jahres angepasst. Der Betrag wird mit einem Koeffizienten multipliziert, den man erhält, indem man den während des laufenden Monats Januar anwendbaren Index der Verbraucherpreise durch den während des Monats Januar des vorigen Jahres anwendbaren Index dividiert. Der so erhaltene Betrag wird auf die untere Einheit abgerundet.

Abschnitt 5 — Dauer, Änderung und Verlängerung der Zulassung

Art. 23 - Die Zulassung wird für eine auf das Fälligkeitsdatum des relevanten Befähigungsnachweises begrenzte Frist gewährt.

Art. 24 - Die Artikel 19 bis 22 sind auf den Antrag auf Erneuerung der Zulassung anwendbar.

Dem Antragsformular wird der Fortbildungsnachweis gemäß Artikel 38 *mutatis mutandis* beigefügt.

Art. 25 - Der zugelassene Techniker teilt der DGARNE innerhalb eines Monats jede seine Zulassung betreffende Änderung per Einschreibebrief mit.

Abschnitt 6 — Aufhebung und Entziehung der Zulassung

Art. 26 - Der Generaldirektor kann die Zulassung aufheben bzw. entziehen, wenn der zugelassene Techniker:

1° den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zuwiderhandelt;

2° die Kontrolle seiner Aktivitäten durch die mit der Überwachung beauftragten Beamten behindert.

Art. 27 - § 1 - Wenn der Generaldirektor beabsichtigt, die Zulassung aufzuheben oder zu entziehen, setzt er den betroffenen Techniker und gegebenenfalls das ihn beschäftigende Unternehmen per Einschreibebrief davon in Kenntnis. Im Aufhebungs- bzw. Entziehungsvorschlag werden die Gründe dafür angegeben.

Der zugelassene Techniker verfügt alsdann über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des Aufhebungs- oder Entziehungsvorschlags, um dem Generaldirektor seine schriftlichen Bemerkungen zu übermitteln.

Er wird auf seinen Antrag hin ebenfalls angehört.

§ 2 - Der Generaldirektor befindet innerhalb einer Frist von dreißig Tagen:

1° entweder ab dem Eingang der in § 1 Absatz 2 genannten Bemerkungen oder in Ermangelung davon ab dem Ablauf der in demselben Absatz erwähnten Frist von dreißig Tagen;

2° oder ab der in § 1 Absatz 3 genannten Anhörung, wenn sie stattfindet.

Der Beschluss wird dem betroffenen zugelassenen Techniker oder seinem etwaigen Arbeitgeber per Einschreibebrief zugestellt.

§ 3 - Im Falle der Entziehung der Zulassung muss der Techniker der DGARNE das Original und die etwaigen als gleichlautend genehmigten Kopien der besagten Zulassung innerhalb von vierzehn Tagen nach der Zustellung des Beschlusses abgeben.

§ 4. Der Generaldirektor kann in speziell begründeten Notfällen die Zulassung sofort aufheben.

Art. 28 - Gegen die Beschlüsse zur Aussetzung oder zur Entziehung der Zulassung kann der betroffene zugelassene Techniker beim Umweltminister Einspruch erheben. Der Einspruch wird dem Generaldirektor innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang des angefochtenen Beschlusses per Einschreiben zugeschickt oder gegen eine Empfangsbestätigung ausgehändigt. Er wird mittels eines Formulars, dessen Vorlage auf der Website der DGARNE steht, eingereicht.

Der Beschluss des Umweltministers wird dem Antragsteller per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs zugestellt.

Außer in dem in Artikel 27 § 4 genannten Fall hat der Einspruch aufhebende Wirkung.

KAPITEL VII — *Befähigungsnachweis für flüssige Brennstoffe, Befähigungsnachweis für gasförmige Brennstoffe, Befähigungsnachweis für eingehende Diagnosen, Befähigungsnachweis für Heizungskontrollen*

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 29 - § 1 - Unbeschadet der Anwendung der Artikel 41 und 44 werden der Befähigungsnachweis für flüssige Brennstoffe, der Befähigungsnachweis für gasförmige Brennstoffe, der Befähigungsnachweis für eingehende Diagnosen und der Befähigungsnachweis für Heizungskontrollen durch vom Generaldirektor anerkannte Zertifizierungsstellen ausgestellt.

§ 2 - Der Befähigungsnachweis für flüssige oder gasförmige Brennstoffe wird nach erfolgreichem Ablegen einer mit den Bestimmungen der Anlage VI übereinstimmenden Prüfung erteilt.

Der Befähigungsnachweis für eingehende Diagnosen wird nach dem Besuch einer geeigneten Schulung, deren Inhalt und Dauer vom Energieminister festgelegt werden, und nach erfolgreichem Ablegen einer Prüfung erteilt.

Der Befähigungsnachweis für Heizungskontrollen wird nach dem Besuch einer geeigneten Schulung im Bereich Heizungskontrolle, deren Inhalt und Dauer vom Umweltminister festgelegt werden, und nach erfolgreichem Ablegen einer Prüfung erteilt.

Abschnitt 2 — Anerkennung der Zertifizierungsstellen

Art. 30 - Um anerkannt zu werden, muss die Zertifizierungsstelle folgende Bedingungen erfüllen:

1° *a)* für die Anerkennung als Zertifizierungsstelle für gasförmige Brennstoffe vom Typ GI oder GII (oder für flüssige Brennstoffe): die in der Anlage VI erwähnte Ausbildung für gasförmige Brennstoffe vom Typ GI oder GII (oder für flüssige Brennstoffe) gemäß den dort bestimmten Modalitäten und die damit verbundenen Prüfungen organisieren.

Zusätzlich zu den in der Anlage VI, C vorgesehenen Verfahrensmodalitäten kann der Umweltminister weitere Modalitäten beschließen;

b) für die Anerkennung als Zertifizierungsstelle für eingehende Diagnosen vom Typ I/II: als Zertifizierungsstelle für flüssige oder gasförmige Brennstoffe anerkannt sein und die Ausbildung für "eingehende Diagnosen" vom Typ I/II und die damit verbundenen Prüfungen organisieren;

c) für die Anerkennung als Zertifizierungsstelle für Heizungskontrollen: als Zertifizierungsstelle für flüssige oder gasförmige Brennstoffe anerkannt sein und die Ausbildung für "Heizungskontrolle" und die damit verbundenen Prüfungen organisieren;

2° über Lehrpersonal gemäß den Bestimmungen der Anlage VII, A verfügen;

3° einen Prüfungsausschuss gemäß den Bestimmungen der Anlage VII, B einrichten;

4° *a)* für die Anerkennung als Zertifizierungsstelle für flüssige oder gasförmige Brennstoffe vom Typ GI oder GII über eine technische Infrastruktur gemäß den Bestimmungen der Anlage VII, C verfügen;

b) für die Anerkennung als Zertifizierungsstelle für eingehende Diagnose gegebenenfalls über die vom Energieminister bestimmte technische Infrastruktur verfügen.

Art. 31 - § 1 - Der Antrag auf Anerkennung wird mittels eines Formulars, dessen Vorlage auf der Website der DGARNE steht, brieflich oder durch Aushändigung mit Empfangsbestätigung beim Generaldirektor eingereicht.

§ 2 - Der Generaldirektor stellt dem Antragsteller seinen über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags entscheidenden Beschluss innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tag des Eingangs des Antrags zu.

Der Antrag gilt als unvollständig, wenn erforderliche Auskünfte bzw. Dokumente fehlen.

§ 3 - Wenn der Antrag unvollständig ist, teilt der Generaldirektor dem Antragsteller brieflich mit, welche Auskünfte oder Unterlagen fehlen. Der Antragsteller verfügt dann über dreißig Tage ab dem Eingang des Briefes, um dem Generaldirektor die angeforderten Auskünfte oder Dokumente brieflich oder durch Aushändigung mit Empfangsbestätigung zu übermitteln. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang der zusätzlichen Auskünfte bzw. Dokumente stellt der Generaldirektor dem Antragsteller seinen Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zu.

§ 4 - Der Antrag ist nicht zulässig, wenn:

1° er unter Verstoß gegen § 1 eingereicht worden ist;

2° er zweimal als unvollständig betrachtet wird;

3° wenn der Antragsteller die ergänzenden Unterlagen nicht innerhalb der in § 3 erwähnten Frist übermittelt.

Ist der Antrag nicht zulässig, so teilt der Generaldirektor dem Antragsteller die Gründe für die Unzulässigkeit mit.

§ 5 - Der Generaldirektor stellt dem Antragsteller seinen Anerkennungs- bzw. Ablehnungsbeschluss per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Tag, an dem er seinen die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags bestätigenden Beschluss zugestellt hat, zu. Wenn die Anerkennung gewährt wird, wird der Zertifizierungsstelle eine Anerkennungsnummer erteilt.

Art. 32 - Die Anerkennung der Zertifizierungsstelle wird für einen Zeitraum von fünf Jahren gewährt.

Art. 33 - Ein Einspruch gegen die in Artikel 31 § 5 erwähnten Beschlüsse kann vom Antragsteller beim Umweltminister eingereicht werden. Der Einspruch wird dem Generaldirektor innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang des angefochtenen Beschlusses brieflich zugeschickt oder gegen eine Empfangsbestätigung ausgehändigt. Er wird mittels eines Formulars, dessen Vorlage auf der Website der DGARNE steht, eingereicht.

Der Umweltminister stellt dem Antragsteller seinen Beschluss per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs zu.

Art. 34 - § 1 - Der Generaldirektor kann die Anerkennung aufheben bzw. entziehen, wenn die Zertifizierungsstelle:

1° den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zuwiderhandelt;

2° die Kontrolle ihrer Aktivitäten durch die mit der Überwachung beauftragten Beamten behindert.

§ 2 - Wenn der Generaldirektor vorhat, die Anerkennung aufzuheben bzw. zu entziehen, teilt er dies dem Verantwortlichen der betroffenen Zertifizierungsstelle per Einschreibebrief mit. Im Aufhebungs- bzw. Entziehungsvorschlag werden die Gründe dafür angegeben.

Der Verantwortliche der Zertifizierungsstelle verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des Aufhebungs- bzw. Entziehungsvorschlags, um dem Generaldirektor seine schriftlichen Bemerkungen zu übermitteln.

Der Verantwortliche der Zertifizierungsstelle wird ebenfalls auf seinen Antrag angehört.

§ 3 - Der Generaldirektor befindet innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab:

1° entweder dem Eingang der in § 2 Absatz 2 erwähnten Bemerkungen oder, falls keine Bemerkungen vorliegen, ab dem Ablauf der Frist von dreißig Tagen;

2° oder der in § 2 Absatz 3 genannten Anhörung.

Der Beschluss wird dem Verantwortlichen der Zertifizierungsstelle per Einschreibebrief zugestellt.

§ 4 - Im Fall einer Entziehung muss der Verantwortliche der Zertifizierungsstelle der DGARNE das Original und alle gleichlautend genehmigten Kopien der Anerkennung innerhalb von vierzehn Tagen nach der Zustellung des Beschlusses zurückgeben.

Art. 35 - Ein Einspruch gegen die Beschlüsse zur Aufhebung bzw. zur Entziehung der Anerkennung kann von der Zertifizierungsstelle beim Umweltminister eingereicht werden. Der Einspruch wird dem Generaldirektor innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang des angefochtenen Beschlusses brieflich zugeschickt oder gegen eine Empfangsbestätigung ausgehändigt. Er wird mittels eines Formulars, dessen Vorlage auf der Website der DGARNE steht, eingereicht.

Der Beschluss des Umweltministers wird dem Antragsteller per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs zugestellt.

Art. 36 - Die anerkannte Zertifizierungsstelle teilt innerhalb eines Monats per dem Generaldirektor zugeschickten Einschreibebrief jede sie betreffende Änderung mit, die die auf dem in Artikel 31 § 1 genannten Formular stehenden Daten betreffen.

Abschnitt 3 — Ausbildung, Prüfungen und Ausstellung von Nachweisen

Art. 37 - Die Zertifizierungsstelle teilt der DGARNE mindestens fünfzehn Werktage vor dem Beginn der Kurse und Prüfungen die dafür vorgesehenen Daten mit.

Der Generaldirektor oder der mit der Überwachung beauftragte Beamte kann der Prüfung beiwohnen.

Um einen gutem Verlauf der Prüfung zu sichern, kann er zu jeder Zeit überprüfen, ob die in Artikel 30 4° genannte technische Infrastruktur vorgabengemäß ist. Die Zertifizierungsstelle gibt ihm alle gewünschten Auskünfte und Dokumente.

Art. 38 - Innerhalb von fünfzehn Werktagen nach der Prüfung händigt die Zertifizierungsstelle den Kandidaten, die die Prüfung bestanden haben, den entsprechenden Nachweis aus.

Der Nachweis wird gemäß der Vorlage, die auf der Website der DGARNE steht, erstellt.

Der Nachweis ist für einen Zeitraum von fünf Jahren ab dem Tag, an dem die Prüfung bestanden wurde, gültig.

Bei Verlängerung wird als neues Ablaufdatum des Nachweises das Datum eingesetzt, das fünf Jahre nach dem bisherigen Ablaufdatum des zu verlängernden Nachweises liegt.

Art. 39 - § 1 - Innerhalb von dreißig Werktagen nach der Prüfung wird der DGARNE ein Bericht über die Prüfungssitzung übermittelt. Dieser Bericht enthält mindestens die nachstehenden Elemente:

1° die Liste der Mitglieder des Prüfungsausschusses, die den Prüfungen beigewohnt haben;

2° die jeweilige Teilnahmequote der Kandidaten am Unterricht;

3° die Liste der Kandidaten, die den Befähigungsnachweis für flüssige Brennstoffe, den Befähigungsnachweis für gasförmige Brennstoffe (dabei den Brennstofftyp angeben), den Befähigungsnachweis für eingehende Diagnosen oder den Befähigungsnachweis für Heizungskontrollen (dabei den Typ angeben) erhalten haben;

4° die jeweiligen Prozentpunkte der Kandidaten bei den verschiedenen Prüfungsteilen.

Der Bericht wird vom Vorsitzenden des Prüfungsausschusses, der den Prüfungen beigewohnt hat, unterschrieben;

§ 2. Dem Bericht wird eine Kopie oder ein Duplikat der ausgestellten Nachweise beigefügt.

Art. 40 - Um die durch das Organisieren der Ausbildung und der Prüfungen verursachten Kosten zu decken, kann die Zertifizierungsstelle eine Einschreibgebühr erheben.

Der Umweltminister kann den Höchstbetrag der Einschreibgebühr festsetzen.

Abschnitt 4 — Zeugnisse und Diplome, die Anrecht auf die Gewährung eines Befähigungsnachweises für flüssige Brennstoffe, eines Befähigungsnachweises für gasförmige Brennstoffe und eines Befähigungsnachweises für eingehende Diagnosen geben

Art. 41 - Die Erlangung eines von den Unterrichtseinrichtungen oder Ausbildungszentren, die vom Generaldirektor anerkannt sind und die Absolvierung einer Ausbildung in den nachstehenden bestimmten Lernstoffen bestätigen, ausgestellten Zeugnisses oder Diploms gibt Anrecht auf die Gewährung eines Befähigungsnachweises für flüssige Brennstoffe, eines Befähigungsnachweises für gasförmige Brennstoffe und eines Befähigungsnachweises für eingehende Diagnosen:

1° Lernstoffe, die in der Anlage VII, C bestimmt sind, was die flüssigen und gasförmigen Brennstoffe betrifft;

2° Lernstoffe, die vom Energieminister gemäß Artikel 29 § 2 Absatz 2 festgesetzt werden, was die eingehende Diagnose betrifft.

Art. 42 - Um anerkannt zu werden, müssen die Unterrichtseinrichtungen oder die Ausbildungszentren über eine technische Infrastruktur gemäß den Bestimmungen von Artikel 30 4° verfügen.

Art. 43 - Die Artikel 31 bis 36 sind *mutatis mutandis* auf die Anerkennung der Unterrichtseinrichtungen oder der Ausbildungszentren anwendbar.

Art. 44 - Der der Ausbildung entsprechende Nachweis wird durch die anerkannte Unterrichtseinrichtung bzw. das anerkannte Ausbildungszentrum ausgestellt, dies gleichzeitig mit der Ausstellung des in Artikel 41 genannten Zeugnisses oder Diploms oder gegebenenfalls einer vorläufigen Bescheinigung über das Bestehen.

Der Nachweis wird gemäß der Vorlage, die auf der Website der DGARNE steht, ausgefertigt.

Eine Kopie davon wird fristlos dem Generaldirektor übermittelt.

Art. 45 - Der Generaldirektor oder der mit der Überwachung beauftragte Beamte kann zu jeder Zeit überprüfen, ob die in Artikel 42 genannte technische Infrastruktur vorgabengemäß ist. Das Prüfungszentrum oder das Ausbildungszentrum übermittelt ihm alle Auskünfte oder Dokumente, die er haben möchte.

Abschnitt 5 — Fortbildungsprogramm

Art. 46 - § 1 - Alle fünf Jahre ab der Ausstellung des in den Artikeln 38 und 44 genannten Befähigungsnachweises nimmt der zugelassene Techniker im Hinblick auf die Erneuerung seines Nachweises an einer mit einer Prüfung verbundenen Ausbildung teil, die die in Artikel 47 Absatz 2 genannten Lernstoffe betrifft.

Die Dauer der Ausbildung beträgt mindestens:

1° acht Stunden für die Erneuerung des Befähigungsnachweises für flüssige Brennstoffe;

2° sechs Stunden für die Erneuerung des Befähigungsnachweises für gasförmige Brennstoffe vom Typ G1;

3° zwei Stunden für die Erneuerung des Befähigungsnachweises für gasförmige Brennstoffe vom Typ G2.

Der zugelassene Techniker nimmt an dieser Ausbildung frühestens ein Jahr vor dem Fälligkeitsdatum des Nachweises und spätestens einen Monat davor teil.

§ 2 - Der Generaldirektor kann den zugelassenen Techniker, der an einer vergleichbaren Fortbildung in der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt oder in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union teilgenommen hat, von der in § 1 genannten Fortbildung befreien.

Art. 47 - Die in Artikel 46 § 1 genannte Fortbildung wird durch die gemäß den Artikeln 31, § 5 oder 43 für den der Fortbildung entsprechenden Lernstoff anerkannte Zertifizierungsstelle angeboten.

Ihren Inhalt sowie die Modalitäten in Bezug auf die damit verbundene Prüfung bestimmt der Umweltminister auf der Grundlage:

1° der Entwicklung der gesetzlichen Bestimmungen in Verbindung mit der entsprechenden Zertifizierung;

2° der Entwicklung der Techniken und der Praxis in Bezug auf den entsprechenden Nachweis, die einen Beitrag zur Verringerung der Emissionen und des Energieverbrauchs der Zentralheizungsanlagen leisten können;

Art. 48 - Die Artikel 37 bis 40 sind *mutatis mutandis* auf die in Artikel 46, § 1 genannte Fortbildung anwendbar.

*Abschnitt 6 — Erneuerung des Befähigungsnachweises für eingehende Diagnosen
und für Heizungskontrollen*

Art. 49 - § 1 - Der Energieminister bestimmt die Modalitäten für die Erneuerung des Nachweises für eingehende Diagnosen.

§ 2 - Der Umweltminister bestimmt die Modalitäten für die Erneuerung des Nachweises für Heizungskontrollen.

Abschnitt 7 — Bezuschussung der Zertifizierungsstellen

Art. 50 - Innerhalb der Grenzen der verfügbaren Mittel kann der Umweltminister den in Anwendung von Artikel 31 § 5 anerkannten Zertifizierungsstellen für flüssige und gasförmige Brennstoffe Zuschüsse gewähren.

Art. 51 - Um den Zuschuss erhalten zu können, müssen die Zertifizierungsstellen folgende Bedingungen erfüllen:

1° den in der folgenden Tabelle festgesetzten Betrag beachten:

Höchstbetrag, den die Zertifizierungsstelle fordern darf, um den Zuschuss erhalten zu können			
	Ausbildung	Prüfung	Ausbildung + Prüfung
L	a	b	a + b
GI	c	d	c + d
GII	e	f	e + f

2° keinen Zuschuss von einer anderen öffentlichen Behörde für die Tätigkeiten erhalten, die Gegenstand des Antrags auf Zuschuss sind.

Die Werte a, b, c, d, e und f werden vom Umweltminister festgesetzt.

Art. 52 - Die Bezuschussung wird pro Kandidat gewährt, der alle Prüfungen abgelegt und mindestens 2/3 der Unterrichtseinheiten der entsprechenden Schulung besucht hat, sofern er dafür eingeschrieben war.

Art. 53 - Die Bezuschussung kann für einen Kandidaten und einen Nachweistyp jeweils nur einmal erteilt werden, außer, es handelt sich um die Erneuerung dieses Nachweises.

Art. 54 - Folgende Beträge gelten für Bezuschussungen, die entweder nur für eine Prüfung oder für eine Prüfung einschließlich der vorigen Schulung erteilt werden:

	Betrag der Bezuschussung pro Schulungsteilnehmer, der an einer Prüfung teilnimmt	
	Nur Prüfung	Schulung + Prüfung
L	a * k	(a + b) * k
GI	c * k	(c + d) * k
GII	e * k	(e + f) * k

Die Bezuschussungsrate (k) im Verhältnis zum von der Zertifizierungsstelle eingeforderten Höchstbetrag, der diese zum Erhalt der Zuschüsse berechtigt, wird vom Umweltminister festgelegt.

Art. 55 - Der Antrag auf Bezuschussung wird nachträglich zusammen mit dem in Artikel 39 § 1 genannten Prüfungsbericht bei der DGARNE eingereicht.

Bei der Beantragung einer Bezuschussung einer Schulung und der zugehörigen Prüfung legt die Zertifizierungsstelle dem in Artikel 39 § 1 genannten Prüfungsbericht die von den Kandidaten, für die ein Zuschuss beantragt wird, unterzeichnete Anwesenheitsliste mit Datum und Unterschrift vor und weist nach, dass die Zertifizierungsstelle für die Tätigkeiten, die Gegenstand des Antrags sind, keine Zuschüsse bei anderen öffentlichen Stellen beantragt.

Art 56 - Am ersten Januar eines jeden Jahres werden die in den Artikeln 51 und 54 genannten Beträge den Schwankungen des Index der Verbraucherpreise des abgelaufenen Jahres angepasst.

Diese Beträge werden mit einem Koeffizienten multipliziert, den man erhält, indem man den während des laufenden Monats Januar anwendbaren Index der Verbraucherpreise durch den während des Monats Januar des vorigen Jahres anwendbaren Index dividiert. Die so erhaltenen Beträge werden auf die untere Einheit abgerundet.

*Abschnitt 8 — Aufhebung und Entziehung der Befähigungsnachweise für eingehende Diagnosen
und für Heizungskontrollen*

Art. 57 - Der Generaldirektor kann den Befähigungsnachweis für eingehende Diagnosen und den Befähigungsnachweis für Heizungskontrollen aufheben bzw. entziehen, wenn der Techniker den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zuwiderhandelt.

Art. 58 - § 1 - Wenn der Generaldirektor beabsichtigt, den in Artikel 57 genannten Nachweis aufzuheben oder zu entziehen, setzt er den betreffenden Techniker per Einschreibebrief davon in Kenntnis. Im Aufhebungs- bzw. Entziehungsvorschlag werden die Gründe dafür angegeben.

Der Techniker verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des Aufhebungs- oder Entziehungsvorschlags, um dem Generaldirektor seine schriftlichen Bemerkungen zu übermitteln.

Der Techniker wird ebenfalls auf seine Anfrage hin angehört.

§ 2 - Der Generaldirektor trifft seine Entscheidung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen:

1° entweder ab dem Eingang der in § 1 Absatz 2 genannten Bemerkungen oder, falls keine Bemerkungen vorliegen, ab dem Ablauf der Frist von dreißig Tagen;

2° oder ab der in § 1 Absatz 3 genannten Anhörung, wenn sie stattfindet.

Die Entscheidung wird dem Techniker sowie gegebenenfalls seinem Arbeitgeber per Einschreibebrief zugesandt.

§ 3 - Bei Entziehung des Befähigungsnachweises muss der Techniker der DGARNE das Original und die etwaigen als gleichlautend genehmigten Kopien des Befähigungsnachweises innerhalb von vierzehn Tagen nach Versand der Entscheidung abgeben.

§ 4 - Der Generaldirektor kann bei besonders begründeter Dringlichkeit den Befähigungsnachweis fristlos aufheben.

Art. 59 - Gegen die Entscheidungen zur Aufhebung oder zur Entziehung des in Artikel 57 genannten Befähigungsnachweises kann der Techniker beim Minister Einspruch erheben. Der Einspruch wird dem Generaldirektor innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang der angefochtenen Entscheidung per Einschreiben zugeschickt oder gegen eine Empfangsbestätigung ausgehändigt. Er wird mittels eines Formulars, dessen Vorlage auf der Website der DGARNE steht, eingereicht.

Die Entscheidung des Umweltministers wird dem Antragsteller per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs zugestellt.

Außer wenn die in Artikel 58, § 4 aufgeführte Hypothese zutrifft, ist der Einspruch aufschiebend.

KAPITEL VIII — *Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 60 - Der Königliche Erlass vom 6. Januar 1978 zur Verhütung der Luftverunreinigung durch die Beheizung von Gebäuden mit festen oder flüssigen Brennstoffen wird aufgehoben.

Art. 61 - Der Königliche Erlass vom 12. April 1979 zur Bezuschussung von Einrichtungen, die mit der Ausstellung des Befähigungs- und Fortbildungsnachweises für die Verbrennungsüberwachung und für die Wartung von mit flüssigen Brennstoffen befeuerten Heizungsanlagen beauftragt sind, wird mit dem Datum des Inkrafttretens des Erlasses, in dem der Umweltminister die in den Artikeln 51 und 54 genannten Beträge bestimmt, aufgehoben.

Art. 62 - § 1 - Solange der Umweltminister die in Artikel 4 § 2 genannten Vorschriften nicht festgesetzt hat, muss der Heizraum, einschließlich der Systeme zur Luftzufuhr und -abfuhr und zur Ableitung der Verbrennungsgase, der sich in einem Gebäude befindet, dessen Akte zur Beantragung einer Städtebaugenehmigung vor dem bzw. an dem Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereicht worden ist, den Regeln der guten fachlichen Praxis genügen, die zum Zeitpunkt der Aufstellung der Zentralheizungsanlage auf ihn anwendbar waren, oder denen er später unterzogen wurde.

§ 2 - Bei der Festlegung der in Artikel 4 § 3 genannten Bestimmungen kann der Umweltminister bei bestehenden Zentralheizungsanlagen eine Abweichung von der Pflicht zur Ausstattung mit Messöffnungen vorsehen. Diese Anlagen sind in diesem Fall von der Pflicht zur Erfüllung der in Artikel 8 genannten Kriterien und von der in Artikel 10 4° genannten Kontrollpflicht befreit.

Art. 63 - Die Mitarbeiter, die die in Artikel 9 § 1 3° genannte Abnahme durchführen, brauchen bis zum 1. Januar 2013 lediglich die Bedingung gemäß Artikel 11 § 2 1° zu erfüllen.

Art. 64 - § 1 - Bescheinigungen für bestehende Zentralheizungsanlagen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gemäß dem Königlichen Erlass vom 6. Januar 1978 zur Verhütung der Luftverunreinigung durch die Beheizung von Gebäuden mit festen oder flüssigen Brennstoffen ausgestellt wurden, bleiben:

1° zwei Jahre nach dem Datum ihrer Ausstellung gültig, wenn es sich um eine mit flüssigen Brennstoffen befeuerte Anlage handelt;

2° ein Jahr nach dem Datum ihrer Ausstellung gültig, wenn es sich um eine mit festen Brennstoffen befeuerte Anlage handelt.

§ 2 - In Abweichung von Artikel 13 § 2 Absatz 1 muss das Datum, an dem die in Artikel 10 4° erste Kontrolle an mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen befeuerten bestehenden Zentralheizungsanlagen vorgenommen werden muss, ab dem Fälligkeitsdatum der Bescheinigung, wie in § 1 bestimmt, berechnet werden. Zentralheizungsanlagen unterliegen ab dem Datum dieser Erstkontrollen den im vorliegenden Erlass genannten Verpflichtungen.

Art. 65 - In Abweichung von Artikel 13 § 2 Absatz 1 wird eine mit gasförmigen Brennstoffen befeuerte bestehende Zentralheizungsanlage einer in Artikel 10 4° genannten Erstkontrolle spätestens vier Jahre nach dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses unterzogen.

Zentralheizungsanlagen unterliegen ab dem Datum dieser Erstkontrolle den im vorliegenden Erlass genannten Verpflichtungen.

Art. 66 - Der Techniker, der in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 6. Januar 1978 zur Verhütung der Luftverunreinigung durch die Beheizung von Gebäuden mit festen oder flüssigen Brennstoffen als zuständiger Techniker zugelassen worden ist, ist bis zum Ablauf oder zur Entziehung seiner Zulassung als Techniker für flüssige Brennstoffe zugelassen.

Art. 67 - § 1 - In Abweichung von Artikel 29 § 1 und unbeschadet von § 4 des vorliegenden Artikels werden Personen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses die Einrichtung oder Wartung von mit gasförmigen Brennstoffen befeuerten Wärmeerzeugern durchführen, dies als Selbstständige oder als Angestellte von Unternehmen, die bei der Banque-Carrefour des Entreprises eingetragen sind, als Inhaber des Befähigungsnachweises für gasförmige Brennstoffe vom Typ GI oder GII erachtet.

§ 2 - Die in § 1 genannten Personen reichen ihren Antrag auf Zulassung gemäß Artikel 20 § 1 zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 30. Juni 2010 ein.

§ 3 - Jede in § 1 genannte Person wird bis zum Datum des vom Generaldirektor in Anwendung von Artikel 20 § 4 gefassten Beschlusses als für GI und GII zugelassen betrachtet.

§ 4 - Der Generaldirektor teilt den zugelassenen Technikern per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief die Frist mit, innerhalb deren sie den in Artikel 29 genannten Befähigungsnachweis für gasförmige Brennstoffe vom Typ GI und gegebenenfalls GII erwerben müssen.

Wird der Befähigungsnachweis nicht innerhalb dieser Frist erworben, wird die in § 1 genannte vorläufige Äquivalenz unwirksam.

Art. 68 - Schulungseinrichtungen, die gemäß dem Königlichen Erlass vom 6. Januar 1978 zur Verhütung der Luftverunreinigung durch die Beheizung von Gebäuden mit festen oder flüssigen Brennstoffen die Anerkennung für die Ausstellung von Befähigungs- und Fortbildungsnachweisen für die Verbrennungsüberwachung und für die Wartung von mit flüssigen Brennstoffen befeuerten Heizungsanlagen erhalten haben, werden während eines Zeitraums von achtzehn Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses als Zertifizierungsstelle für die Ausstellung des Befähigungsnachweises für flüssige Brennstoffe vom Typ L anerkannt.

Sind für die in Artikel 30 1^o, a genannten Schulungen für flüssige Brennstoffe keine Mindestdauer und Inhalte festgelegt worden, gilt für Dauer und Inhalte der Schulungen, die von den hinsichtlich der Ausstellung von Befähigungs- und Fortbildungsnachweisen für die Verbrennungsüberwachung und für die Wartung von mit flüssigen Brennstoffen befeuerten Heizungsanlagen anerkannten Schulungseinrichtungen angeboten werden, weiterhin der Königliche Erlass vom 6. Januar 1978 zur Verhütung der Luftverunreinigung durch die Beheizung von Gebäuden mit festen oder flüssigen Brennstoffen. Bei Bestehen der Prüfungen stellt die Schulungseinrichtung dem Techniker den in Artikel 38 genannten Befähigungsnachweis aus.

Sind für die in den Artikeln 51 und 54 genannten Parameter keine Werte festgelegt worden, können diese Einrichtungen auf der Grundlage der im königlichen Erlass vom 12. April 1979 zur Bezuschussung von Einrichtungen, die mit der Ausstellung des Befähigungs- und Fortbildungsnachweises für die Verbrennungsüberwachung und für die Wartung von mit flüssigen Brennstoffen befeuerten Heizungsanlagen beauftragt sind, festgelegten Modalitäten Zuschüsse vom Umweltminister erhalten.

Art. 69 - Artikel 3 tritt drei Jahre nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in Kraft.

Artikel 4 § 2 ist am Tag der ersten Kontrolle, die gemäß Artikel 10 4^o durchzuführen ist, anwendbar.

Artikel 5 tritt am 1. Januar 2011 in Kraft und ist nicht auf die bereits bestehenden Zentralheizungsanlagen anwendbar.

Artikel 9 § 1 1^o bis 3^o tritt am 1. Januar 2011 in Kraft.

Die Artikel 13 § 4 Absatz 2 und 14 treten zwei Jahre nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in Kraft.

Art. 70 - Der Umweltminister und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Januar 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

**Anlage I — Personal, das zur Durchführung bestimmter Arbeiten befugt ist
(Gemäß Artikel 3, Artikel 7, Artikel 9 § 1 1^o und 2^o und Artikel 13 § 3)**

Brennstofftyp	Wärmeerzeugertyp	Befugter Techniker
Flüssig	Alle Typen	Zugelassener Techniker für flüssige Brennstoffe
Gasförmig	"Unit"-Typ Mit Pulsbrenner ausgerüstet	Zugelassener Techniker für gasförmige Brennstoffe vom Typ GI oder GII Zugelassener Techniker für gasförmige Brennstoffe vom Typ GII
Fest	Alle Typen	Zugelassener Techniker für feste Brennstoffe

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 29. Januar 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage II — Kriterien für die Funktionstüchtigkeit einer Zentralheizungsanlage

A. Mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen befeuerte Anlagen.

I: Leistungskriterien

Kriterien für die mit flüssigen Brennstoffen befeuerten Wärmeerzeugern

1. Keine Rückstände von unverbrannten Brennstoffen, Rauchkohle oder Agglutinaten sind auf dem Filterpapier sichtbar sind, das zur Bestimmung des Rauchschwärzungsindex der Verbrennungsgase verwendet wird¹

2. Der Rauchschwärzungsindex der Verbrennungsgase, der Kohlendioxidgehalt (CO₂) der Verbrennungsgase, der Kohlenmonoxidgehalt (CO) der Verbrennungsgase, der Verbrennungswirkungsgrad und der Sauerstoffgehalt (O₂) in den Verbrennungsgasen genügen den in der folgenden Tabellen angegebenen Anforderungen.

Rauchschwärzungsindex (Bacharach)	CO ₂ -Gehalt (%)	CO-Gehalt (mg/kWh)	O ₂ -Gehalt (%)	Verbrennungswirkungsgrad ²
≤ 1	≥ 12	≤ 155	≤ 4,4	≥ 90

In Abweichung von den oben stehenden Vorschriften dürfen die in Betrieb stehenden und vor dem 1. Januar 1998 gebauten Wärmeerzeuger während eines Übergangszeitraums von acht Jahren ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses folgenden Anforderungen genügen:

Baujahr des Wärmeerzeugers	Rauchindex	CO ₂ -Gehalt (%)	CO-Gehalt (mg/kWh)	O ₂ -Gehalt (%)	Verbrennungswirkungsgrad (%)
Bis zum 31.12.1987 oder unbekannt	≤ 2	≥ 10	≤ 155	Entfällt	≥ 85
Vom 01.01.1988 bis zum 31.12.1997 einschließlich	≤ 1	≥ 11	≤ 155	Entfällt	≥ 88

Anforderungen für die mit gasförmigen Brennstoffen befeuerten Wärmeerzeuger

Die Temperatur der Verbrennungsgase, der Kohlenmonoxidgehalt (CO) in den Verbrennungsgasen und der Verbrennungswirkungsgrad genügen den in den folgenden Tabellen angegebenen Anforderungen. Wenn es sich bei der Befeuerung um Propan oder Butan handelt, sind die Werte bezüglich des CO um 15 mg/kWh zu erhöhen.

3. Für die Wärmeerzeuger ohne Pulsbrenner (Unit):

Wärmeerzeugertyp	Netto Temperatur der Verbrennungsgase (C) ³	CO-Gehalt (mg/kWh)	Verbrennungswirkungsgrad (%)
Mit einem Brenner ausgerüstet, der kein Vormischbrenner ist	≤ 200	≤ 150	≥ 88
Mit einem Vormischbrenner ausgerüstet	≤ 180	≤ 110	≥ 90

In Abweichung von den oben stehenden Vorschriften dürfen die in Betrieb stehenden und vor dem 1. Januar 2007 gebauten Wärmeerzeuger während eines Übergangszeitraums von acht Jahren ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses folgenden Anforderungen genügen:

Baujahr der Wärmeerzeugers, der mit einem Brenner, der kein Vormischbrenner ist, ausgerüstet ist	Netto Temperatur der Verbrennungsgase (C) ³	CO-Gehalt (mg/kWh)	Verbrennungswirkungsgrad (%)
Bis zum 31.12.1987 oder unbekannt	≤ 300	≤ 300	≥ 82
Vom 01.01.1988 bis zum 31.12.1997 einschließlich	≤ 250	≤ 200	≥ 86
Vom 01.01.1998 bis zum 31.12.2006 einschließlich	≤ 200	≤ 200	≥ 88

Baujahr der Wärmeerzeugers, der mit einem Vormischbrenner ausgerüstet ist	Netto Temperatur der Verbrennungsgase (C) ³	CO-Gehalt (mg/kWh)	Verbrennungswirkungsgrad (%)
Bis zum 31.12.1987 oder unbekannt	≤ 250	≤ 270	≥ 84
Vom 01.01.1988 bis zum 31.12.1997 einschließlich	≤ 200	≤ 150	≥ 88
Vom 01.01.1998 bis zum 31.12.2006 einschließlich	≤ 180	≤ 150	≥ 90

4. Für die mit einem Pulsbrenner ausgerüsteten Wärmeerzeuger:

Netto Temperatur der Verbrennungsgase (C) ³	CO-Gehalt (mg/kWh)	Verbrennungswirkungsgrad (%)	CO ₂ -Gehalt
≤ 200	≤ 110	≥ 90	≥ 8,5

In Abweichung von den oben stehenden Vorschriften dürfen die in Betrieb stehenden und vor dem 1. Januar 1998 gebauten Wärmeerzeuger während eines Übergangszeitraums von acht Jahren ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses folgenden Anforderungen genügen:

Baujahr der Wärmeerzeugers, der mit einem Vormischbrenner ausgerüstet ist	Netto Temperatur der Verbrennungsgase (C) ³	CO-Gehalt (mg/kWh)	Verbrennungswirkungsgrad (%)	CO ₂ -Gehalt
Bis zum 31.12.1987 oder unbekannt	≤ 250	≤ 270	≥ 85	≥ 6,5
Vom 01.01.1988 bis zum 31.12.1997 einschließlich	≤ 220	≤ 150	≥ 88	≥ 7,5

Berechnung des Kohlenmonoxidgehalts (CO) und des Verbrennungswirkungsgrads

a) Kohlenmonoxidgehalt

Der CO-Grenzwert wird auf der Grundlage des unteren Heizwerts des Brennstoffs und eines Sauerstoffgehalts (O₂) von 0% in Masse pro Energieeinheit (mg/kWh) ausgedrückt

Mithilfe des Messgeräts wird der CO-Gehalt bei einem spezifischen Sauerstoffgehalt von γ% gemessen und entweder in ppm oder direkt in mg/kWh ausgedrückt.

1. Wird der CO-Gehalt vom Messgerät bei einem spezifischen Sauerstoffgehalt von γ% in ppm ausgegeben, muss dieser CO-Gehalt durch Anwendung der folgenden Formel in mg/kWh umgerechnet werden:

$$[\text{CO}]_{\gamma\% \text{O}_2} (\text{mg/kWh}) = \alpha * [\text{CO}]_{\gamma\% \text{O}_2} (\text{ppm})$$

wobei

γ = Sauerstoffanteil, der im Verbrennungsgas gemessen wurde (%/Volumen).

[CO] γ% O₂ = CO-Gehalt, der während des Brennerbetriebs bei einem O₂-Gehalt von γ gemessen wurde.

α = vom verwendeten Brennstoff abhängiger Faktor (mg/kWh)

	Heizöl	Erdgas (G20)	Erdgas (G25)	Butan (G30)	Propan (G31)
α	1,101	1,074	1,095	1,091	1,083

2. Der Wert, der sich aus der Anwendung der Formel oben bei einem spezifischen Sauerstoffgehalt von γ% ergibt (oder der vom Messgerät ausgegebene CO-Gehalt, sofern direkt in mg/kWh ausgegeben), wird durch Anwendung der folgenden Formel auf einen Sauerstoffgehalt von 0% zurückgeführt:

$$[\text{CO}]_{0\% \text{O}_2} (\text{mg/kWh}) = 21 / (21 - \% \text{O}_2) \times [\text{CO}]_{\gamma\% \text{O}_2} (\text{mg/kWh})^4$$

wobei

γ = Sauerstoffanteil, der im Verbrennungsgas gemessen wurde (%/Volumen).

[CO] 0% O₂ = CO-Gehalt bei einem Sauerstoff- (O₂) Referenzanteil von 0%.

[CO] γ% O₂ = CO-Gehalt, der während des Brennerbetriebs bei einem O₂-Gehalt von γ gemessen wurde.

b) Verbrennungswirkungsgrad

Der Verbrennungswirkungsgrad (η_c) wird mithilfe der folgenden Formel berechnet:

$$\eta_c = 100 - [(t_g - t_a) * (A2 / (21 - \% \text{O}_2) + B)]$$

wobei

— %CO₂ = CO₂-Gehalt, der im Verbrennungsgas gemessen wurde (%/Volumen);

— %O₂ = Sauerstoffgehalt, der im Verbrennungsgas gemessen wurde (%/Volumen);

— t_g = Temperatur der Verbrennungsgase;

— t_a = Temperatur der Verbrennungsluft, d. h. entweder die im Heizraum eines offenen Wärmeerzeugers (Typ B) gemessene Temperatur oder die in der Verbrennungsluftzufuhr eines geschlossenen Wärmeerzeugers (Typ C) gemessene Temperatur;

— A2 und B der Parameter sind abhängig vom verwendeten Brennstoff:

Brennstoff	A2	B
Erdgas	0,65	0,009
Propan	0,63	0,008
Heizöl	0,68	0,007

II: Be- und Entlüftung des Heizraums

Der Heizraum, einschließlich der Systeme zur Luftzufuhr und -abfuhr und zur Ableitung der Verbrennungsgase, entsprechen den Bestimmungen von Artikel 4.

B. Mit festen Brennstoffen befeuerte Anlagen.

Eine mit festen Brennstoffen befeuerte Zentralheizungsanlage gilt als funktionstüchtig, wenn:

1. sie nur selten und jeweils für kurze Zeit Rauch ausstößt;
2. die Ableitung der Verbrennungsgase ordnungsgemäß erfolgt;
3. der Heizraum, einschließlich der Systeme zur Luftzufuhr und -abfuhr und zur Ableitung der Verbrennungsgase, den Bestimmungen von Artikel 4 entspricht.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 29. Januar 2009

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

¹ Erkennbar bei Gelbfärbung des Filterpapiers oder Ablagerung schwärzlicher Partikeln.

² Verbrennungswirkungsgrad: Durch den Brenner des Wärmeerzeugers verbrauchte Energie, von der die durch die Verbrennungsgase abgeleitete Energie abgezogen wird, im Verhältnis zu der durch diesen Brenner verbrauchten Energie.

³ Netto Temperatur der Verbrennungsgase: Temperatur der Verbrennungsgase abzüglich der Temperatur der Verbrennungsluft.

⁴ Beispiel für die Anwendung der Formeln oben für einen mit Heizöl befeuerten Wärmeerzeuger:

Während der Verbrennung gemessener CO-Wert: 100ppm.

Während der Verbrennung gemessener Sauerstoffanteil: 4,4%.

$[CO]_{4,4\%O_2} = 1,101 \cdot 100 = 110,1 \text{ mg CO/kWh.}$

$[CO]_{0\%O_2} = 21 / (21 - 4,4) \cdot 110,1 = 21 / 16,6 \cdot 110,1 = 127,3 \text{ mg CO/kWh.}$

Anlage III — Abnahmemodalitäten für Zentralheizungsanlagen

Die in Artikel 9 § 1 3^o genannte Abnahme einer Zentralheizungsanlage umfasst mindestens folgende Kontrollen und Überprüfungen:

1. Prüfung des allgemeinen Zustands des Wärmeerzeugers, insbesondere des ordnungsgemäßen Anschlusses zwischen Brenner und Heizkessel, falls zutreffend.

2. Kontrolle, ob Heizkessel und Pulsbrenner füreinander geeignet sind, und Kontrolle der eingestellten Leistung des Pulsbrenners.

3. Prüfung, ob Öffnungen zur Messung von Verbrennungsgasen vorhanden sind und ob die Ausführung dieser Öffnungen gemäß Artikel 4 § 3 den Bestimmungen des Umweltministers entspricht.

4. Überprüfung des Abzugsrohrs für Verbrennungsgase.

⇒ Die Überprüfung des Anschlusses zwischen Schornstein und Wärmeerzeuger.

⇒ Bei offenen Wärmeerzeugern (Typ B⁵) Überprüfung, dass das Abzugsrohr für die Verbrennungsgase offen ist, es sei denn, der Wärmeerzeuger ist so ausgelegt, dass die Gasableitung durch Überdruck erfolgt. Der Unterdruck muss dem vom Hersteller des Wärmeerzeugers vorgeschriebenen Mindestwert entsprechen. Wenn keine Herstellerangabe vorhanden ist, beträgt der Unterdruck mindestens 5 Pa in Betrieb. Diese Überprüfung erfolgt unter normalen Betriebsbedingungen, d.h. bei einer Mindesttemperatur von 60°C (Thermometer des Heizkessels), in einem geschlossenen Heizraum und, falls es von Anwendung ist, mit der angebrachten Brenner- oder Schutzhaube.

⇒ Überprüfung, dass im Abzugsrohr für die Verbrennungsgase keine Kondensation auftritt (es sei denn, der Wärmeerzeuger ist dafür ausgelegt).

5. Überprüfung der Konformität:

- des Schornsteins im Verhältnis zum Wärmeerzeuger, an den der Schornstein angeschlossen ist;
 - der Lüftung des Heizraums;
 - der Verbrennungsluftzufuhr,
- gemäß den Bestimmungen von Artikel 4.

6. Überprüfung der Zentralheizungsanlage auf Funktionstüchtigkeit durch die Durchführung der in Anhang IV beschriebenen Kontrollen der Funktionstüchtigkeit.

7. Kontrolle, ob die Nutzungs- und Wartungsanweisungen der Zentralheizungsanlage vorhanden sind.

8. Überprüfung des Vorhandenseins und der Gültigkeit des vom zugelassenen Techniker bereitgestellten Bemessungsblatts zur in Artikel 6 genannten eingestellten Nennwärmeleistung.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 29. Januar 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

⁵ B11, B11_{BS}, B11_{CS}.

Anlage IV — Prüfungen im Rahmen der regelmäßigen Kontrollen von Zentralheizungsanlagen

A. Mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen befeuerte Anlagen.

1. Gemessene Parameter

Ist ein Wärmeerzeuger nach Artikel 62 § 2 von der obligatorischen Ausstattung mit Messöffnungen befreit, müssen die vorgesehenen Messungen nicht durchgeführt werden. In diesem Fall vermerkt der zugelassene Techniker diesen Umstand auf der Kontrollbescheinigung.

Folgendes sind die wichtigsten Parametermessungen oder -berechnungen:

- a) Bestimmung des Rauchschwärzungsindex der Verbrennungsgase durch Messung (nur bei mit flüssigen Brennstoffen befeuerten Wärmeerzeugern);
- b) Bestimmung des Sauerstoffgehalts (O₂) der Verbrennungsgase durch Messung;
- c) Bestimmung der Temperatur der Verbrennungsgase durch Messung;
- d) Bestimmung des Kohlendioxidgehalts (CO₂, %/vol) der Verbrennungsgase durch Messung oder Berechnung (auf der Grundlage des gemessenen O₂-Gehalts und der Brennstoffeigenschaften);
- e) Bestimmung des Kohlenmonoxidgehalts (mgCO/kWh)_{0% O₂} der Verbrennungsgase durch Messung gemäß den Bestimmungen der Anlage II ⁶;
- f) Bestimmung des Verbrennungswirkungsgrads durch Berechnung auf Grundlage des in den Verbrennungsgasen gemessenen Sauerstoffanteils, der Temperatur der Verbrennungsgase und der Temperatur der Verbrennungsluft ⁷ im Einklang mit den Bestimmungen der Anlage II.

I.1.1.1.4

2. Durchführung der Messungen

— Zur Messung der Verbrennungsgasparameter wird der Messfühler bzw. die Probenahmesonde durch die gemäß Artikel 4 § 3 im Einklang mit dem vom Umweltminister festgelegten Verfahren ausgeführten Messöffnungen in den Hauptfluss eingebracht.

Während der Messung werden alle erforderlichen Vorkehrungen getroffen, um den Eintritt von Falschluf zu verhindern, die zu einer Verdünnung des Abgases führen kann. Hierzu kann zum Beispiel, sofern an der Anlage vorhanden, der Zugregler geschlossen werden.

Je nach Brennertyp können eine oder mehrere Probenahmereinheiten, die nach Abschluss der erforderlichen Wartungs- und/oder Einstellarbeiten durchgeführt werden. Ihre Durchführung erfolgt gemäß den folgenden Modalitäten:

- a) Bei Ein-Aus-Brennern: eine Messreihe während der Dauerbetriebsphase des Brenners.
- b) Bei Brennern mit mehreren Verbrennungsgängen: eine Messreihe pro Verbrennungsgang. Kann der Brenner nicht lang genug für die Messung im ersten Verbrennungsgang gehalten werden, wird dies vom zugelassenen Techniker im Verbrennungsgericht vermerkt. In diesem Fall führt der Techniker ausschließlich die Messung der Nennwärmeleistung des Brenners durch.
- c) Bei Brennern mit mehreren Verbrennungsgängen vom Typ "Modulationsbetrieb":
 - wenn die Nennwärmeleistung weniger als 1 MW beträgt: Messung bei Nennwärmeleistung;
 - wenn die Nennwärmeleistung wenigstens 1 MW beträgt: eine Messreihe bei eingestellter niedrigerer Leistung, eine zweite Messreihe bei eingestellter Nennleistung und drei Probenahmen bei mittlerer Leistung bei je 75%, 50% und 25% des Arbeitsbereichs des Brenners.

Diese Messreihen werden unter normalen Betriebsbedingungen vorgenommen, d. h. bei normaler Betriebstemperatur zwischen 60°C und 80°C (Heizkesselthermometer) in einem geschlossenen Heizlokal und, falls zutreffend, mit angebauter Brenner- oder Schutzhaube.

Der zugelassene Techniker darf so viele Messungen durchführen, wie ihm für die Feineinstellung des Brenners (sofern möglich) und damit der optimalen Brennereinstellung erforderlich und zweckmäßig erscheint.

Bei mit flüssigen Brennstoffen befeuerten Wärmeerzeugern wird der Rauchschwärzungsindex des Verbrennungsgases vor jedem anderen Parameter bestimmt.

Gelingt es dem zugelassenen Techniker nicht, den Wärmeerzeuger so einzustellen, dass der maximale erlaubte Rauchschwärzungsindex eingehalten wird, ist die Messung der übrigen Parameter nicht erforderlich. Der Wärmeerzeuger wird damit als nicht vorgabengemäß erklärt.

Nach Abschluss aller erforderlichen Messarbeiten werden die Messöffnungen sorgfältig verschlossen.

Messung des Rauchschwärzungsindex (flüssiger Brennstoff)

Nach Prüfung der Funktionsfähigkeit der Probenahmeverrichtung (insbesondere Prüfung der Dichtheit der Pumpe und des Ansaugrohrs) wird das Ende der Probenahmeleitung durch die gemäß Artikel 4 § 3 im Einklang mit dem vom Umweltminister festgelegten Verfahren ausgeführte Messöffnung in den Fluss der Verbrennungsgase eingebracht. Um die Ansaugung der genauen Verbrennungsgasmenge durch das Filterpapier sicherzustellen, werden zehn vollständige Pumpstöße mit der dafür eingestellten Pumpe durchgeführt.

Die Länge der Einheit Schlauch-Probenahmeleitung ist so gering wie möglich.

Anstelle der oben beschriebenen handbetriebenen Pumpe kann eine elektromechanische Pumpe verwendet werden, welche die Ansaugung eines entsprechenden Verbrennungsgasvolumens durch das Filterpapier ermöglicht.

Ebenso kann zur Bestimmung des Rauchschwärzungsindex ein gleichwertiges optoelektronisches Verfahren verwendet werden.

Messung der Temperatur der Verbrennungsluft (bei Umgebungstemperatur)

Die Temperatur der Verbrennungsluft zur Versorgung offener Wärmeerzeuger (Typ B) wird in unmittelbarer Nähe des Wärmeerzeugers und in einer Höhe von ca. 1,5 Metern gemessen.

Zur Messung der Temperatur der Verbrennungsluft zur Versorgung geschlossener Wärmeerzeuger (Typ C) wird der Temperaturfühler in die hierzu vorgesehene Öffnung eingebracht.

Messung der Temperatur, des O₂-Gehalts, des CO-Gehalts und des CO₂-Gehalts der Verbrennungsgase sowie des Schornsteinzugs

Der Messfühler wird durch die dafür vorgesehenen Messöffnungen in den Hauptfluss der Verbrennungsgase eingebracht.

3. Ergebnis der regelmäßigen Kontrolle

Die regelmäßige Kontrolle gilt als positiv und die Anlage wird für funktionstüchtig erklärt, wenn die in der Anlage IIA festgesetzten Kriterien eingehalten werden.

B. Mit festen Brennstoffen befeuerte Anlagen.

Die periodische Kontrolle gilt als positiv und die Anlage wird für funktionstüchtig erklärt, wenn die in der Anlage IIB festgesetzten Kriterien eingehalten werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 29. Januar 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

⁶ Der CO-Gehalt wird auf der Grundlage des unteren Heizwerts des Brennstoffs und eines Sauerstoffgehalts (O₂) von 0% in Masse pro Energieeinheit (mg/kWh) ausgedrückt.

⁷ Temperatur des Heizraums im Falle eines offenen Wärmeerzeugers (Typ B) oder in der Verbrennungsluftzufuhr eines geschlossenen Wärmeerzeugers (Typ C) gemessene Temperatur.

Anlage V — Allgemeine Grundsätze im Zusammenhang mit der Übermittlung von Daten an die Verwaltung

A. Meldung der Anlagen

Im Rahmen seines ersten Arbeitseinsatzes an den Zentralheizungsanlagen erfasst der Techniker die vom Umweltminister in Abstimmung mit den betreffenden Branchen festgelegten Informationen, so dass ein Grundbuch über Zentralheizungsanlagen angelegt werden kann. Die Informationen werden in regelmäßigen Abständen, die vom Umweltminister festgelegt wurden, an die DGRNE gesandt. Die DGRNE oder der Techniker weist jeder Anlage eine eindeutige Identifikationsnummer zu und teilt diese dem Eigentümer und/oder Nutzer gemäß den vom Umweltminister festgelegten Modalitäten mit.

B. Übermittlung von Daten bei der Abnahme der Anlagen gemäß Artikel 11 und der Kontrolle gemäß Artikel 13.

Der Umweltminister legt in Abstimmung mit den betreffenden Branchen die Daten fest, die in dem in Artikel 11, § 3 genannten Abnahmebericht sowie auf der in Artikel 11, § 4 genannten Kontrollbescheinigung stehen und der DGRNE mitzuteilen sind. Er legt ferner die Modalitäten für die Übermittlung dieser Daten fest. Es wird mindestens das Endergebnis der Abnahme oder der regelmäßigen Kontrolle (Anlage ist vorgabengemäß/nicht vorgabengemäß) mitgeteilt.

C. Übermittlung von Daten bei der eingehenden Diagnose gemäß Artikel 12
Der Umweltminister legt in Abstimmung mit dem Energieminister und den betreffenden Branchen die Daten fest, die in dem in Artikel 12, § 4 genannten Bericht der eingehenden Diagnose stehen und der DGRNE mitzuteilen sind. Er legt ferner die Modalitäten für die Übermittlung dieser Daten fest.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 29. Januar 2009

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

Anlage VI — Schulung und Prüfung zur Erlangung der Befähigungsnachweise für flüssige und für gasförmige Brennstoffe

A. Einleitende Bestimmungen

1° Ein Techniker, der über einen gültigen Befähigungsnachweis für das Modul GI verfügt, kann an der Prüfung für das Modul GII teilnehmen.

2° Die Prüfungseinrichtung kann die Kandidaten von der Teilnahme an Prüfungen in bestimmten Fächern befreien, wenn sie über einen gültigen Befähigungsnachweis oder ein gleichwertiges Dokument verfügen, das die Kenntnisse und Fähigkeiten in diesen Fächern nachweist. Die Gleichwertigkeit des Befähigungsnachweises oder des gleichwertigen Dokuments wird vom Generaldirektor bescheinigt.

Zum Nachweis seiner Kompetenzen gegenüber der Prüfungseinrichtung, in der er sich einschreiben möchte, legt der Kandidat eine Kopie des gültigen Befähigungsnachweises oder gleichwertigen Dokuments vor. Das Ausstellungsdatum des Befähigungsnachweises oder sonstigen Dokuments zum Nachweis der Kompetenzen muss auf der Kopie angegeben sein. Befindet sich das Datum nicht auf der Kopie, kann dem Antrag eine schriftliche Erklärung der Stelle, die den Befähigungsnachweis oder das gleichwertige Dokument ausgeliefert hat, beigefügt werden. Die Zertifizierungsstelle prüft, ob der erworbene Befähigungsnachweis oder das erworbene Dokument den Bestimmungen des vorigen Absatzes entspricht.

3° Bei Prüfungen zur Verlängerung des Befähigungsnachweises bringt der Kandidat seine Messgeräte einschließlich ihrer Wartungs- und Eichnachweise mit. Kandidaten, die ohne ihre Messgeräte oder mit nicht funktionstüchtigen Messgeräten bei der Prüfung erscheinen oder deren Messgeräte nicht über einen vorschriftsmäßigen Wartungs- und Eichnachweis verfügen, werden nicht zur Prüfung zugelassen.

B. Ausbildungs- und Prüfungsfächer

I.1.1.1.5 Zugelassener Techniker für flüssige Brennstoffe und zugelassener Techniker für gasförmige Brennstoffe vom Typ GI:

	<i>Zugelassener Techniker für flüssige Brennstoffe</i>	<i>Zugelassener Techniker für gasförmige Brennstoffe vom Typ GI</i>
<i>I.1.1.1.5.1 Vorschriftsmäßiger Inhalt</i>	Regelung bezüglich der Zentralheizungsanlagen, insbesondere die Bestimmungen bezüglich der Verantwortungen des zugelassenen Technikers und der Systeme zur zentralen Wärmeerzeugung	
<i>I.1.1.1.5.2. Inhalt in Bezug auf die Abnahme</i>	<ul style="list-style-type: none"> — Anschluss zwischen dem Brenner und dem Heizkessel — Übereinstimmung zwischen dem Heizkessel und dem Pulsbrenner sowie der eingestellten Leistung — Zur Messung der Verbrennungsgase bestimmte Öffnungen — Überprüfung des Schornsteins — Kontrolle der Übereinstimmung des Schornsteins mit dem Heizkessel, an den er angeschlossen ist, der Belüftung des Heizraumes und der Zufuhr der Verbrennungsluft — Berechnungsmethode für die Leistung des Heizkessels — Gebrauchs- und Wartungshandbuch 	

	<i>Zugelassener Techniker für flüssige Brennstoffe</i>	<i>Zugelassener Techniker für gasförmige Brennstoffe vom Typ GI</i>
<i>Technischer Inhalt</i>	Elemente im Zusammenhang mit Brennstoffen und mit der Verbrennung in den Wärmeerzeugern - Aufstellung der Wärmeerzeuger, Verbrennungsluftzufuhr und Ableitung der Verbrennungsgase - Technologie, Einrichtung, Wartung, Kontrolle, Sicherheit von Wärmeerzeugern - Grundlagen rationaler Energienutzung (REN) im Zusammenhang mit Zentralheizungsanlagen	Elemente im Zusammenhang mit Brennstoffen und mit der Verbrennung in den Wärmeerzeugern - Aufstellung der Wärmeerzeuger, Verbrennungsluftzufuhr und Ableitung der Verbrennungsgase - Befuerung der Wärmeerzeuger mit Brennstoffen - Technologie, Einrichtung, Wartung, Kontrolle, Sicherheit von Wärmeerzeugern ohne Pulsbrenner - Grundlagen rationaler Energienutzung (REN) im Zusammenhang mit Zentralheizungsanlagen

I.1.1.1.6. Zugelassener Techniker für gasförmige Brennstoffe vom Typ GII
 Inhalt in Bezug auf die Abnahme Spezifische Elemente in Bezug auf die Abnahme der Wärmeerzeuger mit Pulsbrenner.
 Technischer Inhalt: Technologie, Aufstellung, Kontrolle, Wartung, Sicherheit der Wärmeerzeuger mit Pulsbrenner.
 C. Modalitäten in Bezug auf die Prüfung
 Die Zertifizierungsstelle beachtet die folgenden Prüfungsmodalitäten:

	Theoretische Prüfung	Praktische Prüfung
Vorschriftmäßiger Inhalt Inhalt in Bezug auf die Abnahme Technischer Inhalt	L/GI L/GI/GII L/GI/GII	L/GI/GII L/GI/GII

Jeder Teil wird getrennt bewertet.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 29. Januar 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage VII — Bedingungen für die Anerkennung der Zertifizierungsstellen

A. Schulungspersonal

Alle Schulungsmitarbeiter verfügen über die angemessenen Befähigungsnachweise für die Schulungen, in denen sie unterrichten. Diese Bestimmung gilt erst nach Ablauf von sechs Monaten, nachdem die zweite Zertifizierungsstelle der erforderlichen Stufe anerkannt wurde.

Die Mitarbeiter unterstehen der Leitung eines Zivilingenieurs, eines Industrieingenieurs oder eines technischen Ingenieurs oder einer anderen Person, die über mindestens drei Jahre Erfahrung im Bereich der Schulung und Prüfung von Heizungstechnik und zehn Jahre Erfahrung im Heizungssektor verfügt.

B. Prüfungsausschuss

Das Prüfungszentrum muss einen Prüfungsausschuss unter Einhaltung der folgenden Bedingungen bilden:

- der Ausschuss besteht aus mindestens drei Fachleuten im Bereich der Heiztechnik, die unter dem Vorsitz eines Zivilingenieurs, eines Industrieingenieurs oder eines technischen Ingenieurs oder auch einer Person, die belegen kann, dass sie über eine dreijährige Erfahrung im Bereich der Ausbildung und der Prüfung in Heiztechnik verfügt, stehen;
- mindestens ein Mitglied des Prüfungsausschusses gehört nicht der Zertifizierungsstelle an und ist im Heizungssektor tätig;
- mindestens drei Mitglieder des Prüfungsausschusses verfügen über angemessene Befähigungsnachweise für die Schulungen, in denen sie Prüfungen abnehmen. Diese Bestimmung gilt erst nach Ablauf von sechs Monaten, nachdem die zweite Zertifizierungsstelle der erforderlichen Stufe anerkannt wurde.

— mindestens drei Mitglieder des Prüfungsausschusses verfügen über angemessene Befähigungsnachweise für die Schulungen, in denen sie Prüfungen abnehmen. Diese Bestimmung gilt erst nach Ablauf von sechs Monaten, nachdem die zweite Zertifizierungsstelle der erforderlichen Stufe anerkannt wurde.

C. Technische Infrastruktur

Für die praktische Organisation der Ausbildungen und Prüfungen die Zertifizierungsstelle mindestens über die folgende technische Ausrüstung verfügen:

C.1. Für die Zertifizierungsstellen für flüssige Brennstoffe

1. Einheiten aus Heizkessel und Brenner, die das Angebot auf dem Markt repräsentativ widerspiegeln, ausreichende Variationsmöglichkeiten bieten und über folgende Eigenschaften verfügen:

a) unterschiedliche Marken und Typen, darunter mindestens ein Modell mit Kondensationskessel und ein geschlossener Wärmeerzeuger (Typ C);

- b) unterschiedliche Baujahre;
- c) unterschiedliche Leistungen der Wärmeerzeuger und unterschiedliche Brennerdurchsätze;
- d) Brenner mit und ohne Brennstoffvorheizung;
- e) Möglichkeit zur Versorgung des Brenners mithilfe eines Doppelrohr- oder Einzelrohrsystems;

Die Anzahl der unterschiedlichen Kombinationen (Einheit Heizkessel-Brenner) steht im Verhältnis zur Anzahl der Schulungsteilnehmer: Für jede Gruppe von drei Schulungsteilnehmern, muss je eine Kombination zur Verfügung stehen.

Mindestens ein Wärmeerzeuger verfügt über zwei Verbrennungsgänge und mindestens ein Wärmeerzeuger ist vom Typ "Modulationsbetrieb.

- 2. Schornstein mit Vorrichtung zur Einstellung des Schornsteinzugs (Rauchfang mit variabler Geschwindigkeit).
- 3. Schilder mit zusammenfassenden Erklärungen zu den Einstellungsverfahren, einschließlich witterungsabhängiger Einstellung;
- 4. ein Schild mit zusammenfassenden Erklärungen zur Simulierung der Funktionsweise des Brenners;
- 5. eine Spritzdüsenprüfbank mit Möglichkeit zum Austausch der Düsen und zur Einstellung des Brennstoffdrucks;
- 6. eine Prüfbank für Transformatoren und Zündung;
- 7. eine Prüfbank für Pumpen für flüssige Brennstoffe;
- 8. ein Schild mit Erläuterungen oder die Lehrversion einer vollständigen Zentralheizungsanlage mit Heizkessel/Brenner, Thermostat, Einrichtung für Warmwasser und Beheizung von Räumen, Raumthermostat, Außenfühler, elektromotorischem Drei- und/oder Vier-Wege-Ventil;
- 9. Querschnitte von Heizkesseln und Brennern;
- 10. Querschnitte von Pumpen für flüssige Brennstoffe;
- 11. Querschnitte der Spritzdüsen;
- 12. mindestens ein elektronisches Analysegerät für Verbrennungsgase je drei Schulungsteilnehmer.

C.2. Für die Zertifizierungsstellen für gasförmige Brennstoffe:

- 1. eine Sammlung von Gasgeräten, die das aktuelle Angebot auf dem Markt repräsentativ widerspiegeln:
 - a) ein am Boden aufgestellter atmosphärischer Wärmeerzeuger mit Thermoelementsicherung;
 - b) ein am Boden aufgestellter atmosphärischer Wärmeerzeuger mit Ionisationssicherung;
 - c) ein an der Wand aufgehängter atmosphärischer Wärmeerzeuger mit Thermoelementsicherung;
 - d) ein an der Wand aufgehängter atmosphärischer Wärmeerzeuger mit Ionisationssicherung;
 - e) ein Wärmeerzeuger mit Pulsbrenner (nur für GII-Zertifizierungsstellen);

Mindestens einer der unter *a*, *b*, *c*, *d* und *e* genannten Wärmeerzeuger ist geschlossen (Typ C), mindestens einer verfügt über einen Vormischbrenner und mindestens einer verfügt über einen Kondensationskessel.

Mindestens ein Wärmeerzeuger verfügt über zwei Verbrennungsgänge und mindestens ein Wärmeerzeuger ist vom Typ "Modulationsbetrieb.

- 2. Schilder mit zusammenfassenden Erklärungen zu den Einstellungsverfahren, einschließlich witterungsabhängiger Einstellung;
- 3. ein Schild mit zusammenfassenden Erklärungen zur Simulierung der Funktionsweise des Brenners;
- 4. ein Schild mit zusammenfassenden Erklärungen zu den Bestandteilen des Flammenrohrs;
- 5. Bestandteile eines Flammenrohrs (bestehend aus Nicht-Monoblock-Geräten);
- 6. elektronische Analysegeräte zur Kontrolle der Verbrennung: mindestens ein Analysegerät je drei Ausbildungsteilnehmer;
- 7. Druckmessgeräte: Gasmanometer;
- 8. ein Kontrollgerät zur Dichtheitsprüfung der Gasrohre;
- 9. ein Schild mit Erläuterungen oder die Lehrversion einer vollständigen Zentralheizungsanlage mit Heizkessel/Brenner, Thermostat, Einrichtung für Warmwasser und Beheizung von Räumen, Raumthermostat, Außenfühler, elektromotorischem Drei- und/oder Vier-Wege-Ventil;
- 10. Querschnitte von Heizkesseln und Brennern.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 29. Januar 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1778

[2009/202127]

29 JANUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op advies nr. 44.896/2/V van de Raad van State, gegeven op 2 september 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1^o, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme en van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling en begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Bij dit besluit wordt richtlijn 2002/91 van het Europees Parlement en van de Raad van 16 december 2002 betreffende de energieprestatie van gebouwen gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o centrale verwarmingsinstallatie : het geheel van elementen bestaande uit minstens één verbrandingstoestel, geplaatst in een stookruimte, uitgerust met een oxiderende luchtaanvoer- en een rookafvoerregeling en waarin :

a) de warmte verdeeld wordt door een geleid en gekanaliseerd vervoerssysteem naar de verschillende te verwarmen gebouwgedeelten en waarin de warmtegeleidende vloeistof ofwel water, ofwel lagedrukstoom, ofwel thermische olie is, of

b) de warmte overgebracht wordt naar een toestel voor de opslag van sanitair warm water;

2^o verwarmingsketel : elk toestel dat, al dan niet uitgerust met een brander, vaste, vloeibare of gasachtige brandstoffen kan verbranden om de geproduceerde warmte te gebruiken in een centrale verwarmingsinstallatie;

3^o warmtegenerator : de stookketel en, indien deze er één nodig heeft om te kunnen functioneren, zijn brander;

4^o warmtegenerator met gesloten verbrandingsruimte (gesloten warmtegenerator of generator van het type C) : elke warmtegenerator waarvan het verbrandingscircuit - toevoer van oxiderende lucht, de verbranding zelf en de afvoer van de producten van de verbranding - volledig gescheiden is van de stookruimte;

5^o warmtegenerator met open verbrandingsruimte (open warmtegenerator of generator van het type B) : elke warmtegenerator die zijn oxiderende lucht toegevoerd krijgt via de stookruimte en waarvan de producten van de verbranding onmiddellijk naar buiten gevoerd worden via een afvoerleiding;

6^o warmtegenerator van het type unit : stookketel die onlosmakelijk verbonden is met een atmosferische of gepulseerde brander, afgesteld door de fabrikant;

7^o atmosferische brander : de brander met zonder mechanische hulpmiddelen aangevoerde oxiderende lucht;

8^o gepulseerde brander : de brander met aan de hand van een ventilator aangevoerde oxiderende lucht, erkend en afzonderlijk van de stookketel verkrijgbaar;

9^o premix gasbrander : de brander waarin de oxiderende lucht in zijn geheel vermengd wordt met de gasachtige brandstof voor aanvang van de verbranding;

10^o stookruimte : de ruimte waarin één of meerdere warmtegeneratoren opgesteld zijn;

11^o bouwjaar : het bouwjaar van de warmtegenerator. Dat jaar wordt bepaald door de informatie vermeld op de kenplaat. Indien er geen kenplaat voorhanden is of wanneer deze onleesbaar is, wordt het bouwjaar bepaald doordat het wordt afgeleid van de informatie op de installatiefactuur, het opleveringsverslag of de technische documentatie van de warmtegenerator;

12^o nuttig nominaal vermogen (in kW) : het door de fabrikant vastgestelde en gewaarborgde maximale verwarmingsvermogen dat de ketel in continu-bedrijf kan afgeven, terwijl de door de fabrikant vermelde nuttige rendementen worden gehaald;

13^o centrale verwarmingsdossier : het dossier opgemaakt voor elke centrale verwarmingsinstallatie, dat volgende stukken bevat :

a) de berekeningsnota voor de dimensionering van de installatie;

b) het opleveringsverslag bij de eerste inbedrijfsname van een nieuwe centrale verwarmingsinstallatie;

c) in voorkomend geval, het omstandige diagnoseverslag;

d) de controle-attests;

e) de gebruiks- en onderhoudsinstructies;

14^o bestaande centrale verwarmingsinstallatie : elke centrale verwarmingsinstallatie die voor het eerst in gebruik is genomen vóór inwerkingtreding van dit besluit. Wanneer de stookketel of zijn brander vervangen wordt na inwerkingtreding van dit besluit, wordt de centrale verwarmingsinstallatie niet meer als reeds bestaand beschouwd;

15^o verwarmingscontroleur : elke natuurlijke persoon die houder is van het verwarmingscontrolecertificaat bedoeld in artikel 29, § 1;

16^o erkend auditor : elke auditor die erkend is voor het uitvoeren van energie-audits op de grondslag van het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditoren die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren;

17^o eigenaar : de eigenaar van de centrale verwarmingsinstallatie;

18^o gebruiker : de gebruiker(s) van de centrale verwarmingsinstallatie;

19^o het DGARNE : het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpmiddelen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

20^o directeur-generaal : de directeur-generaal van het DGARNE of diens gemachtigde;

21° toezichthoudende ambtenaren : de ambtenaren aangewezen op grond van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor het opsporen en vaststellen van overtredingen inzake de leefmilieubescherming, voor het opsporen en vaststellen van de overtredingen van de wet van 28 december 1964 inzake de bestrijding van de luchtverontreiniging;

22° goede praktijkcode : een geheel van voor het publiek toegankelijke schriftelijke regels inzake de bouw, de plaatsing, de aansluiting, het gebruik en het onderhoud van centrale verwarmingsinstallaties, met in begrip van de geschikte productnormen en de algemeen aanvaarde regels inzake goed vakmanschap in de betrokken beroeps-categorieën.

Hoe dan ook maken volgende bepalingen in de volgende hiërarchische volgorde deel uit van de goede praktijkcode :

- a) de adequate bepalingen van de Belgische wetten en de Waalse decreten en de uitvoeringsbesluiten ervan;
- b) de adequate Belgische en Europese normen;
- c) de regels bekendgemaakt door de beroepsfederaties inzake verwarming en brandstoffen en de verdelers van warmtegeneratoren.

Spreekt deze verschillende regels uit punt c elkaar tegen, dan treedt het DGARNE als scheidsrechter op.

HOOFDSTUK II. — *Plaatsen van centrale verwarmingsinstallaties*

Art. 3. Elke onderneming die centrale verwarmingsinstallaties plaatst die van vloeibare of gasachtige brandstoffen voorzien worden, beschikt over minstens één erkend technicus overeenkomstig bijlage I.

Ze deelt het DGARNE de naam en de certificaatnummers mee van de bij haar in dienst zijnde technici door het formulier dat beschikbaar is op de DGARNE-website in te vullen.

Het formulier wordt elektronisch of, bij ontstentenis, bij eenvoudig schrijven dan wel tegen ontvangstbewijs overgezonden. Ze deelt eveneens binnen één maand en volgens dezelfde regels elke wijziging mee betreffende de bij haar in dienst zijnde erkende technici.

Art. 4. § 1. De stookruimte, met inbegrip van de systemen voor luchtaanvoer- en -afvoer en voor afvoer van de verbrandingsgassen, gelegen in een gebouw waarvan het dossier voor de aanvraag van de aanvankelijke stedenbouwkundige vergunning ingediend is de dag na de inwerkingtreding van dit besluit voldoet al naar gelang aan :

1° de norm NBN B 61-001 : Stookafdelingen en schoorstenen, eerste uitgave, oktober 1986, of aan de laatste herziening ervan;

2° de norm NBN B 61-002 : Centrale verwarmingsketels met een nominaal vermogen kleiner dan 70 kW - Voorschriften voor hun opstellingsruimte, luchttoevoer of rookafvoer, of aan de laatste herziening ervan;

de norm NBN D 51-003 : Binneninstallaties voor aardgas en plaatsing van de verbruikstoestellen - Algemene bepalingen, vierde uitgave, juli 2004, of aan de laatste herziening ervan;

4° de norm NBN D 51-004 : Installaties voor brandbaar aardgas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen - Bijzondere installaties, januari 1992, of aan de laatste herziening ervan;

5° de norm NBN D 51-006 : Binnenleidingen voor commercieel butaan of propaan in gasfase op een werkdruk van maximum 5 bar en plaatsing van de verbruikstoestellen - Algemene bepalingen, 2005, of aan de laatste herziening ervan.

§ 2. De stookruimte, met inbegrip van de systemen voor luchtaanvoer- en -afvoer en voor afvoer van de verbrandingsgassen, gelegen in een gebouw waarvan het dossier voor de aanvraag van de aanvankelijke stedenbouwkundige vergunning ingediend is voor de dag van de inwerkingtreding van dit besluit voldoet aan de bepalingen vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

§ 3. Elke centrale verwarmingsinstallatie wordt uitgerust met meetgaten overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Art. 5. Bij de plaatsing van één of meerdere warmtegeneratoren met vloeibare of gasachtige brandstoffen mag de som van de geregelde nominale vermogens van de warmtegeneratoren die in éénzelfde stookruimte opgesteld staan, het vermogen, bepaald volgens een methode vastgesteld door de Minister van Energie, niet overschrijden.

Art. 6. Na de plaatsing van een centrale verwarmingsinstallatie met vloeibare of gasachtige brandstoffen stelt de overeenkomstig bijlage I erkende technicus die de eerste inbedrijfsname van die installatie heeft uitgevoerd overeenkomstig artikel 9, § 1, 2°, een berekeningsnota op voor de uitvoering van de methode waarvan sprake in artikel 5. Die nota wordt samen met de gebruiks- en onderhoudsinstructies van de elementen waaruit de centrale verwarmingsinstallatie bestaat, aan de eigenaar van die installatie overgemaakt als laatstgenoemde de plaatsing niet zelf verricht heeft.

HOOFDSTUK III. — *Interventies op centrale verwarmingsinstallaties*

Art. 7. Elke interventie op het verbrandingsgedeelte van een warmtegenerator met vloeibare of gasachtige vloeistoffen kan enkel worden uitgevoerd door een overeenkomstig bijlage I erkend technicus.

HOOFDSTUK IV. — *Gebruik van centrale verwarmingsinstallaties*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 8. § 1. Een centrale verwarmingsinstallatie die voldoet aan de criteria vastgesteld in bijlage II wordt geacht in goede staat van werking te verkeren.

§ 2. De warmtegeneratoren uitgerust met branders die werkt op verschillende brandstoffen, voldoen aan de criteria vastgesteld voor elke brandstof die gebruikt mag worden.

Afdeling 2. — Verplichtingen van de eigenaar en van de gebruiker van de centrale verwarmingsinstallatie

Art. 9. § 1. Om zich ervan te vergewissen dat zijn centrale verwarmingsinstallatie in goede staat van werking verkeert, zal de eigenaar van de installatie :

1° een warmtegenerator met vloeibare of gasachtige brandstoffen laten plaatsen door een overeenkomstig bijlage I erkend technicus.

Afwijkend mag de plaatsing verricht worden door personen die niet de hoedanigheid van erkend technicus bezitten, op voorwaarde dat dat werk verricht wordt onder het toezicht en de verantwoordelijkheid van een dergelijke technicus;

2° de eerste inbedrijfsname van een warmtegenerator met vloeibare of gasachtige brandstoffen laten uitvoeren door een overeenkomstig bijlage I erkend technicus;

3° een oplevering van een warmtegenerator met vloeibare of gasachtige brandstoffen laten uitvoeren overeenkomstig de bepalingen van artikel 11, § 1, en dit :

a) bij de eerste inbedrijfsname wanneer de technicus die deze verrichting uitvoert eveneens de oplevering verricht;

b) uiterlijk vijftien dagen na de eerste inbedrijfsname wanneer de eigenaar de oplevering laat uitvoeren door een derde persoon. In dat geval maakt de erkende technicus die de eerste inbedrijfsname verricht heeft de eigenaar van de installatie een voorlopig opleveringsattest over waarvan het model bepaald wordt door het DGARNE en waarin minstens de volgende gegevens vermeld zijn :

— naam en certificaatnummer van de technicus die de inbedrijfsname heeft verricht;

— een verklaring waarmee aangetoond wordt dat de plaatsing is geschied met naleving van de bepalingen van dit besluit; 4° als het geplaatst nominaal vermogen hoger is dan 20 kW en als de warmtegeleidende vloeistof water is, een omstandige diagnose laten uitvoeren overeenkomstig de bepalingen van artikel 12, § 1, binnen een termijn van twee jaar nadat de ketel of de brander vijftien jaar oud is geworden, te rekenen van de plaatsingsdatum of, bij ontstentenis, van het bouwjaar van de warmtegenerator, overeenkomstig artikel 2, 9°. Mocht de stookruimte meerdere warmtegeneratoren bevatten, heeft de omstandige diagnose betrekking op alle centrale verwarmingsinstallaties en wordt voornoemde termijn van vijftien jaar berekend vanaf de plaatsingsdatum of, bij ontstentenis, vanaf het bouwjaar van de oudste ketel of brander.

§ 2. Tijdens de gehele duur van de werking van de centrale verwarmingsinstallatie bewaart de eigenaar de originele exemplaren van de volgende stukken :

1° de berekeningsnota waarvan sprake in artikel 6;

2° het opleveringsverslag waarvan sprake in artikel 11, § 3;

3° in voorkomend geval, bij afwijking van de normen waarvan sprake in artikel 4, § 1, de nota waarvan sprake in artikel 62, § 1, lid 2;

4° het omstandige diagnoseverslag waarvan sprake in artikel 12, § 4, 1°.

Indien de eigenaar niet de gebruiker is van de centrale verwarmingsinstallatie, verstrekt hij een afschrift van de documenten genoemd in lid 1 aan de gebruiker.

Indien een centrale verwarmingsinstallatie warmte produceert voor meerdere gebruikers, wordt het centrale verwarmingsdossier overgemaakt aan de persoon die verantwoordelijk is voor het technisch beheer van de verwarmingsinstallatie.

Bij verandering van gebruiker maakt de eigenaar het centrale verwarmingsdossier aan de nieuwe gebruiker over.

De stukken waarvan sprake in lid 1 liggen ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar.

Art. 10. De gebruiker van de centrale verwarmingsinstallatie :

1° maakt uitsluitend gebruik van de brandstof waarvoor de installatie is gebouwd en afgesteld;

2° ziet erop toe de installatie in een zodanige staat van werking te vrijwaren dat de impact van het gebruik ervan op het leefmilieu en het risico voor de personen zo laag mogelijk is;

3° leeft de gebruiks- en onderhoudsinstructies na van de fabrikanten van de elementen waaruit de centrale verwarmingsinstallatie bestaat;

4° laat de periodieke controles uitvoeren overeenkomstig de bepalingen van artikel 13;

5° bewaart het centrale verwarmingsdossier en houdt het ter beschikking van de toezichthoudende ambtenaar;

6° geeft de eigenaar het centrale verwarmingsdossier terug zodra hij ophoudt er gebruiker van te zijn;

7° verstrekt de eigenaar onverwijld het periodieke onderhouds- en nazichtattest op verzoek van laatstgenoemde.

HOOFDSTUK V. — *Oplevering, omstandige diagnose en nazicht van de centrale verwarmingsinstallaties*

Afdeling 1. — Opleveringsprocedure

Art. 11. § 1. De oplevering waarvan sprake in artikel 9, § 1, 3°, wordt verricht overeenkomstig de bepalingen van bijlage III.

§ 2. Het personeel dat de oplevering waarvan sprake in § 1 verricht, voldoet aan volgende voorwaarden :

1° over de erkenning waarvan sprake in bijlage I beschikken;

2° indien het nuttige nominale vermogen van de ketel of van de gezamenlijke ketels die aangesloten is (zijn) op hetzelfde hydraulisch net hoger is dan of gelijk is aan 400 kW, werken in opdracht van een overeenkomstig de voorwaarden van artikel 16 geaccrediteerde controle-instelling werken.

§ 3. De erkend technicus die de oplevering waarvan sprake in § 1 heeft verricht, maakt de eigenaar een opleveringsverslag over en bewaart er tijdens een minimumduur van vier jaar een duplicaat van dat ter beschikking van de toezichthoudende ambtenaar wordt gehouden.

Dat verslag stemt overeen met het model vastgelegd door de Minister van Leefmilieu en bevat minstens de gegevens ingezameld overeenkomstig de nadere regels bepaald in bijlage III.

Bij het opleveringsverslag, overgemaakt aan de eigenaar, worden de ticketten gevoegd, geproduceerd door de gebruikte meetuitrustingen zoals bedoeld in artikel 14, § 1, lid 2, 1°.

§ 4. Een warmtegenerator mag niet in bedrijf genomen of gehouden worden dan als het opleveringsverslag gunstig is.

Als de generator niet conform wordt verklaard, mag hij pas in bedrijf worden genomen na afloop van een nieuwe oplevering.

In woongebouwen kan een warmtegenerator waarvan het opleveringsverslag tot niet-conformiteit ervan besluit evenwel één enkele keer, ter afwijking van lid 2, in bedrijf gehouden worden tijdens een periode van maximum drie maanden tussen september en april, behalve als de werking ervan de veiligheid van de personen in het gedrang dreigt te brengen.

Afdeling 2. — Omstandige diagnose

Art. 12. § 1. De omstandige diagnose waarvan sprake in artikel 9, § 1, 4°, wordt verricht aan de hand van een methode en een berekeningsinstrument of -software verstrekt door de Minister van Energie, volgens een door hem bepaalde fasering.

§ 2. Het personeel dat de diagnose waarvan sprake in § 1 verricht, beschikt over de volgende erkenningen :

1° een bekwaamheidsattest voor omstandige diagnoses :

a) van het type I voor de centrale verwarmingsinstallaties met vloeibare of gasachtige brandstoffen uitgerust met één enkele warmtegenerator, waarvan het nuttige nominale vermogen kleiner is dan of gelijk is aan 100 kW;

b) van het type II in de andere gevallen;

2° een erkenning als auditor voor de uitvoering van energie-audits op grond van het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditoren die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren.

Het personeel dat enkel over de erkenning beschikt vernoemd in lid 1, 2°, mag evenwel enkel diagnoses verrichten die overeenstemmen met het type I.

De Minister van Energie kan vereisten vastleggen bovenop de vereisten omschreven in het eerste lid.

De Minister van Energie legt de erkenningsvoorwaarden vast voor de certificaten of andere gelijkwaardige stukken die verkregen zijn in het Vlaamse Gewest, in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of in een andere lidstaat van de Europese Unie.

§ 3. De inspectie van een centrale verwarmingsinstallatie met een nuttig nominaal vermogen kleiner dan of gelijk aan 100 kW die minstens dertien jaar oud is, te rekenen van het bouwjaar, wordt aanvaard als omstandige diagnose indien ze verricht wordt in het kader van een procedure van een energie-audit verricht door een auditor zoals bedoeld in artikel 12, § 2, 2°.

§ 4. De persoon die de diagnose verricht heeft zoals bedoeld in § 1 :

1° maakt de eigenaar een omstandige diagnoseverslag over waarvan de inhoud wordt vastgelegd door de Minister van Energie en houdt er een duplicaat van ter beschikking van de toezichhoudend ambtenaar, tijdens minstens twee jaar;

2° verstrekt de eigenaar raad over de vervanging van warmtegeneratoren, over andere mogelijke wijzigingen van het verwarmingssysteem en over de te overwegen alternatieve oplossingen die een vermindering van het energieverbruik mogelijk maken;

3° licht de eigenaar in over de bestaande tegemoetkomingsmaatregelen van de overheid of van derden met het oog op de verbetering of de vervanging van weinig performante centrale verwarmingsinstallaties.

Afdeling 3. — Periodieke controles

Art. 13. § 1. De periodieke controle waarvan sprake in artikel 10, 4°, wordt verricht volgens de nadere regels omschreven in bijlage IV en minstens met de volgende frequentie :

Type de combustible	Fréquence de contrôle
Solides	Annuelle
Liquides	Tous les deux ans
Gazeux	Tous les quatre ans

Daarnaast wordt er een controle verricht na elke interventie op het verbrandingsgedeelte van de warmtegenerator.

§ 2. De data waarop de controles dienen te gebeuren, moeten berekend worden vanaf de datum van eerste inbedrijfsname van de warmtegenerator.

De controles dienen uiterlijk verricht te worden binnen de drie maanden die daarop volgen.

§ 3. De controles worden verricht :

1° ofwel door het personeel dat over de kwalificatie en, indien vereist, over de erkenning waarvan sprake in bijlage I beschikt;

2° ofwel voor de vloeibare of gasachtige brandstoffen, door de verwarmingscontroleurs.

§ 4. De persoon die de controle heeft verricht, maakt de gebruiker het controleattest over dat overeenstemt met het model vastgelegd door de Minister van Leefmilieu waarin minstens de gegevens ingezameld volgens de nadere regels bepaald in bijlage IV over aan de persoon die over het centrale verwarmingsdossier betreffende de plaatsing van de centrale verwarming beschikt en houdt er een duplicaat van ter beschikking van de toezichhoudend ambtenaar.

Aan het controleattest, overgemaakt aan de gebruiker, worden de ticketten gevoegd, geproduceerd door de gebruikte meetuitrustingen zoals bedoeld in artikel 14, § 1, lid 2, 1°.

De gebruiker en de persoon die de controle heeft verricht bewaren de twee laatste attesten.

§ 5. Als de centrale verwarmingsinstallatie na afloop van de controle niet conform wordt verklaard, laat de eigenaar of de gebruiker, al naar gelang, binnen de vijf maanden de elementen van die installatie herstellen of aanpassen die aan de oorsprong van de niet-conformiteit liggen.

Na afloop van die termijn wordt er een nieuwe controle verricht. Als de installatie opnieuw niet-conform wordt verklaard, wordt ze stopgezet en mag ze niet in werking worden gesteld dan na afloop van een nieuwe controle waarbij tot de conformiteit van de installatie wordt besloten.

In woongebouwen kan een centrale verwarmingsinstallatie die niet-conform wordt verklaard a afloop van de periodieke controle evenwel één enkele keer, ter afwijking van lid 2, in bedrijf gehouden worden tijdens een periode van maximum drie maanden tussen september en april, behalve als de werking ervan de veiligheid van de personen in het gedrang dreigt te brengen.

Afdeling 4. — Meettoestellen

Art. 14. § 1. De meetuitrustingen die gebruikt worden bij de uitvoering van de oplevering, de omstandige diagnose of de controles bedoeld in de artikelen 11, 12 en 13 beantwoorden, voor wat betreft de gasmetingen of volgende parameters : CO, O₂, CO₂, temperaturen, druk, aan de technische vereisten van tabel 1 van de norm NBN EN 50379-1 : Specificatie voor draagbaar elektrisch materieel bestemd voor het meten van rookgasparameters van verwarmings-toestellen - Deel 1 : Algemene eisen en beproevingsmethoden, eerste editie, 2004, of de laatste herziening ervan.

Daarnaast worden die uitrustingen uitgerust om :

1° ticketten te kunnen produceren waarop de uitslagen van de verrichte metingen worden vermeld, evenals datum en uur waarop ze zijn uitgevoerd;

2° de gelijktijdige aansluiting mogelijk maken van twee temperatuursonden om tegelijk de temperatuur te kunnen meten van de verbrandingsgassen en van de oxiderende lucht bij gesloten warmtegeneratoren.

§ 2. De goede staat van werking en de dichtheid worden gecontroleerd door de technicus voor elke meting en geijkt (nulstelling) volgens de voorschriften van de fabrikant.

§ 3. De meetuitrustingen worden gecontroleerd en geijkt voor het eerste gebruik en minstens één keer om de twee jaar overeenkomstig de internationaal erkende normen of, bij ontstentenis, volgens de aanwijzingen verstrekt door de fabrikant ervan.

Bij de controle en de ijking wordt er een attest van de goede werking van het apparaat verstrekt en wordt er een sticker op het toestel gekleefd. Die sticker vermeldt de datum van de laatste controle/ijking, en de datum van de volgende controle/ijking. Een afschrift van het attest van de goede werking hoort bij het betrokken toestel.

De controle- en ijkingcertificaten van de meettoestellen worden ter beschikking van de toezichthoudende ambtenaren gehouden.

Afdeling 5. — Register van de opleverings-, omstandige diagnose en periodieke controle-akten en mededeling van de gegevens aan het bestuur

Art. 15. § 1. Het personeel dat de oplevering, de omstandige diagnose en de periodieke controles waarvan sprake in de artikelen 11, 12 en 13 heeft uitgevoerd, houdt een chronologisch register bij van die akten die hij gedurende vier jaar bewaart.

§ 2. Het personeel bedoeld in § 1 maakt binnen de vijf werkdagen, op eenvoudig verzoek van de directeur-generaal of van de toezichthoudende ambtenaar een afschrift over van de volgende stukken :

- het register bedoeld in § 1;
- elk opleveringsverslag dat hij opstelt;
- elk omstandig diagnoseverslag dat hij opgesteld heeft;
- elk controleattest dat hij opgesteld heeft.

§ 3. Met inachtneming van de beginselen omschreven in bijlage V mag de Minister van Leefmilieu de gegevens vastleggen die bovenop de gegevens bedoeld in §§ 1 en 2 komen, en de regels voor het overmaken ervan, die het personeel dat de oplevering, de omstandige diagnose en de periodieke controles bedoeld in de artikelen 11, 12 en 13 heeft uitgevoerd, aan de directeur-generaal moet overmaken.

Afdeling 6. — Controle van het werk van de technici en de auditoren erkend door een aangewezen geaccrediteerde controle-instelling

Art. 16. § 1. De directeur-generaal kan te allen tijde een opgeleverde verwarmingsinstallatie die gecontroleerd is of die een omstandige diagnose ondergaat overeenkomstig dit besluit, onderwerpen aan een controle door een geaccrediteerde controle-instelling aangewezen overeenkomstig de bepalingen geldend voor de overheidsopdrachten.

De controle heeft betrekking op de conformiteit van de interventies door het erkende personeel bedoeld in bijlage I, het personeel bedoeld in artikel 12, § 2, de verwarmingscontroleur bedoeld in artikel 13, § 3, 2°, ten opzichte van de vereisten bepaald in dit besluit.

§ 2. Om aangewezen te worden overeenkomstig § 1, vervult de geaccrediteerde controle-instelling volgende voorwaarden,

1° geaccrediteerd zijn :

a) als controle-instelling van het type A op grond van de criteria NBN - EN ISO/IEC 17020 : Algemene criteria voor het functioneren van verschillende soorten instellingen die keuringen uitvoeren, eerste editie, november 2004, of de laatste herziening ervan, voor de activiteiten bepaald in dit besluit, overeenkomstig het accreditatiesysteem ingevoerd overeenkomstig de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van de instellingen voor de conformiteitsbeoordeling, of;

b) door een organisatie die gelijkwaardig is aan de instelling die de accreditaties aflevert in het kader van het systeem bedoeld in punt a, waarbij criteria opgelegd worden die dezelfde garanties bieden als het accreditatiesysteem bedoeld in punt a;

2° onder het personeel beschikken over houders van een bekwaamheidsattest voor vloeibare en/of gasachtige brandstoffen die overeenstemmen met het soort te bezoeken installatie en, in voorkomend geval, beschikkend over het bekwaamheidsattest inzake de omstandige diagnose die overeenstemt met het soort te bezoeken installatie.

De aanwijzing wordt verleend voor een periode van maximum drie jaar. Ze is verlengbaar.

Art. 17. Bij elke controle verstrekt de instelling bedoeld in artikel 16 een controleverslag aan de directeur-generaal en :

1° aan de eigenaar indien de interventie die gecontroleerd wordt een oplevering is zoals bedoeld in artikel 11 of een omstandige diagnose zoals bedoeld in artikel 12;

2° aan de gebruiker indien de interventie die gecontroleerd wordt een periodieke controle is zoals bedoeld in artikel 13.

Als uit de controle blijkt dat de gecontroleerde persoon zijn opdracht op niet-reglementaire wijze heeft uitgevoerd, kan er een nieuwe controle gehouden worden in aanwezigheid van de geaccrediteerde instelling en van de gecontroleerde persoon, op verzoek van laatstgenoemde. In dat geval licht de geaccrediteerde instelling de directeur-generaal per aangetekend schrijven daarover in, uiterlijk acht werkdagen voor die nieuwe controle. De directeur-generaal of de toezichthoudend ambtenaar mogen de controle bijwonen. Als de nieuwe controle de aanvankelijke conclusies, geformuleerd door de geaccrediteerde instelling, bevestigt, worden de kosten ervan overgenomen door de gecontroleerde persoon.

Art. 18. De vergoeding voor de dienstverlening van de instelling aangewezen overeenkomstig artikel 16 leeft de perken van de beschikbare kredieten bij het Fonds voor de Milieubescherming na.

HOOFDSTUK VI. — *Erkenning van de technici voor vloeibare brandstoffen en van de technici voor gasachtige brandstoffen*

Afdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 19. Om erkend te worden voldoet elke persoon aan de volgende voorwaarden :

1° voor de erkenning als technicus voor vloeibare brandstoffen, houder zijn van een geldig bekwaamheidsattest voor vloeibare brandstoffen;

2° voor de erkenning als technicus voor gasachtige brandstoffen :

a) van het type GI : houder zijn van het geldige bekwaamheidsattest voor gasachtige brandstoffen van het type GI, verstrekt overeenkomstig hoofdstuk VI;

b) van het type GII : houder zijn van het geldige bekwaamheidsattest voor gasachtige brandstoffen van het type GI, verstrekt overeenkomstig hoofdstuk VI;

3° beschikken over het behoorlijk onderhouden materiaal nodig voor de controles betreffende de goede werking van de installaties;

4° als zelfstandige of loontrekkende werkzaam zijn bij een onderneming die bij de Kruispuntbank van de Ondernemingen geregistreerd is;

5° wanneer hij een verantwoordelijkheid heeft in het beheer van de onderneming, werkzaam zijn bij een onderneming die de tegels voor de toegang tot het beroep naleeft indien dat vereist is.

Afdeling 2. — Procedure voor de toekenning van de erkenning

Art. 20. § 1. De erkenningsaanvraag wordt aan de directeur-generaal gericht of hem tegen ontvangstbewijs overgemaakt.

De aanvraag wordt ingediend aan de hand van een formulier dat ter beschikking wordt gesteld op de website van het DGARNE.

§ 2. De directeur-generaal stuurt de aanvrager zijn beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag binnen vijftien dagen te rekenen van de dag waarop hij die heeft ontvangen

De aanvraag is onvolledig als er gevraagde gegevens of stukken ontbreken.

§ 3. Als de aanvraag onvolledig is, deelt de directeur-generaal per schrijven aan de aanvrager mee welke gegevens of stukken ontbreken. De aanvrager beschikt vervolgens over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het schrijven, om de ontbrekende gegevens of stukken per schrijven of ontvangstbewijs aan de directeur-generaal te sturen. Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvullende stukken en gegevens stuurt de directeur-generaal zijn beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevonden werd.

§ 4. De directeur-generaal deelt zijn beslissing tot toekenning of weigering van de erkenning bij ter post aangetekende brief aan de aanvrager mee binnen zestig dagen, te rekenen van de dag waarop hij de erkenningsaanvraag heeft ontvangen.

Afdeling 3. — Beroepsprocedure

Art. 21. Er kan door de aanvrager bij de Minister van Leefmilieu tegen de beslissingen waarvan sprake in artikel 20, § 4, een beroep ingediend worden. Het beroep wordt per schrijven met ontvangstbewijs aan de directeur-generaal gezonden binnen de twintig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing. Het wordt ingediend aan de hand van een formulier waarvan het model ter beschikking wordt gesteld op de website van het DGARNE.

De Minister van Leefmilieu deelt zijn beslissing per brief aan de aanvrager mee binnen vijfenveertig dagen, te rekenen van de dag waarop hij het beroep heeft ontvangen.

Afdeling 4. — Dossierrecht

Art. 22. § 1^{er}. Een dossiersrecht, waarvan de opbrengst integraal aan het "Fonds pour la protection de l'environnement" gestort wordt, wordt ten laste van de technicus voor vloeibare brandstoffen of de technicus voor gasachtige vloeistoffen van niveau GI geheven wegens de indiening van een aanvraag overeenkomstig artikel 20, § 1.

Het dossierrecht wordt vastgesteld op 150 euro. Het is verschuldigd op de datum van indiening van de erkenningsaanvraag.

Er wordt een afschrift van het ontvangstbewijs van de storting of van het debetbericht voor de storting van het dossierrecht gevoegd bij de erkenningsaanvraag.

§ 2. Het dossierrecht waarvan sprake in § 1 is niet verschuldigd door de technicus die over een geldige erkenning beschikt voor de vloeibare brandstoffen indien hij een erkenning aanvraagt voor de gasachtige vloeistoffen, en omgekeerd. In die gevallen moet een afschrift van de beslissing van de directeur-generaal, waarvan sprake in artikel 20, § 4, bij de nieuwe erkenningsaanvraag worden gevoegd.

§ 3. Jaarlijks op één januari wordt het bedrag waarvan sprake in § 2, lid 2, aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen van het afgelopen jaar. Het bedrag wordt vermenigvuldigd met een coëfficiënt die verkregen wordt door de verhouding te berekenen tussen het indexcijfer van de consumptieprijzen geldig tijdens de lopende maand januari en het indexcijfer dat geldig was tijdens de maand januari van het voorafgaande jaar. Het aldus verkregen bedrag wordt naar de lagere eenheid afgerond.

Afdeling 5. — Duur, wijziging en verlenging van de erkenning

Art. 23. De erkenning wordt toegekend voor een beperkte duur op de datum waarop het relevante bekwaamheidsattest vervalt.

Art. 24. De artikelen 19 tot en met 22 zijn van toepassing op de aanvraag tot verlenging van de erkenning.

Het aanvraagformulier wordt samen met het attest van de voortgezette opleiding, waarvan sprake in artikel 38, mutatis mutandis, ingediend.

Art. 25. De erkende technicus licht het DGARNE binnen de maand per aangetekend schrijven in over elke wijziging die betrekking heeft op zijn erkenning.

Afdeling 6. — Opschorting en intrekking van de erkenning

Art. 26. De directeur-generaal kan de erkenning opschorten of intrekken indien de erkend technicus :

1° de bepalingen van dit besluit overtreedt;

2° de controle van zijn activiteiten door de toezichhoudende ambtenaren belet.

Art. 27. § 1. Wanneer de directeur-generaal voornemens is de erkenning op te schorten of in te trekken, licht hij er bij aangetekend schrijven de betrokken technicus over in en, in voorkomend geval, de onderneming waar hij werkzaam is. Het voorstel tot opschorting of intrekking vermeldt de motieven die die opschorting of intrekking verantwoorden.

De erkend technicus beschikt over een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het voorstel tot opschorting of intrekking om zijn schriftelijke bemerkingen over te maken aan de directeur-generaal.

Hij wordt eveneens op eigen verzoek gehoord.

§ 2. De directeur-generaal beslist over het beroep binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van :

1° ofwel de ontvangst van de bemerkingen waarvan sprake in § 1, lid 2, of, bij ontstentenis, van de afloop van de termijn van dertig dagen bedoeld in hetzelfde lid;

2° ofwel, indien ze gehouden wordt, tijdens de hoorzitting waarvan sprake in § 1, lid 3.

De beslissing wordt bij aangetekend schrijven aan de betrokken erkend technicus en aan zijn eventuele werkgever overgemaakt.

§ 3. Bij intrekking van de erkenning dient de technicus het originele exemplaar en de eventuele voor eensluidend verklaarde afschriften van de erkenning binnen de veertien dagen na het versturen van de beslissing aan het DGARNE terug te geven.

§ 4. De directeur-generaal kan de erkenning onmiddellijk opschorten indien er sprake is van een bijzonder gemotiveerd geval van dringende noodzakelijkheid.

Art. 28. Er kan door de betrokken erkend technicus een beroep worden ingediend tegen de beslissingen tot opschorting of intrekking van de erkenning bij de Minister van Leefmilieu. Het beroep wordt per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan de directeur-generaal gezonden binnen de twintig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing. Het wordt ingediend aan de hand van een formulier waarvan het model ter beschikking wordt gesteld op de website van het DGARNE.

De beslissing van de Minister van Leefmilieu wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de verzoeker medegedeeld binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep.

Behalve in het geval waarvan sprake in artikel 27, § 4, is het beroep opschortend.

HOOFDSTUK VII. — Bekwaamheidscertificaat voor vloeibare brandstoffen, bekwaamheidscertificaat voor gasachtige vloeistoffen en bekwaamheidscertificaat voor de omstandige diagnose, bekwaamheidscertificaat voor de verwarmingscontrole

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 29. § 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen 41 en 44 worden het bekwaamheidscertificaat voor vloeibare brandstoffen, het bekwaamheidscertificaat voor gasachtige vloeistoffen, het bekwaamheidscertificaat voor de omstandige diagnose en het bekwaamheidscertificaat voor de verwarmingscontrole afgeleverd door certificatiecentra erkend door de directeur-generaal.

§ 2. Het bekwaamheidscertificaat voor vloeibare of gasachtige brandstoffen bekrachtigt het welslagen in een examen overeenkomstig de bepalingen van bijlage VI.

Het bekwaamheidscertificaat voor de omstandige diagnose bekrachtigt het welslagen in een examen volgend op een adequate opleiding waarvan de inhoud en de duur door de Minister van Energie worden vastgelegd.

Het bekwaamheidscertificaat voor de verwarmingscontrole bekrachtigt het welslagen in een examen volgend op een opleiding "verwarmingscontrole" waarvan de inhoud en de duur door de Minister van Energie worden vastgelegd.

Afdeling 2. — Erkenning van de certificatiecentra

Art. 30. Om erkend te worden voldoet het certificatiecentrum aan volgende voorwaarden :

1° *a)* voor de erkenning als certificatiecentrum voor gasachtige brandstoffen GI of GII (of voor vloeibare brandstoffen) : de opleiding verzorgen voor gasachtige brandstoffen van het type GI of GII (of vloeibare brandstoffen), bedoeld in bijlage VI, overeenkomstig de daar bepaalde nadere regels, met dienovereenkomstige proeven.

De Minister van Leefmilieu kan nadere procedureregels vastleggen die bovenop de regels bepaald in bijlage VI, C, vastleggen :

b) voor de erkenning als certificatiecentrum voor de omstandige diagnose van het type I/II : erkend worden als certificatiecentrum voor vloeibare of gasachtige brandstoffen en de opleiding voor de "omstandige diagnose" van het type I/II verzorgen, met dienovereenkomstige proeven;

b) voor de erkenning als certificatiecentrum voor de verwarmingscontrole : erkend worden als certificatiecentrum voor vloeibare of gasachtige brandstoffen en de opleiding voor de "verwarmingscontrole" verzorgen, met dienovereenkomstige proeven;

2° over het onderrichtend personeel beschikken overeenkomstig de bepalingen van bijlage VII, A;

3° een examenjury samenstellen overeenkomstig de bepalingen van bijlage VII, B;

4° *a)* voor de erkenning als certificatiecentrum voor vloeibare brandstoffen of voor gasachtige brandstoffen GI of GII, beschikken over een technische infrastructuur overeenkomstig de bepalingen van bijlage VII, C;

b) voor de erkenning als certificatiecentrum voor de omstandige diagnose, in voorkomend geval beschikken over de technische infrastructuur vastgelegd door de Minister van Energie.

Art. 31. § 1. De erkenningsaanvraag wordt per schrijven ingediend tegen ontvangstbewijs overgemaakt aan de directeur-generaal aan de hand van een formulier waarvan het model ter beschikking wordt gesteld op de website van het DGARNE.

§ 2. De directeur-generaal stuurt de aanvrager zijn beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag binnen vijftien dagen te rekenen van de dag waarop hij die heeft ontvangen

De aanvraag is onvolledig als er gevraagde gegevens of stukken ontbreken.

§ 3. Als de aanvraag onvolledig is, deelt de directeur-generaal per schrijven aan de aanvrager mee welke gegevens of stukken ontbreken. De aanvrager beschikt vervolgens over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het schrijven, om de ontbrekende gegevens of stukken per schrijven of ontvangstbewijs aan de directeur-generaal te sturen. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvullende stukken en gegevens stuurt de directeur-generaal zijn beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevonden werd.

§ 4. De aanvraag is onontvankelijk :

1° als ze is ingediend in strijd met § 1;

2° als ze twee keer onvolledig wordt geacht;

3° als de aanvrager de aanvullende stukken of gegevens niet indient binnen de termijn van § 3.

Als de aanvraag onontvankelijk is, moet de directeur-generaal de onontvankelijkheidsgronden aan de aanvrager meedelen.

§ 5. De directeur-generaal deelt zijn beslissing tot toekenning of weigering van de erkenning bij ter post aangetekende brief aan de aanvrager mee binnen vijftenvierentwintig dagen, te rekenen van de dag waarop hij de volledigheid en de ontvankelijkheid van de erkenningsaanvraag heeft ontvangen. Als de erkenning toegekend wordt, wordt er een erkenningsnummer toegewezen aan het certificatiecentrum.

Art. 32. De erkenning van het certificatiecentrum wordt toegekend voor een periode van vijf jaar.

Art. 33. Er kan door de aanvrager bij de Minister van Leefmilieu tegen de beslissingen waarvan sprake in artikel 31, § 5, een beroep ingediend worden. Het beroep wordt per schrijven of tegen ontvangstbewijs aan de directeur-generaal gezonden binnen de twintig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing. Het wordt ingediend aan de hand van een formulier waarvan het model ter beschikking wordt gesteld op de website van het DGARNE.

De Minister van Leefmilieu deelt zijn beslissing bij ter post aangetekend schrijven mee aan de aanvrager mee binnen vijftenvierentwintig dagen, te rekenen van de dag waarop hij het beroep heeft ontvangen.

Art. 34. § 1. De directeur-generaal kan de erkenning opschorten of intrekken indien het certificatiecentrum :

1° de bepalingen van dit besluit overtreedt;

2° de controle van zijn activiteiten door de toezichthoudende ambtenaren belet.

§ 2. Wanneer de directeur-generaal voornemens is de erkenning op te schorten of in te trekken, licht hij er bij aangetekend schrijven de verantwoordelijke van het betrokken certificatiecentrum over. Het voorstel tot opschorting of intrekking vermeldt de motieven die die opschorting of intrekking verantwoorden.

De verantwoordelijke van het betrokken certificatiecentrum beschikt over een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het voorstel tot opschorting of intrekking om zijn schriftelijke bemerkingen over te maken aan de directeur-generaal.

De verantwoordelijke van het betrokken certificatiecentrum wordt eveneens op eigen verzoek gehoord.

§ 3. De directeur-generaal beslist over het beroep binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van :

1° ofwel de ontvangst van de bemerkingen waarvan sprake in § 2, lid 2, of, bij ontstentenis, van de afloop van de termijn van dertig dagen;

2° ofwel van de hoorzitting bedoeld in § 2, lid 3.

De beslissing wordt per aangetekend schrijven gezonden aan de verantwoordelijke van het certificatiecentrum.

§ 43. Bij intrekking van de erkenning dient de verantwoordelijke van het certificatiecentrum het originele exemplaar en de eventuele voor eensluidend verklaarde afschriften van de erkenning binnen de veertien dagen na het versturen van de beslissing aan het DGARNE terug te geven.

Art. 35. Er kan door het certificatiecentrum een beroep worden ingediend tegen de beslissingen tot opschorting of intrekking van de erkenning bij de Minister van Leefmilieu. Het beroep wordt per schrijven of tegen ontvangstbewijs aan de directeur-generaal gezonden binnen de twintig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing. Het wordt ingediend aan de hand van een formulier waarvan het model ter beschikking wordt gesteld op de website van het DGARNE.

De beslissing van de Minister van Leefmilieu wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de verzoeker medegedeeld binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep.

Art. 36. Het erkende certificatiecentrum deelt binnen één maand per aangetekend schrijven aan de directeur-generaal elke wijziging betreffende het centrum mee die betrekking heeft op de gegevens opgenomen in het formulier waarvan sprake in artikel 31, § 1.

Afdeling 3. — Opleidingen, examens en verstrekken van de certificaten

Art. 37. Het certificatiecentrum deelt het DGARNE minstens vijftien werkdagen voor aanvang van de cursussen en de examens de data mee waarop die plaats moeten vinden.

De directeur-generaal of de toezichthoudend ambtenaar mogen het examen bijwonen.

Om het goede verloop ervan te garanderen, mag hij te allen tijde nagaan of de technische infrastructuur bedoeld in artikel 30, 4°, conform is. Het certificatiecentrum verstrekt hem elke inlichting of elk stuk die hij wenst te krijgen.

Art. 38. Binnen de vijftien werkdagen volgend op het examen overhandigt het certificatiecentrum de kandidaten die voor het examen geslaagd zijn het desbetreffende certificaat.

Het certificaat wordt opgesteld overeenkomstig het model dat ter beschikking wordt gesteld op de website van het DGARNE.

Het certificaat is geldig voor een periode van vijf jaar te rekenen van de dag waarop het examen met vrucht is afgelegd.

Bij verlenging wordt de datum voor het vervallen van het certificaat vastgesteld op vijf dagen te rekenen van de vervaldatum van het certificaat dat verlengd moet worden.

Art. 39. § 1. Binnen de dertig werkdagen volgend op het examen wordt er een verslag over de examenzittijd aan het DGARNE overgemaakt. Dat verslag bevat minstens de volgende gegevens :

1° de lijst van de juryleden die de examens bijgewoond hebben;

2° voor elke kandidaat die het examen afgelegd heeft, diens nauwgezetheidscijfer;

3° de lijst van de kandidaten die het bekwaamheidscertificaat voor vloeibare brandstoffen, het bekwaamheidscertificaat voor gasachtige vloeistoffen (met precisering van het type), het bekwaamheidscertificaat voor de omstandige diagnose (met precisering van het type) en het bekwaamheidscertificaat voor de verwarmingscontrole gekregen hebben;

4° de percentages die door de verschillende kandidaten behaald zijn bij de verschillende examengedeelten.

Het verslag wordt ondertekend voor de juryverantwoordelijke die de examens bijgewoond heeft.

§ 2. Bij het verslag wordt een afschrift of een duplicaat van de afgeleverde certificaten gevoegd.

Art. 40. Om de kosten te dekken voortvloeiend uit de organisatie van de opleiding en de examens, mag het certificatiecentrum een inschrijvingsrecht van de kandidaten innen.

De Minister van Leefmilieu kan het maximumbedrag van het inschrijvingsrecht vastleggen.

Afdeling 4. — Titels en diploma's die recht geven op de toekenning van een bekwaamheidscertificaat voor vloeibare brandstoffen, een bekwaamheidscertificaat voor gasachtige vloeistoffen, een bekwaamheidscertificaat voor de omstandige diagnose

Art. 41. Het behalen van een titel of een diploma verstrekt door de onderwijsinstellingen of de opleidingscentra erkend door de directeur-generaal waarmee het welslagen in een opleiding bekrachtigd wordt in hiernavermelde vakken geeft recht op de toekenning van een bekwaamheidscertificaat voor vloeibare brandstoffen, van een bekwaamheidscertificaat voor gasachtige brandstoffen of van een bekwaamheidscertificaat voor de omstandige diagnose :

1° de vakken bepaald in bijlage VII, C, voor wat betreft de vloeibare of gasachtige brandstoffen;

2° de vakken vastgelegd door de Minister van Energie overeenkomstig artikel 29, § 2, lid 2, voor wat betreft de omstandige diagnose.

Art. 42. Om erkend te worden, moeten de onderwijsinstellingen of de opleidingscentra beschikken over een technische infrastructuur overeenkomstig de bepalingen van artikel 30, 4°.

Art. 43. De artikelen 31 tot en met 36 zijn mutatis mutandis van toepassing op de erkenning van de onderwijsinstellingen of de opleidingscentra.

Art. 44. Het certificaat dat met de opleiding overeenstemt wordt afgeleverd door de onderwijsinstelling of het erkende opleidingscentrum, tegelijk met het verstrekken van de titel of het diploma bedoeld in artikel 41 of, in voorkomend geval, een voorlopig attest van welslagen.

Het certificaat wordt opgesteld overeenkomstig het model dat ter beschikking wordt gesteld op de website van het DGARNE.

Er wordt onverwijld een afschrift van overgemaakt aan de directeur-generaal.

Art. 45. De directeur-generaal of de toezichthoudend ambtenaar kan te allen tijde nagaan of de technische infrastructuur waarvan sprake in artikel conform is. Het examencentrum of het opleidingscentrum verstrekt hem elk gegeven of elk stuk dat hij wenst te krijgen.

Afdeling 5. — Vervolmakingsprogramma

Art. 46. § 1. Om de vijf jaar, te rekenen van de afgifte van het certificaat bedoeld in de artikelen 38 en 44, volgt de technicus met het oog op de vernieuwing van zijn certificaat, een opleiding met dienovereenkomstige proef met betrekking tot de vakken bedoeld in artikel 47, lid 2.

De opleiding duurt minstens :

1° acht uren voor de verlenging van het bekwaamheidscertificaat voor vloeibare brandstoffen;

2° zes uren voor de verlenging van het bekwaamheidscertificaat voor gasachtige brandstoffen van type G1;

3° twee uren voor de verlenging van het bekwaamheidscertificaat voor gasachtige brandstoffen van type G2.

De opleiding wordt door de technicus gevolgd ten vroegste één jaar voor de vervaldatum van het certificaat en uiterlijk één maand voor die vervaldatum.

§ 2. De de directeur-generaal kan de erkend technicus die een vergelijkbare opleiding heeft gevolgd in het Vlaamse Gewest, in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of in een andere lidstaat van de Europese Unie vrijstellen van de opleiding waarvan sprake in § 1.

Art. 47. De opleiding waarvan sprake in artikel 46, § 1, wordt afgeleverd door het overeenkomstig de artikelen 31, § 5, of 43 erkende certificatiecentrum voor het vak dat aan de opleiding beantwoordt.

De inhoud ervan en de nadere regels voor de dienovereenkomstige proef worden door de Minister van Leefmilieu vastgelegd op grond van de evolutie :

1° van de wetgeving in verband met de dienstovereenkomstige certificering;

2° de technieken en de praktijken in verband met het dienovereenkomstige certificaat die zouden kunnen bijdragen tot de vermindering van de emissies en van het energieverbruik door de centrale verwarmingsinstallaties;

Art. 48. De artikelen 37 tot 40 zijn mutatis mutandis van toepassing op de opleiding waarvan sprake in artikel 46, § 1.

Afdeling 6. — Verlenging van het certificaat voor de omstandige diagnose en van het certificaat voor de verwarmingscontrole

Art. 49. § 1. De Minister van Energie omschrijft de nadere regels voor de verlenging van het certificaat voor de omstandige diagnose.

§ 2. De Minister van Leefmilieu omschrijft de nadere regels voor de verlenging van het certificaat voor de verwarmingscontrole.

Afdeling 7. — Subsidiëring van de certificatiecentra

Art. 50. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister van Leefmilieu subsidies toekennen aan de certificatiecentra voor vloeibare brandstoffen en gasachtige brandstoffen erkend overeenkomstig artikel 31, § 5.

Art. 51. Om voor de subsidie in aanmerking te kunnen komen, voldoen de certificatiecentra aan volgende voorwaarden :

1° het maximumbedrag naleven zoals vastgesteld in volgende tabel :

	Montant maximum réclamé par le centre de certification lui permettant de bénéficier de la subvention		
	Formation	Examen	Formation + examen
L	a	b	a + b
GI	c	d	c + d
GII	e	f	e + f

2° voor geen enkele subsidie door een andere overheid in aanmerking komen voor de activiteiten waarvoor een subsidie wordt aangevraagd.

De waarden van a, b, c, d, e en f worden vastgelegd door de Minister van Leefmilieu.

Art. 52. De subsidie wordt toegekend per kandidaat die de gezamenlijke examens heeft voorgelegd en die aan minstens twee derde van de cursussen van de dienovereenkomstige opleiding heeft deelgenomen indien hij ingeschreven is.

Art. 53. Per kandidaat en per type certificaat kan de subsidie één enkele keer toegekend worden, behoudens bij verlenging van dat certificaat.

Art. 54. De subsidie voor enkel het examen of voor het examen voorafgegaan door de dienovereenkomstige opleiding beantwoordt aan volgende bedragen.

	Montant de la subvention par élève se présentant à un examen	
	Examen seul	Formation + examen
L	a * k	(a + b) * k
GI	c * k	(c + d) * k
GII	e * k	(e + f) * k

Het subsidiepercentage (k) in verhouding tot het maximumbedrag gevraagd door het certificatiecentrum waardoor het in aanmerking kan komen voor de subsidie wordt bepaald door de Minister van Leefmilieu.

Art. 55. De subsidie-aanvraag wordt achteraf ingediend, wanneer het verslag van de examenzeitijd waarvan sprake in artikel 39, § 1, aan het DGARNE wordt overgemaakt.

Wanneer een subsidie voor de opleiding en het dienovereenkomstige examen wordt aangevraagd, voegt het certificatiecentrum bij het verslag van de examenzeitijd waarvan sprake in artikel 39, § 1, de aanwezigheidslijst, ondertekend door de kandidaten waarvoor de subsidie wordt aangevraagd, en een gedagtekende en ondertekende verklaring waarbij bevestigd wordt dat het centrum geen enkele subsidie aanvraagt voor de activiteiten waarvoor reeds een subsidie-aanvraag is ingediend bij een andere overheid.

Art. 56. Op één januari van elke jaar worden de bedragen waarvan sprake in de artikelen 51 en 54 aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen van het afgelopen jaar.

Die bedragen worden vermenigvuldigd met een coëfficiënt die verkregen wordt door de verhouding te berekenen van het indexcijfer der consumptieprijzen, geldig tijdens de lopende maand januari, tot het cijfer die van toepassing was tijdens de maand januari van het vorige jaar. De aldus verkregen bedragen worden naar de lagere eenheid afgerond.

Afdeling 8. — Opschorting en intrekking van het certificaat voor de omstandige diagnose en van het certificaat voor de verwarmingscontrole

Art. 57. De directeur-generaal kan het bekwaamheidscertificaat voor de omstandige diagnose en het bekwaamheidscertificaat voor de verwarmingscontrole opschorten of intrekken indien de technicus de bepalingen van dit besluit overtreedt.

Art. 58. § 1. Wanneer de directeur-generaal het voornemen heeft om het certificaat waarvan sprake in artikel 57 op te schorten of in te trekken, licht hij daar de technicus per aangetekend schrijven over in. Het voorstel tot schorsing of intrekking geeft de verantwoordende motieven op.

De technicus beschikt over een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het voorstel tot opschorting of intrekking om zijn schriftelijke bemerkingen over te maken aan de directeur-generaal.

De technicus wordt eveneens op eigen verzoek gehoord.

§ 2. De directeur-generaal beslist binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van :

1° ofwel de ontvangst van de bemerkingen waarvan sprake in § 1, lid 2, of, bij ontstentenis, van het verloop van de termijn van dertig dagen;

2° ofwel de hoorzitting waarvan sprake in § 1, lid 3, indien deze plaatsvindt.

De beslissing wordt bij aangetekend schrijven gezonden aan de technicus en aan zijn eventuele werkgever.

§ 3. Bij intrekking moet de technicus het originele exemplaar en de eventuele voor eensluidend verklaarde afschriften van het certificaat binnen de veertien dagen volgend op het versturen van de beslissing aan het DGARNE teruggeven.

§ 4. De directeur-generaal kan, in een geval van bijzonder gemotiveerde dringende noodzakelijkheid, het certificaat onmiddellijk opschorten.

Art. 59. Er kan door de technicus een beroep tegen de beslissing tot opschorting of intrekking waarvan sprake in artikel 57 ingediend worden bij de Minister. Het beroep wordt binnen de twintig dagen na de ontvangst van de omstreden beslissing aan de directeur-generaal gezonden bij aangetekend schrijven of overgemaakt tegen ontvangstbewijs. Het wordt ingediend met het formulier waarvan het model ter beschikking wordt gesteld op de website van het DGARNE.

De beslissing van de Minister van Leefmilieu wordt per aangetekend schrijven aan de verzoeker medegegeeld binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep.

Behoudens in het geval waarvan sprake in artikel 58, § 4, is het beroep opschortend.

HOOFDSTUK VIII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 60. Het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof wordt opgeheven.

Art. 61. Het koninklijk besluit van 12 april 1979 houdende regeling van de toekenning van subsidies aan inrichtingen die belast zijn met de uitkering van het certificaat van kwalificatie en voortgezette opleiding in verbrandingscontrole en onderhoud van verwarmingsinstallaties die met vloeibare brandstof worden gevoed wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van het besluit waarbij de Minister van Leefmilieu de waarden waarvan sprake in de artikelen 51 en 54 bepaalt.

Art. 62. § 1. Zolang de Minister van Leefmilieu de voorschriften waarvan sprake in artikel 4, § 2, niet heeft vastgelegd, moet de stookruimte, met inbegrip van de systemen voor luchtaanvoer en luchtafvoer en afvoer van de verbrandingsgassen gelegen in een gebouw waarvan het dossier voor de aanvraag van de stedenbouwkundige vergunning is ingediend voor of de dag van de inwerkingtreding van dit besluit, voldoen aan de bepalingen van de code van goede praktijk die erop van toepassing was op het ogenblik waarop de centrale verwarmingsinstallatie is geplaatst of op de bepalingen waaronder ze vervolgens viel.

§ 2. Wanneer de Minister van Leefmilieu de bepalingen waarvan sprake in artikel 4, § 3, vastlegt, kan hij voor de bestaande centrale verwarmingsinstallaties in een afwijking voorzien van de verplichtingen om ze uit te rusten met meetgaten. In dat geval worden die installaties vrijgesteld van de verplichting om de criteria waarvan sprake in artikel 8 en de controlecriteria waarvan sprake in artikel 10, 4°, vast te leggen.

Art. 63. Het personeel dat de oplevering waarvan sprake in artikel 9, § 1, 3°, verzorgt, moet tot 1 januari 2013 enkel aan de voorwaarde waarvan sprake in artikel 11, § 2, 1°, voldoen.

Art. 64. § 1. De attesten voor een bestaande centrale verwarmingsinstallatie die voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit zijn afgeleverd overeenkomstig het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof wordt opgeheven blijven geldig :

1° gedurende twee jaar na de datum van uitreiking ervan indien het een installatie met vloeibare brandstoffen betreft;

2° één jaar na de datum van uitreiking ervan indien het een installatie met vaste brandstoffen betreft.

§ 2. Ter afwijking van artikel 13 § 2, lid 1, moet de datum waarop de eerste controle waarvan sprake in artikel 10, 4°, verricht moet worden op een bestaande centrale verwarmingsinstallatie met vloeibare brandstoffen of vaste brandstoffen berekend worden vanaf de vervaldatum van de geldigheid van het attest zoals omschreven in § 1. De verplichtingen vermeld in dit besluit zijn van toepassing op die centrale verwarmingsinstallatie vanaf de datum van die eerste controle.

Art. 65. Ter afwijking van artikel 13, § 2, lid 1, ondergaat een bestaande centrale verwarmingsinstallatie met gasachtige brandstoffen een eerste controle zoals bedoeld in artikel 10, 4°, uiterlijk vier jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

De verplichtingen vermeld in dit besluit zijn van toepassing op die centrale verwarmingsinstallatie vanaf de datum van die eerste controle.

Art. 66. De technicus die overeenkomstig het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof erkend is als bekwaam technicus wordt erkend als technicus voor vloeibare brandstoffen tot aan het verstrijken of de intrekking van zijn erkenning.

Art. 67. § 1. Ter afwijking van artikel 29, § 1, en onverminderd paragraaf 4 van dit artikel wordt elke persoon die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit de installatie of het onderhoud verricht van warmtegeneratoren met gasachtige brandstoffen als zelfstandige of loontrekkende van een onderneming die geregistreerd is bij de Kruispuntbank van de Ondernemingen, wordt beschouwd als beschikkend over de certificaten voor gasachtige brandstoffen van het type GI en GII.

§ 2. De personen bedoeld in § 1 dienen hun erkenningsaanvraag in overeenkomstig artikel 20, § 1, tussen 1 januari 2010 en 30 juni 2010.

§ 3. Elke persoon bedoeld in § 1 wordt beschouwd als erkend voor GI en GII tot aan de datum van de beslissing getroffen door de directeur-generaal overeenkomstig artikel 20, § 4.

§ 4. De directeur-generaal deelt de erkende technici bij ter post aangetekend schrijven de termijn mee waarin ze het certificaat voor gasachtige vloeistoffen van type GI en, in voorkomend geval, GII bedoeld in artikel 29 moeten halen.

Halen ze het certificaat niet binnen die termijn, dan vervalt de voorlopige equivalentie bedoeld in § 1.

Art. 68. De opleidingscentra die overeenkomstig het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof erkend zijn met het oog op het afleveren van het bekwaamheids en permanente vormingsattest voor de verbrandingscontrole en het onderhoud van installaties met vloeibare brandstoffen worden erkend als certificatiecentrum met het oog op het afleveren van het bekwaamheidscertificaat voor vloeibare brandstoffen van type I tijdens achttien maanden volgend op de inwerkingtreding van dit besluit.

Worden de inhoud en de minimumduur van de opleidingen voor vloeibare brandstoffen bedoeld in artikel 30, 1°, a niet bepaald, dan blijven de duur en de inhoud van de opleidingen verstrekt door de erkende opleidingscentra met het oog op het afleveren van het bekwaamheids- en voortdurende vormingscertificaat voor de verbrandingscontrole en het onderhoud van de installaties met vloeibare brandstoffen overeenkomstig het koninklijk besluit van 6 januari 1978 ongewijzigd. Worden de examens met vrucht afgelegd, dan reikt het opleidingscentrum de technicus het certificaat bedoeld in artikel 38 uit.

Worden de waarden waarvan sprake in de artikelen 51 en 54 niet bepaald, dan kan de Minister van Leefmilieu subsidies toekennen aan die centra op grond van de nadere regels bepaald in het koninklijk besluit van 12 april 1979 houdende regeling van de toekenning van subsidies aan inrichtingen die belast zijn met de uitkering van het certificaat van kwalificatie en voortgezette opleiding in verbrandingscontrole en onderhoud van verwarmingsinstallaties die met vloeibare brandstof worden gevoed.

Art. 69. Artikel 3 treedt in werking drie jaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

Artikel 4, § 2, is van toepassing op de datum van de eerste controle die verricht moet worden overeenkomstig artikel 10, 4°.

Artikel 5 treedt in werking op 1 januari 2011 en geldt niet voor de bestaande centrale verwarmingsinstallaties.

Artikel 9, § 1, 1° tot 3°, van dit besluit treedt in werking op 1 januari 2011.

Artikel 13, § 4, lid 2, en artikel 14 treden in werking twee jaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 70. De Minister van Leefmilieu en de Minister bevoegd voor Energie zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

**Bijlage I. — Personeel gemachtigd om bepaalde interventies te verrichten
(overeenkomstig artikel 3, artikel 7, artikel 9, § 1, 1° en 2° en artikel 13, § 3)**

Type de combustible	Type de générateur de chaleur	Techniciens habilité
Liquide	Tout type	Technicien agréé en combustibles liquides
Gazeux	De type unit	Technicien agréé en combustibles gazeux de niveau GI ou GII
	Equipé d'un brûleur pulsé	Technicien agréé en combustibles gazeux de niveau GII
Solide	Tout type	Technicien spécialisé en combustibles solides

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage II. — Criteria voor de goede werking van een centrale verwarmingsinstallatie

A. Installaties bevoorrad met vloeibare of gasachtige brandstoffen

I. Prestatievermogenscriteria

Criteria voor warmtegeneratoren bevoorrad met vloeibare of gasachtige brandstoffen.

1° Geen spoor van brandstof, rokende houtskool, of agglutinatens is zichtbaar op het filterpapier gebruikt om de rookdichtheid van de verbrandingsgassen te bepalen ¹.

2° De rookdichtheid van de verbrandingsgassen, het kooldioxidegehalte (CO₂) van de verbrandingsgassen, het koolmonoxidegehalte (CO) van de verbrandingsgassen, het verbrandingsrendement en het zuurstofgehalte (O₂) in de verbrandingsgassen voldoen aan de eisen bedoeld in de volgende tabel.

Rookdichtheid (Bacharach)	Kooldioxidegehalte	Koolmonoxidegehalte	Zuurstofgehalte	Verbrandingsrendement ²
≤ 1	≥ 12	≤ 155	≤ 4,4	≥ 90

In afwijking van de bovenvermelde voorschriften kunnen de in bedrijf zijnde warmtegeneratoren die vóór 1 januari 1998 gefabriceerd zijn, gedurende de overgangperiode van acht jaar na de inwerkingtreding van dit besluit voldoen aan de volgende eisen :

Bouwdatum van de warmtegenerator	Rookgas	CO ₂ -gehalte (%)	Koolmonoxidegehalte (mg/kWh)	Zuurstofgehalte (%)	Verbrandingsrendement (%)
Tot 31/12/1987 of onbekend	≤ 2	≥ 10	≤ 155	nietig	≥ 85
Van 01/01/1988 tot en met 31/12/1997	≤ 1	≥ 11	≤ 155	nietig	≥ 88

Eisen voor warmtegeneratoren bevoorrad met gasachtige brandstoffen.

De temperatuur van de verbrandingsgassen, het koolmonoxidegehalte (CO) in de verbrandingsgassen en het verbrandingsrendement voldoen aan de eisen bedoeld in de volgende tabel. Als het evenwel een propaan- of butaanbevoorrading betreft, moeten de eisen betreffende de koolmonoxide verhoogd worden met 15 mg/kWh.

3. Voor warmtegeneratoren van het type unit :

Type warmtegenerator	Netto-temperatuur van de verbrandingsgassen (C) ³	Koolmonoxidegehalte (mg/kWh)	Verbrandingsrendement
Uitgerust met een andere brander dan premix	≤ 200	≤ 150	≥ 88
Uitgerust met een premix-brander	≤ 180	≤ 110	≥ 90

In afwijking van de bovenvermelde voorschriften kunnen de in bedrijf zijnde warmtegeneratoren die vóór 1 januari 2007 gefabriceerd zijn, gedurende de overgangperiode van acht jaar na de inwerkingtreding van dit besluit voldoen aan de volgende eisen :

Bouwdatum van de warmtegenerator uitgerust met een andere brander dan premix	Netto-temperatuur van de verbrandingsgassen (C) ³	Koolmonoxidegehalte (mg/kWh)	Verbrandingsrendement
Tot 31/12/1987 of onbekend	≤ 300	≤ 300	≥ 82
Van 01/01/1988 tot en met 31/12/1997	≤ 250	≤ 200	≥ 86
Van 01/01/1998 tot en met 31/12/2006	≤ 200	≤ 200	≥ 88

Bouwdatum van de warmtegenerator uitgerust met een premix-brander	Netto-temperatuur van de verbrandingsgassen (C) ³	Koolmonoxidegehalte (mg/kWh)	Verbrandingsrendement
Tot 31/12/1987 of onbekend	≤ 250	≤ 270	≥ 84
Van 01/01/1988 tot en met 31/12/1997	≤ 200	≤ 150	≥ 88
Van 01/01/1998 tot en met 31/12/2006	≤ 180	≤ 150	≥ 90

4. Voor warmtegeneratoren uitgerust met een gepulseerde brander :

Netto-temperatuur van de verbrandingsgassen (C) ³	Koolmonoxidegehalte (mg/kWh)	Verbrandingsrendement	Zuurstofgehalte
≤ 200	≤ 110	≥ 90	≥ 8,5

In afwijking van de bovenvermelde voorschriften kunnen de in bedrijf zijnde warmtegeneratoren die vóór 1 januari 1998 gefabriceerd zijn, gedurende de overgangperiode van acht jaar na de inwerkingtreding van dit besluit voldoen aan de volgende eisen :

Bouwdatum van de warmtegenerator uitgerust met gepulseerde brander	Netto-temperatuur van de verbrandingsgassen (C) ³	Koolmonoxidegehalte (mg/kWh)	Verbrandingsrendement	Zuurstofgehalte
Tot 31/12/1987 of onbekend	≤ 250	≤ 270	≥ 85	≥ 6,5
Van 01/01/1988 tot en met 31/12/1997	≤ 220	≤ 150	≥ 88	≥ 7,5

Berekening van de koolstofmonoxidegehalten (CO) en van het verbrandingsrendement.

a) Koolstofmonoxidegehalte

De grenswaarde in koolstofmonoxide wordt uitgedrukt in massa per energie-eenheid (mg/kWh) op grond van het LVW van de brandstof en een zuurstofgehalte (O₂) van 0 %.

Aan de hand van het meetapparaat wordt het koolstofmonoxidegehalte gemeten bij een specifiek zuurstofgehalte van γ % en wordt uitgedrukt of in ppm, ofwel rechtstreeks in mg/kWh.

1. wanneer het apparaat een koolstofmonoxidegehalte uitgedrukt in ppm bij een specifiek zuurstofgehalte van γ % aangeeft, moet dat gehalte uitgedrukt worden in mg/kWh door toepassing van volgende formule :

$$[\text{CO}]_{\gamma \% \text{ O}_2} (\text{mg/kWh}) = \alpha * [\text{CO}]_{\gamma \% \text{ O}_2} (\text{ppm})$$

met

γ = zuurstofpercentage gemeten in de verbrandingsgassen (%/volume).

[CO]_{γ % O₂} = CO-gehalte gemeten bij de werking van de brander voor een O₂ -percentage van γ.

α = factor afhankelijk van de gebruikte brandstof (mg/kWh)

	Dieselolie	natuurgas (G20)	natuurgas (G25)	Butaan (G30)	Propaan (G31)
α	1,101	1,074	1,095	1,091	1,083

2. het door toepassing van de vorige formule behaalde resultaat bij een specifiek zuurstofgehalte van γ % (of het CO-gehalte van het apparaat wanneer laatstgenoemde het CO-gehalte rechtstreeks in mg/kWh uitdrukt) wordt teruggebracht op een zuurstofgehalte van 0 % door toepassing van volgende formule :

$$[\text{CO}]_{0 \% \text{ O}_2} (\text{mg/kWh}) = 21 / (21 - \% \text{ O}_2) \times [\text{CO}]_{\gamma \% \text{ O}_2} (\text{mg/kWh})^4$$

met

γ = zuurstofpercentage gemeten in de verbrandingsgassen (%/volume).

[CO]_{0 % O₂} = CO-gehalte voor een referentiezuoerstofgehalte (O₂) van 0 %.

[CO]_{γ % O₂} = CO-gehalte gemeten bij de werking van de brander voor een O₂ -percentage van γ.

b) Verbrandingsrendement.

Het verbrandingsrendement (η_c) wordt berekend door toepassing van volgende formule :

$$\eta_c = 100 - [(t_g - t_a) * (A2 / (21 - \% \text{ O}_2) + B)]$$

met

— % CO₂ (= CO₂-percentage gemeten in de verbrandingsgassen (%/volume).

— % O₂ (= zuurstofpercentage gemeten in de verbrandingsgassen (%/volume).

— t_g = temperatuur van de verbrandingsgassen.

— t_a = temperatuur van de oxyderende lucht, die ofwel de temperatuur gemeten in de stookruimte van een niet-waterdichte warmtegenerator (type B) is of de temperatuur gemeten in de toevoerleiding van oxyderende lucht van een waterdichte warmtegenerator (type C);

— A2 en B van de parameters die van de brandstof afhangen :

Brandstof	A2	B
Aardgas	0,65	0,009
Propaan	0,63	0,008
Dieselolie	0,68	0,007

II. Ventilatie en luchtverversing van de stookruimte.

De stookruimte, met inbegrip van de systemen voor luchtaanvoer- en -afvoer en voor afvoer van de verbrandingsgassen, stemmen overeen met de bepalingen van artikel 4.

B. Installaties bevoorrad met vaste brandstoffen Een centrale verwarmingsinstallatie bevoorrad met vaste brandstoffen wordt beschouwd als in staat van goede werking wanneer :

1. ze slechts zelden en kort rook uitstoot;
2. de afvoer van verbrandingsgassen behoorlijk wordt verricht;
3. de stookruimte, met inbegrip van de systemen voor luchtaanvoer- en -afvoer en voor afvoer van de verbrandingsgassen, overeenstemmen met de bepalingen van artikel 4.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

- ¹ Herkenbaar door een vergelen van het filterpapier of door de bijzetting van zwarachtige partikels.
- ² Verbrandingsrendement : energie verbruikt door de brander van de warmtegenerator, verminderd met de energie die door de verbrandingsgassen meegesleurd word, teruggebracht tot de energie verbruikt door deze brander.
- ³ Nettotemperatuur van de verbrandingsgassen : temperatuut van de verbrandingsgassen verminderd met die de oxiderende lucht.
- ⁴ Voorbeeld van toepassing van de vorige formules voor een warmtegenerator bevoorrad met stookolie :
Bij de verbranding gemeten CO-waarde : 100 ppm.
Bij de verbranding gemeten zuurstofpercentage : 4,4 %.
 $[\text{CO}]_{4,4\% \text{ O}_2} = 1,101 * 100 = 110,1 \text{ mg CO/kWh.}$
 $[\text{CO}]_{0\% \text{ O}_2} = 21/(21 - 4,4) * 110,1 = 21/16,6 * 110,1 = 127,3 \text{ mg CO/kWh.}$

Bijlage III. — Opleveringsmodaliteiten van een centrale verwarmingsinstallatie

De oplevering van een centrale verwarmingsinstallatie bedoeld in artikel 9, § 1, 3°, omvat minstens :

1. Het onderzoek van de algemene staat van de warmtegenerator, met name de goede aansluiting tussen de brander en de verwarmingsketel als het van toepassing is.
2. De controle op de adequate tussen de verwarmingsketel en de gepulseerde brander alsmede het geregelde vermogen van laatstgenoemde.
3. De aanwezigheid van gaten voor de meting van verbrandingsgassen, verricht overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.
4. De verificatie van de afvoerleiding voor verbrandingsgassen.
⇒ Verificatie van de aansluiting tussen de schoorsteen en de warmtegenerator.
⇒ Voor de niet-waterdichte warmtegeneratoren (type B⁵), verificatie van de ledigheid van de afvoerleiding van verbrandingsgassen, tenzij de generator zodanig aangelegd is dat de afvoer van gassen in overdruk wordt uitgevoerd. De depressie moet overeenstemmen met de minimale waarde voorgeschreven door de fabrikant van de warmtegenerator. Zo niet moet ze minstens 5Pa in werking bedragen. Deze verificatie geschiedt onder normale werkingsomstandigheden, namelijk bij een minimale temperatuur van 60° C (thermometer van de verwarmingsketel) in een gesloten stookruimte, en, indien nodig, met de geïnstalleerde brander- of beschermingskap.
- ⇒ Verificatie van het gebrek aan vermoeden van vorming van condensatie in de afvoerleiding voor verbrandingsgassen (tenzij de generator daartoe ontwikkeld is).
5. De controle op de overeenstemming :
— van de schoorsteen met de warmtegenerator waarop ze aangesloten is;
— de ventilatie van de stookruime;
— de toevoer van oxyderende lucht,
overeenkomstig de bepalingen van artikel 4.
6. Het onderzoek van de goede staat van werking van de centrale verwarmingsinstallatie door uitvoering van de controleproeven betreffende de goede staat van werking beschreven in bijlage IV.
7. De controle op de aanwezigheid van gebruiks- en onderhoudsinstructies van de elementen waaruit de centrale verwarmingsinstallatie bestaat.
8. De verificatie van de aanwezigheid en de geldigheid van de berekeningsnota afgegeven door de erkende technicus betreffende het geregelde nominale thermisch vermogen bedoeld in artikel 6.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

⁵ B11, B11_{BS}, B11_{CS}.

Bijlage IV. — Periodieke controle van een centrale verwarmingsinstallatie

A. Installaties bevoorraad met vloeibare of gasachtige brandstoffen

1. Gemeten parameters.

In het geval bedoeld in artikel 62, § 2, waarin de warmtegenerator vrijgesteld wordt van de verplichting om uitgerust te worden met meetgaten, worden de geplande maatregelen niet opgelegd. In dat geval wordt dat vermeld door de erkende technicus op het controleattest.

De voornamelijk parameters die door meting of berekening bepaald moeten worden, zijn de volgende :

- a) De bepaling van de rookdichtheid van de verbrandingsgassen, door meting (alleen voor de warmtegeneratoren bevoorraad met vloeibare brandstoffen);
- b) de bepaling van het zuurstofgehalte (O₂, %/vol) gemeten in de verbrandingsgassen, door meting;
- c) de bepaling van de temperatuur van de verbrandingsgassen, door meting;
- d) de bepaling van het koolstofdioxidegehalte (CO₂, %/vol) gemeten in de verbrandingsgassen, door meting of berekening (uitgevoerd op grond van het gemeten zuurstofgehalte en de eigenschappen van de brandstof);
- e) de bepaling van koolstofmonoxidegehalte (mg CO/kWh) 0 % O₂ in de verbrandingsgassen, door meting, overeenkomstig de bepalingen van bijlage II ⁶;
- f) de bepaling van het verbrandingsrendement, door berekening, op grond van het in de verbrandingsgassen gemeten zuurstofpercentage, van de temperatuur van de verbrandingsgassen en van de temperatuur van de oxyderende lucht ⁷, overeenkomstig de bepalingen van bijlage II.

I.1.1.1.4

2. Uitvoering van de maatregelen.

— Om de parameters van de verbrandingsgassen te meten, wordt de meet- of monsternemingssonde ingediend in de hoofdstroom door de meetgaten verricht overeenkomstig de methodologie vastgesteld door de Minister van Leefmilieu overeenkomstig artikel 4, § 3.

Bij de meting worden alle nodige maatregelen genomen om de storende luchttoever te voorkomen, die een verwatering van het effluent als gevolg heeft, zoals bij voorbeeld via de sluiting van de trekregelaar in voorkomend geval.

Naar gelang van het type brander worden één of meer monsternemingsreeksen uitgevoerd na een eventueel onderhoud en/of nadat de nodige regelingen uitgevoerd zijn. Ze worden verricht volgens de volgende modaliteiten :

- a) voor de branders "alles of niks": een reeks maatregelen tijdens de doorlopende werkingsperiode van de brander.
- b) Voor de branders met verschillende gangen : een reeks maatregelen bij elke gang. Als de brander niet tijdens een voldoende lange tijd op de eerste gang gehandhaafd kan worden om de meting mogelijk te maken, wordt het door de erkende technicus vermeld in het verbrandingsverslag en wordt de meting door hem allen uitgevoerd bij het nominaal thermisch vermogen van de brander.
- c) Voor de branders met verschillende werkingsgangen van het type "modulatie" :
 - wanneer hun nominaal thermisch vermogen kleiner is dan 1 MW : een meting bij het nominaal thermisch vermogen;
 - wanneer hun nominaal thermisch vermogen hoger dan of gelijk is aan 1 MW : een reeks maatregelen bij het geregelde lager vermogen, een tweede reeks bij het geregelde nominaal vermogen en drie monsternemingen bij tussenliggend vermogen op respectievelijk 75 %, 50 % en 25 % van de werkingsperiode van de brander.

Deze reeksen maatregelen geschieden onder normale werkingsomstandigheden, dwz bij een minimale temperatuur van 60 °C (thermometer van de verwarmingskap) in een gesloten stookruimte, en, indien nodig, met de geïnstalleerde brander- of beschermingskap.

De erkende technicus kan overgaan tot zoveel maatregelen die hij nodig acht om de aanpassing van de brander (wanneer het mogelijk is) uit te voeren en om hem zo op optimale wijze te regelen.

Voor de generatoren bevoorraad met vloeibare brandstoffen wordt de rookdichtheid van het verbrandingsgas voor elke parameter bepaald.

Als de erkende technicus de warmtegenerator niet kan regelen opdat de maximale toegelaten rooktijd nageleefd wordt, hoeven de andere parameters niet gemeten te worden. De warmtegenerator wordt dan als niet-conform verklaard.

Na uitvoering van alle nodige maatregelen worden de meetgaten zorgvuldig afgesloten.

Meting van de rookdichtheid (vloeibare brandstof)

Na de goede werking van het monsternemingsapparaat te hebben getest (in het bijzonder de waterdichtheid van de pomp en van de zuigleiding), wordt het einde van de monsternemingsleiding ingediend in de hoofdstroom door de meetgaten verricht overeenkomstig de methodologie vastgesteld door de Minister van Leefmilieu overeenkomstig artikel 4, § 3. Om het juiste volume verbrandingsgassen op te zuigen via het filterpapier, worden tien volledige pompstoten met de daartoe gekalibreerde pomp uitgevoerd.

De lengte van het geheel monsternemingsbuis is zo gering mogelijk.

Het hierbovenbedoelde model van de manuele pomp kan vervangen worden door een elektromechanische versie, waardoor de opzuiging van het overeenstemmende volume verbrandingsgassen via het filterpapier mogelijk wordt gemaakt.

Een gelijkwaardige opto-elektronische methode voor de bepaling van de rookdichtheid kan ook gebruikt worden.

Meting van de temperatuur van de oxyderende lucht (omgevingstemperatuur)

De temperatuur van de oxyderende lucht die niet-waterdichte warmtegeneratoren (type B) bevoorraadt, wordt op een approximatieve hoogte van 1,5 meter dichtbij de warmtegenerator gemeten.

De temperatuur van de oxyderende lucht die niet-waterdichte warmtegeneratoren (type C) bevoorraadt, wordt door indiening van de temperatuursonde in het daartoe geplande gat gemeten.

Meting van de temperatuur van de verbrandingsgassen, van hun O₂-, CO- en CO₂-gehalte en van de trek van de schoorsteen²

De sonde van het meetapparaat wordt in de hoofdstroom van de verbrandingsgassen door het daartoe geplande gat ingediend.

3. Resultaat van de periodieke controle

De periodieke controle wordt als positief beschouwd en de installatie wordt in goede staat van werking verklaard wanneer de in bijlage II A bepaalde criteria worden nageleefd.

B. Installaties bevoorraad met vaste brandstoffen

De periodieke controle wordt als positief beschouwd en de installatie wordt in goede staat van werking verklaard wanneer de in bijlage II B bepaalde criteria worden nageleefd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

⁶ Gehalte uitgedrukt in massa per energie-eenheid (mg/kXh) op grond van het LVW van de brandstof en een zuurstofgehalte (O₂) van %.

⁷ Temperatuur gemeten in de stookruimte in gevan van een een niet-waterdichte verwarmingsketel (type B) is of de temperatuur gemeten in de toevoerleiding van oxiderende lucht van een waterdichte verwarmingsketel (type C).

Bijlage V. — Algemene beginselen betreffende de overmaking van gegevens aan het bestuur

A. Kennisgeving van de installaties

Bij de eerste tussenkomst van een erkende technicus op de centrale verwarmingsinstallaties, verzamelt de technicus de gegevens bepaald door de Minister van Leefmilieu in overleg met de betrokken sectoren, waarbij een kadaster van de centrale verwarmingsinstallaties kan worden opgemaakt. Deze gegevens worden overgemaakt aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu volgens een door de Minister van Leefmilieu bepaalde frequentie. Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu kent bij elke installatie een enig identificatienummer toe, dat aan de eigenaar en/of gebruiker overgemaakt wordt volgens de modaliteiten bepaald door de Minister van Leefmilieu.

B. Overmaking van gegevens bij de oplevering van de installaties bedoeld in artikel 11 en van de controle bedoeld in artikel 13

De Minister van Leefmilieu bepaalt in overleg met de betrokken sectoren de gegevens vermeld in het in artikel 11, § 3, bedoelde opleveringsverslag en het in artikel 11, § 4, controleattest dat aan het het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu overgemaakt moet worden. Hij bepaalt ook de modaliteiten voor de overmaking van deze gegevens. Het eindresultaat van de oplevering of van de periodieke controle (al dan niet conform verklaarde installatie) wordt minstens overgemaakt.

C. Overmaking van gegevens bij de in artikel 12 bedoelde omstandige diagnose

De Minister van Leefmilieu bepaalt, in overleg met de Minister van Energie en met de betrokken sectoren, de gegevens vermeld in het verslag van de in artikel 12, § 4, bedoelde omstandige diagnose dat aan het het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu overgemaakt moet worden. Hij bepaalt ook de modaliteiten voor de overmaking van deze gegevens.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage VI. — Vorming en examen met het oog op het verkrijgen van de getuigschriften inzake vloeibare en gasachtige brandstoffen

A. Inleidende bepalingen

1° Een technicus kan zich voor het examen betreffende GII-module aanmelden als hij beschikt over een geldig getuigschrift over GI-module.

2° Het examen centrum kan de kandidaten ervan vrijstellen zich voor het examen over bepaalde aangelegenheden aan te melden als ze beschikken over een geldig getuigschrift of elk andere daarmee gelijkgestelde document, waarbij kan worden bevestigd dat ze kennis en bevoegdheden hebben betreffende deze aangelegenheden. De gelijkwaardigheid van het getuigschrift of van het daarmee gelijkgestelde document wordt door de directeur-generaal bevestigd.

De kandidaat verschaft een afschrift van het geldige document of van elk andere document, waarbij zijn bevoegdheid kan worden bevestigd aan het certificatiecentrum waarin hij wil zich inschrijven. Dat afschrift moet voorzien zijn van de datum van afgifte van het getuigschrift of van het document, waarbij zijn bevoegdheden kunnen worden bevestigd. Bij gebrek aan die datum kan een schriftelijke verklaring van de instelling die het getuigschrift of het daarmee gelijkgestelde document heeft afgegeven, bij de aanvraag gevoegd worden. Het certificatiecentrum gaat na of het getuigschrift of het daarmee gelijkgestelde document niet voldoet aan de in het vorige lid bepaalde voorwaarden.

3° Als het gaat om een examen met als doel de hernieuwing van het getuigschrift, meldt de kandidaat zich voor de proef aan met zijn meetvoorzieningen en de onderhouds- en ijkingsgetuigschrift ervan. De kandidaten die zich aanmelden zonder voorzieningen of met voorzieningen die niet nauwkeurig functioneren, of met voorzieningen die niet in orde van onderhouds- en ijkingsgetuigschriften zijn, zijn niet toegelaten voor de proef.

B. Vormings- en examenaangelegenheden

I.1.1.1.5 Technicus erkend in vloeibare brandstoffen en technicus erkend in gasachtige brandstoffen van het GI-type

	<i>Technicus erkend in vloeibare brandstoffen</i>	<i>Technicus erkend in gasachtige brandstoffen van het GI-type</i>
<i>I.1.1.1.5.1 Reglementaire inhoud</i>	Regelgeving betreffende de centrale verwarmingsinstallaties waaronder de bepalingen betreffende de verantwoordelijkheden van de erkende technicus en de centrale verwarmingssystemen	
<i>Inhoud betreffende de oplevering</i>	<ul style="list-style-type: none"> — Aansluiting tussen de brander en de schoorsteen — Adequaatie tussen de verwarmingsketel en de gepulseerde brander alsmede het geregelde vermogen — Gaten bestemd voor de meting van de verbrandingsgassen — Verificatie van de schoorsteen — Controle op de overeenstemming van de schoorsteen met de verwarmingsketel waarop hij aangesloten is, op de ventilatie van de stoorruimte en op de toevoer van oxyderende lucht — Rekenmethode van het vermogen van de verwarmingsketel — Handboek voor gebruiks- en onderhoudsinstructies 	
<i>I.1.1.1.5.2 Technische inhoud</i>	<ul style="list-style-type: none"> — Elementen betreffende de brandstoffen en de verbranding in de warmtegeneratoren — Installatie van de generatoren, luchttoevoer en afvoer van verbrandingsgassen — Technologie, installatie, onderhoud, controle, veiligheid van de warmtegeneratoren — Begrippen van rationeel energiegebruik inzake centrale verwarmingsinstallaties 	<ul style="list-style-type: none"> — Elementen betreffende de brandstoffen en de verbranding in de warmtegeneratoren — Installatie van de generatoren, luchttoevoer en afvoer van verbrandingsgassen — Bevoorrading van de warmtegeneratoren met brandstoffen. — Technologie, installatie, onderhoud, controle, veiligheid van de warmtegeneratoren met niet-gepuleerde brander. — Begrippen van rationeel energiegebruik inzake centrale verwarmingsinstallaties

I.1.1.1.6 Technicus erkend in gasachtige brandstoffen van het GII-type.
Inhoud betreffende de oplevering Specifieke elementen betreffende de oplevering van de warmtegeneratoren met gepuleerde brander.

Technische inhoud Technologie, installatie, onderhoud, controle, veiligheid van de warmtegeneratoren met gepuleerde brander.

C. Modaliteiten betreffende het examen

Het certificatiecentrum leeft de volgende onderzoeksmodaliteiten :

	Theoretische proef	Praktische proef
Reglementaire inhoud	L/GI	
Inhoud betreffende de oplevering	L/GI/GI	L/GI/GI
Technische inhoud	L/GI/GI	L/GI/GI

Elk gedeelte wordt afzonderlijk genoteerd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage VII. — Erkenningsvoorwaarden van de certificatiecentra

A. Onderwijzend personeel

Elk onderwijzend personeelslid is houder van het gepaste bekwaamheidsattest overeenstemmend met de vorming waarin hij/ze onderwijst. Deze bepaling is pas zes maanden nadat het tweede certificatiecentrum van het vereiste niveau erkend is, van toepassing.

Het personeel is onder de leiding van een burgerlijk ingenieur, een industrieel ingenieur of een technisch ingenieur of van een persoon die minstens drie jaar ervaring in de vorming en onderzoek van de verwarmingstechniek en tien jaar ervaring in de verwarmingssector kan bewijzen.

B. Examenjury

Het examencentrum moet bestaan uit een examenjury met inachtneming van de volgende voorwaarden :

- de jury bestaat minstens uit drie specialisten in verwarmingstechniek onder het voorzitterschap van een burgerlijk, industrieel of technisch ingenieur, of van een persoon die minstens drie jaar ervaring in de vorming en onderzoek van de verwarmingstechniek en tien jaar ervaring in de verwarmingssector kan bewijzen;
- minstens één van de leden van de jury heeft niks te maken met het certificatiecentrum en is actief in de verwarmingssector;
- minstens drie leden van de jury zijn houder van een gepast bekwaamheidsattest overeenstemmend met de aangelegenheid die hij onderzoekt. Deze bepaling is pas zes maanden nadat het tweede certificatiecentrum van het vereiste niveau erkend is, van toepassing.

C. Technische infrastructuur

Voor de organisatie van de vormingen en examens moet het certificatiecentrum minstens beschikken over de volgende technische uitrusting :

C.1. Voor de certificatiecentra bevoorraad met vloeibare brandstoffen.

1. combinaties van verwarmingsketel-brander die van de markt representatief zijn, die voldoende variatie aanbieden en die onder anderen de volgende eigenschappen hebben :

- a) verschillende merken en typen, waaronder minstens één condensatiegenerator en een waterdicht model (type C);
- b) verschillende bouwjaren;
- c) verschillende vermogens van warmtegeneratoren en verschillende brandersdebieten;
- d) branders met of zonder brandstofvoorverhitting;
- e) bevoorradingsmogelijkheid van de brander door een systeem met een enige of een dubbelleiding;

Het aantal combinaties (geheel verwarmingsketel-brander) wordt afgestemd op het aantal deelnemers zodat minstens een combinatie per groep van drie deelnemers ter beschikking wordt gesteld.

Minstens één generator beschikt over twee gangen en minstens één generator van het type "modulatie" is.

1. Elke schoorsteen uitgerust met een voorziening waardoor zijn trek geregeld kan worden (extractor met variabele snelheid);
2. synoptische panelen betreffende de regulatietechnieken, met inbegrip van een regulatie die van weersomstandigheden afhangt;
3. een synoptisch paneel dat de werking van de brander stimuleert;
4. een proefbank voor sproeiers, waarmee de sproeiers kunnen worden vervangen en de druk van de brandstof geregeld kan worden;
5. een proefbank voor transformatoren en ontsteking;
6. een proefbank voor pompem voor vloeibare brandstoffen;
7. een simulatiepaneel of de didactische versie van een volledige centrale verwarmingsinstallatie met verwarmingsketel/brander, thermostaat, installatie voor warm tapwater, verwarming van ruitmen, luchtthermostaat, buitensonde, gemechaniseerde schuif met drie en/of vier wegen;
8. doorsneden van verwarmingsketels en branders;
9. doorsneden van pompen voor vloeibare brandstoffen;
10. doorsneden van sproeiers;
11. minstens een elektronische analysator van verbrandingsgassen door drie leerlingen.

C.2 Voor de certificatiecentra bevoorraad met gasachtige brandstoffen.

1. een verzameling van gasapparaten die van de actuele markt representatief is :

- a) een op de bodem geïnstalleerde atmosferische warmtegenerator met thermokoppelveiligheid;
- b) een op de bodem geïnstalleerde atmosferische warmtegenerator met ionisatieveiligheid;
- c) een op de muur aangebrachte atmosferische warmtegenerator met thermokoppelveiligheid;
- d) een op de muur aangebrachte atmosferische warmtegenerator met ionisatieveiligheid;
- e) een warmtegenerator met gepulseerde brander (alleen voor de certificatiecentra GII);

Minstens één van de warmtegeneratoren bedoeld in a, b, c, d, e, is waterdicht (type C), minstens één wordt uitgerust met een voorgemengde brander en minstens één is een condensatiegenerator.

Minstens één generator beschikt over twee gangen en minstens één generator is van het type "modulatie".

2. synoptische panelen betreffende de regulatietechnieken, met inbegrip van een regulatie die van weersomstandigheden afhangt;
3. een synoptisch paneel dat de werking van de brander stimuleert;
4. een synoptisch paneel betreffende de elementen van de vlampijp;
5. bestanddelen van een vlampijp (die bestaat uit niet-monobloc-apparaten);
6. elektronische analysatoren waarbij de verbranding gecontroleerd kan worden : minstens een analysator door drie leerlingen;
7. apparaten voor de drukmeting; gasmanometers;
8. apparaat voor de controle op de waterdichtheid van gasleidingen;
9. een simulatiepaneel of de didactische versie van een volledige centrale verwarmingsinstallatie met verwarmingsketel/brander, thermostaat, installatie voor warm tapwater, verwarming van ruitmen, luchtthermostaat, buitensonde, gemechaniseerde schuif met drie en/of wegen;
10. doorsneden van verwarmingsketels en branders;

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN